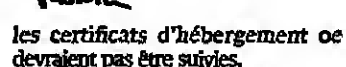




Deux projets de loi annuleront les dispositions les plus discutées de la législation existante

M. JOSPIN a décidé de soumettre au Parlement deux projets de loi reprenant l'essentiel du rapport du politologue Patrick Weil sur l'immigration. L'Assemblée nationale en sera saisie dès la fin de l'examen du budget, l'objectif étant de promulguer la nouvelle législation dès le mois de janvier 1998. Cette volonté a reçu le soutien unanime des membres du gouvernement, réunis à Matignon, jeudi 21 août, même si M. Voinet a préféré ne pas s'exprimer. Le premier ministre reprend à son compte le souci d'« équilibre » recherché par M. Weil entre une politique d'immigration maîtrisée et le respect de la tradition d'accueil de la France. Toutefois, dans le texte que va préparer le ministre de l'Intérieur sur les conditions d'entrée des étrangers en France — le garde des sceaux rédigeant celui concernant la loi sur la nationalité pour rétablir les principes du droit du sol —, la proposition créant une sanction judiciaire supplémentaire contre les délinquants étrangers et celle tendant à améliorer les possibilités d'accorder



Les lois votées à l'initiative de M. Pasqua et de M. Debré seront simplement modifiées, alors que le programme du PS lors de la campagne législative promettait de les

supprimer et que M. Jospin, lors d'une réunion électorale à Paris, le 15 mai, avait déclaré : « Nous abrogerons les lois Pasqua et Debré. » Les associations de défense des immigrés, tout en reconnaissant que le rapport Weil contient des aspects

positifs, regrettent, pour la plupart, le renoncement à une refonte complète de la législation sur le droit des étrangers en France.

**Lire page 5
et notre éditorial page 10**

■ Après avoir béatifié Frédéric Ozanam, il devait, vendredi, bénir la nouvelle cathédrale d'Evry

Lire pages 6 et 7

Le déjeuner « privé » organisé, vendredi dans l'Ariège, va permettre aux deux hommes de faire mieux connaissance alors que les relations entre le New Labour et le PS sont distantes. p. 2

Un crédit de 3,9 milliards de dollars à la Thaïlande a été approuvé, jeudi, par le FMI. Son directeur général estime que « la crise des monnaies asiatiques devrait être contenue ».

Dominique Voynet propose un plan global de réduction du rôle de l'automobile en ville. p. 20

S'appuyant sur le prérapport du député (PC) Jean Vila, la secrétaire d'Etat au tourisme, Michelle Demessine, affirme que 30 000 emplois supplémentaires par an pourraient être créés. p. 8

British Telecom paiera 10 % moins cher que prévu le rachat de MCI, après divulgation des mauvais résultats du groupe américain. p. 11

Cantona est à la retraite, mais les clubs anglais se disputent de plus en plus les vedettes étrangères. p. 16

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 CAN; Côte d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 140 E; Italie, 2000 L; Luxembourg, 45 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON., 200 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 120 F CFA; Suisse, 15 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisie, 12 DF; USA, 90¢; USA (other), 2,50 \$.

M 0147-823-7.50 F

ENTRE le général de Gaulle et le général Edmond Jouhaud, ce « pied-noir » d'origine, qui devait prendre la tête - avec trois autres officiers généraux, dont le général Raoul Salan - du putsch militaire d'Alger en avril 1961, le divorce ne s'est pas limité à la décision du premier président de la V^e République de proposer leur indépendance aux Algériens.

Si, de fait, il y a bien eu rupture entre les deux hommes, on le doit d'abord à une divergence politique de fond : le général de Gaulle, dès 1959, voulait sa force de « frappe » indépendante, avec la fabrication du bombardier nucléaire Force IV, et le général Joughaud, alors chef d'état-major de l'armée de l'air, inclinait à s'en remettre aux Etats-Unis pour ne pas sacrifier sur l'autel de la dissuasion une force aérienne de combat équipée de Force III et plus utile, à son avis, à la défense de l'Algérie et aux engagements de la France dans l'OTAN.

Ainsi donc le « *quartern* de généreux félons » dénoncé par de Gaulle, dans son intervention télévisée contre le putsch d'Alger, comprenait un « *atlantiste* »... Cette vision d'un chef d'état-major partisan déclaré de l'aide américaine, avant ses entrées au Pentagone, est-elle si nouvelle ?

gone, apparaît dans une étude que vient de diffuser la *Revue historique des armées* à partir de l'exploitation de notes, fiches, mémorres ou documents rendus publics, pour la première fois, par le Service historique de l'armée de l'air.

Sur ces grandes orientations de politique militaire et, notamment, sur le fait de confier — ou non — la défense stratégique de la France aux États-Unis, le général Joughaud, chef d'état-major de l'armée de l'air entre octobre 1958 et mars 1960, s'est opposé au général de Gaulle, à Pierre Guillaumat, aux ministres des armées, et au général Paul Ely, alors chef d'état-major général des armées. Selon la *Revue historique des armées*, la rupture fut consommée entre le 13 mars 1959, quand un comité de défense donna la priorité au Mirage IV, et le 26 octobre de la même année, lorsque Pierre Guillaumat, en conseil supérieur de l'air, s'est employé à faire rentrer le général Joughaud dans le rang en lui rappelant qu'« il y a des problèmes qui ne relèvent pas des armées, parce qu'ils sont de nature internationale, qu'ils ont un caractère politique, qu'ils nous touchent tous », les responsables politiques trahissent et les chefs militaires résistent.

Le 22 janvier 1960, soit deux jours avant la sanglante « semaine des barricades » qu'il a vu une partie de la population algéroise se dresser contre la politique du général de Gaulle, le chef de l'Etat demande - entre deux portes, à l'Elysée, du comité des affaires algériennes - au général Joughal s'il approuve sa politique algérienne. Silencieux jusque-là, le chef d'état-major de l'armée de l'air, né dans l'Ornaïs, exprime très nettement son total désaccord. La réaction du général de Gaulle ne tarde guère. Deux mois après, Edmond Joughal est écarté de son poste.

On connaît la suite. En octobre, le général Jouhaud s'installe à Alger. En avril 1961, il participe, aux côtés des généraux Salan, Maurin, Challe et André Zeller, à un putsch militaire qui avorte au bout de quatre jours. Il s'enfonce dans la clandestinité. Arrêté en mars 1962, il est condamné à la peine de mort en avril, une peine qui sera ensuite commuée en réclusion à perpétuité. Gracié en novembre 1967 et libéré de la prison de Tulle à Noël, Edmond Jouhaud est décédé le 4 septembre 1995.

Jacques Isnard

LA PAIX va-t-elle enfin s'imposer en Algérie ? Ce qui n'était qu'un vœu pieux il y a encore quelques semaines est devenu, malgré la recrudescence des assassinats, une hypothèse raisonnable avec la libération récente de deux des principaux dirigeants de l'ex-Front isla-

Les responsables de l'ex-FIS et leurs proches veulent voir dans la remise en liberté de M. Hachani

- l'homme qui a conduit les islamistes aux portes du pouvoir lors des législatives de 1991 - puis celle de M. Madani - le chef historique du Front - la preuve que les coups assénés aux forces de sécurité par l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS, ont fini par porter

leurs fruits. Les massacres de civils perpétrés dans la Mitidja par les Groupes Islamiques armés (GIA) font-ils valoir, traumatisent l'opinion mais sans menacer le pouvoir occultés par une presse sous haute surveillance, les attaques de casernes, de postes de gendarmes et de police par l'AIS, menées dans l'est et l'ouest de l'Algérie, en revanche, sapent le régime militaire. Pour le régime, il était urgent d'y mettre fin.

Une telle lecture pêche sans doute par son excès d'optimisme. Une censure implacable à beau s'exercer sous les journaux algériens, la tâche d'un pouvoir déstabilisé par les commandos de l'AIS ne convainc pas. Les quelques informations qui ont pu filtrer sur le sujet lui donnent une image plus réaliste. Les renseignements qu'il nous a fournis sur le rôle des FIS, le bénéficiaire du soutien des populations locales, mais de peu d'armes. Des boîtes de conserves servent à confectionner des grenades. Dans leurs rangs, on brandit davantage de fusils de chasse à canon scié que de kalachnikovs... En réalité, après plus de cinq années d'un combat financé par les donateurs musulmans, les méthodes barbares, le pouvoir militaire algérien - globalement - a renforcé le contrôle de la situation.

Jean-Pierre Tugaut

Lire la suite page 10

MICHEL PORTAL

CHACQUE ÉTÉ, le Festival Uzeste musical transporte le jazz à la campagne. Cette année, on y a joué à la soule, ancêtre du rugby. On y lit des textes, on y joue des musiques de toutes sortes. Le clarinettiste Michel Portal y a triomphé en glissant du classique (Brahms, Schumann) au contemporain (Berg), en passant par le free, pour finir au bandonéon avec le maître des lieux, Bernard Lubat, au piano.

Life page 18

International	2	Finances/marchés	12
France	5	Annuaire classés	14
Société	6	Aujourd'hui	15
Cartes	7	Abonnements	15
Régions	8	Météorologie, jazz	17
Horizons	9	Culture	18
Entreprises	11	Radio-Télévision	19

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997

DIPLOMATIE Le premier ministre, Lionel Jospin, a amorcé sa rentrée européenne avec une rencontre, vendredi 22 août, avec le chef du gouvernement britannique, Tony Blair. Le

28 août, il ira s'entretenir en Allemagne avec le chancelier Kohl. C'est à Saint-Martin-d'Oydes, un village de l'Ariège proche du fief électoral de M. Jospin, Cingetabell, que devait

avoir lieu l'entrevue avec Tony Blair, qui a été présentée de part et d'autre comme « privée ». • L'EUROPE devrait figurer en bonne place dans les conversations, notamment la prépara-

tion du sommet extraordinaire sur l'emploi réclamé par la France et prévu en novembre. • JACQUES CHIRAC et Helmut Kohl ont réaffirmé jeudi, lors d'une conversation téléphonique,

leur détermination à respecter le calendrier et les conditions de l'entrée en vigueur de l'euro. Le président de la République s'est également entretenu avec Tony Blair.

Lionel Jospin fait avec Tony Blair sa rentrée européenne

Le premier ministre est allé rencontrer son homologue britannique sur son lieu de vacances, dans un village de l'Ariège. Les questions communautaires, notamment la préparation du sommet spécial des Quinze sur l'emploi, prévu en novembre, devaient occuper une large partie des entretiens

C'EST dans le village de l'Ariège où Tony Blair a coutume, depuis quelques années, de prendre ses vacances que Lionel Jospin devait avoir, vendredi 22 août, son premier véritable entretien politique avec son homologue britannique. Malgré le décor estival, et même si, de part et d'autre, on présente cette rencontre comme privée et « informelle », elle devrait être pour M. Jospin l'occasion de travailler à l'un des grands dossiers sur lesquels on attend encore qu'il précise les intentions affichées lors de son arrivée à la tête du gouvernement : la politique européenne.

M. Jospin avait été contraint de prendre ses marques sur les affaires européennes quelques jours seulement après son entrée à Matignon, en raison de la tenue du sommet des quinze à Amsterdam, à la mi-juin. Il avait fait en réclamant aux partenaires de la France que le projet européen, à ses yeux trop exclusivement centré sur l'objectif de la monnaie unique, intègre davantage une dimension sociale et apporte une réponse au problème majeur auquel sont confrontés une majorité d'Etats membres, celui de l'emploi.

Cette offensive du nouveau gouvernement français n'a pas remis en cause, comme beaucoup le redoutaient, le projet de l'euro. M. Jospin avait exprimé sans ambiguïté à Amsterdam l'adhésion de son gouvernement au chapitre du traité de Maas-

tricht sur l'union monétaire, notamment au calendrier de la monnaie unique, qui prévoit son avènement en 1999. Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, l'a réaffirmé ensuite plus vigoureusement et plus explicitement : lors de la publication de l'audit sur les finances publiques, le 21 juillet notamment, et mercredi 20 août encore, il a répété que le gouvernement entend se conformer aux conditions fixées dans le traité pour pouvoir adopter la monnaie européenne - en particulier la réduction des déficits publics à 3 % du PIB - et que le budget 1998 sera comme on dit « euro-compatible ».

UN ESSAI À TRANSFORMER

Bien qu'il ait dû quelque peu en rabattre sur ses propositions initiales relatives à l'emploi et au réajustement politique du projet européen, M. Jospin avait néanmoins pris date à Amsterdam avec les partenaires de la France pour deux nouveaux rendez-vous : il avait obtenu la convocation d'un sommet spécial des Quinze sur l'emploi en novembre prochain et fait inscrire à l'ordre du jour du sommet ordinaire de décembre à Luxembourg l'amélioration de la coordination des politiques économiques, autrement dit la création de mécanismes de contrepoint politique à la future autorité monétaire commune. Sur ces deux points l'essai reste à transfor-



mer dans les quelques mois qui viennent. Tel est le cadre de la rentrée européenne que Lionel Jospin aborde aujourd'hui avec Tony Blair, avant d'aller rencontrer le chancelier Kohl, le 28 août en Allemagne.

La démarche du gouvernement - qui ne rompt pas sur le fond avec la politique de ses prédécesseurs - a reçu l'aval du président de la République. Tout au plus perçoit-on par certains petits signes - comme l'annonce jeudi par l'Elysée que le président venait de s'entretenir longue-

ment par téléphone avec Helmut Kohl et Tony Blair - que M. Chirac n'entend pas, dans le domaine des relations extérieures, s'effacer et laisser la bride sur le cou au premier ministre. On n'a d'ailleurs guère senti jusqu'ici chez M. Jospin d'envie de caracoler sur ce terrain-là. Les visites qu'il rend à ses homologues britannique et allemand sont au contraire tardives relativement à la pratique qui s'était instaurée avant lui.

L'arrivée presque simultanée au pouvoir des leaders de la gauche britannique et française n'a engendré chez eux aucune connivence spontanée, et la rencontre de Saint-Martin-d'Oydes pourrait même servir à dissiper une rumeur insistante de mésintelligence entre les deux hommes (lire ci-dessous). Quoi qu'il en soit, si on s'accorde à Paris pour saluer le nouveau style du gouvernement britannique et son ouverture au dialogue sur les questions européennes - qui tranche avec ce qu'était le comportement de Londres depuis plus de dix ans - on ajoute presque immédiatement que, sur le fond, une grande continuité prévaut.

PARADOXE

Inutile par exemple d'espérer rallier Tony Blair au calendrier de l'euro : la Grande-Bretagne se prépare à la monnaie unique, mais elle prendra le train en marche, quand d'autres l'auront lancée. Le hasard veut qu'elle soit appelée à présider l'Union européenne au moment où ce lancement sera décidé, au premier semestre 1998, ce qui suppose au minimum que l'on évogue des maintenant ce paradoxe avec ses dirigeants, même si l'on ne craint pas vraiment que Londres fasse des difficultés aux pays qui voudront adopter l'euro dès la première vague.

Quant au sujet sur lequel M. Jospin veut tenter de forcer l'incertitude

collective - l'emploi - tout reste à faire pour convaincre le premier ministre britannique qu'il y a un intérêt commun à entreprendre des actions concrètes au niveau européen. « Les Britanniques sont moins concernés que nous, moins sensibles à la nécessité de mettre l'accent là-dessus », dit-on pudiquement à Paris. On les a vus à Amsterdam à la fois très actifs, partie prenante au débat, mais toujours aussi fermes sur la « flexibilité » de l'emploi et pas loüés sur ce thème.

Les attentes concernant le sommet européen extraordinaire de novembre sur l'emploi paraissent en cette rentrée relativement modérées à Paris. Il s'agit, dit-on, « d'échanger les expériences et d'identifier les domaines dans lesquels on peut faire des choses ensemble » pour « essayer de parvenir à un résultat présentable ». Le premier ministre britannique se privera sans doute avec d'autant plus de grâce à l'exercice que ses ambitions seront modestes.

La rencontre que M. Jospin aura la semaine prochaine avec le chancelier Kohl risque de n'être pas guère plus aisée sur le fond que celle de Saint-Martin-d'Oydes et d'avoir elle aussi pour premier intérêt de dissiper l'image de crise qu'avait laissée en juin le premier contact du nouveau gouvernement français avec les Allemands.

Claire Tréan

Paris et Bonn réaffirment leur détermination sur l'UEM

Le président allemand Helmut Kohl ont réaffirmé, jeudi 21 août, leur détermination à respecter le calendrier et les critères de mise en œuvre de l'Union économique et monétaire (UEM), rapporte un porte-parole de l'Elysée. Le chef de l'Etat français a eu une « longue conversation » téléphonique avec le chancelier allemand, actuellement en vacances en Autriche, au cours de laquelle a été évoqué le prochain sommet franco-allemand, qui se réunira les 18 et 19 septembre à Weimar.

Jacques Chirac a eu une autre conversation téléphonique avec le premier ministre britannique, Tony Blair, pour discuter également de relations bilatérales ainsi que de la prochaine présidence britannique de la Communauté européenne, a déclaré le porte-parole. (Reuters)

A Saint-Martin-d'Oydes, l'Histoire s'invite à déjeuner...

SAINT-MARTIN-D'OYDES (Ariège)

de notre envoyé spécial

Vus de Paris ou de Londres, Cingetabell, fief électoral de Lionel Jospin, et Saint-Martin-d'Oydes, le village où le premier ministre britannique, Tony Blair, passe actuellement quelques jours de vacances, ce doit être bonnet blanc et blanc bonnet. Une telle conception ferait cependant bon marché des subtilités de la micro-géopolitique à la française. Séparés d'une vingtaine de kilomètres, les deux localités ne font pourtant pas partie du même territoire. De Cingetabell à Saint-Martin-d'Oydes, on passe d'abord de la Haute-Garonne à l'Ariège, et ensuite de la plaine aquitaine aux premiers versants pyrénéens. Ainsi peut-on trouver dans ces hasards politico-géographiques matière à métaphore pouvant définir les relations entre M. Jospin et M. Blair, dont la proximité n'exclut pas des différences parfois profondes.

Le déjeuner entre M. Jospin et M. Blair devait avoir lieu, vendredi 22 août, dans le château de Saint-Martin-d'Oydes, où résident pour quelques jours le premier ministre britannique et sa famille. Ils sont les hôtes d'un couple d'amis londoniens, les Keene, qui ont acquis cette demeure, voici six ans, et dans laquelle ils ont déjà accueilli les Blair à plusieurs reprises. Renée Esquirol, propriétaire de l'unique épicerie-tabac

de ce village de 197 habitants, estime que David Keene et sa famille sont des gens très bien : « Ce grand avocat de Londres vient lui-même faire ses courses chez moi, et il nous a fait visiter le château, à mon mari et à moi », affirme-t-elle. Les choses ont un peu changé depuis que l'ami du maître de maison est devenu chef du gouvernement. Pour des raisons de sécurité, c'est le cuisinier du château qui effectue maintenant les emplettes de la vie quotidienne.

FOIE GRAS ET CÈPES

Pourtant, Saint-Martin-d'Oydes ne présente pas, pour cette rencontre au sommet, l'aspect d'une localité en état de siège. On prend le frais du soir sur le seuil de sa porte. Une ambiance qui déteint sur l'agent de sécurité britannique préposé à la surveillance du château : les portes de sa Land-Rover sont grandes ouvertes et il est confortablement installé sur le siège, balançant sa jambe au rythme de la musique de sa radio.

Un homme tout de même s'avoue « débordé » : André Bordenave, maire de Saint-Martin-d'Oydes depuis quinze ans, est conscient de l'honneur qui revient à sa minuscule commune : « Cela ne s'est jamais produit dans l'Histoire, et ne se reproduira sans doute jamais », constate cet homme qui a veillé à tout : que la petite mairie-école soit pavée avec les couleurs françaises et britanniques, et que le

foyer municipal, où devaient être reçus Tony et Lionel, soit « nickel ». En se dépensant de la sorte, cet artisan-pâtisier ne met pas son drapeau dans sa poche : « Depuis toujours, je suis socialiste tendance Jospin. Alors, recevoir le premier ministre ne me pose aucun problème de conscience, bien au contraire ».

Et en Ariège, on est peut-être pauvre, mais on sait être généreux quand il le faut. Les hôtes de Saint-Martin-d'Oydes ne devaient pas repartir, vendredi soir, les mains vides, mais abondamment pourvus de produits du terroir : foies gras, bien sûr, mais aussi cèpes dont cet été a été particulièrement généreux. Quant à M. Blair, il lui faudra désormais s'habituer à vivre avec Justin, Justin, c'est le poulain de race mérens, solide cheval montagnard, le cadeau de Saint-Martin-d'Oydes à l'homme anglais. Un parfait symbole de cette symbiose anglo-ariégeoise plutôt inattendue : il provient d'un élevage géré par Kevin Henshall, un gars des Midlands tombé amoureux de l'Ariège au point de s'y installer. M. Henshall a l'habitude de donner à ses chevaux des noms utilisables dans les deux langues : Justin, une fois qu'il aura passé le Channel en compagnie de ses nouveaux propriétaires, s'appellera just in Time : « Juste à temps ».

Luc Rosenzweig

Retour de vacances difficile pour le chancelier Kohl

LE CHANCELIER allemand Helmut Kohl aura une dure rentrée de vacances, lundi 25 août à Bonn, où il va retrouver une coalition gouvernementale en pleine révolution, son grand projet de réforme fiscale enlisé et un chômage record qui devrait dépasser, pour 1997, les 4,3 millions de demandeurs d'emplois annoncés.

Son ministre des finances, Theo Waigel, a déjà annoncé ne plus vouloir de ce portefeuille après les élections de septembre 1998. Le grand argentier a déclenché une avalanche de commentaires critiques et de spéculations sur un prochain remaniement allant jusqu'à remettre en cause l'avenir de la coalition, composée des Unions chrétiennes du chancelier et du petit Parti libéral, dont l'appoint est indispensable.

MAUVAIS EFFET

M. Kohl a dû intervenir rapidement pour tenter de couper court à ce débat du plus mauvais effet. Depuis son lieu de villégiature à Saint Gilgen (Autriche), il a soutenu son ministre en affirmant « être au courant » et « comprendre » son souhait d'abandonner les finances après les élections, assurant que cela n'avait rien à voir avec le débat sur un remaniement. Déjà à la mi-août, M. Kohl avait répondu à son grand argentier qui avait semé le trouble en lui conseillant d'affronter les élections avec « une équipe nouvelle ». Le chancelier avait jugé le débat sur un remaniement « aussi inutile qu'un goitre ».

Les sondages sont unanimes à constater que la popularité du chancelier est en chute libre après presque quinze ans de pouvoir. Pendant ce temps, le candidat potentiel à la chancellerie de l'opposition social-démocrate SPD, Gerhard Schröder, trône largement devant M. Kohl dans les sondages. Autre affaire délicate de la rentrée : la grande réforme fiscale lancée par le gouvernement en janvier, qui doit repasser en commission de conciliation parlementaire en septembre, et que le SPD a bloquée grâce à sa majorité au Bundestag, la Chambre haute, la jugeant injuste socialement, et impossible à financer. (AFP)

L'entrevue « privée » de deux premiers ministres aux relations distantes

LONDRES

de notre correspondant dans la City

« Le camp du Drap d'or » : c'est par cette allusion historique, légèrement teintée d'ironie, à la célèbre rencontre entre le roi de France, François I^{er}, et le roi d'Angleterre, Henri VIII, en 1520, oon loin de Calais, que le quotidien conservateur Daily Telegraph présente le déjeuner, vendredi 22 août, entre Lionel Jospin et Tony Blair. Rarement une entrevue qualifiée de « privée » à Londres et mise sur pied directement entre les deux entoursages en dehors des circuits diplomatiques normaux, n'aura provoqué un tel intérêt médiatique en Grande-Bretagne.

Il est vrai que la majorité des journaux ont dépêché sur place des journalistes pour « couvrir » les vacances de la famille Blair, qui, après une semaine passée en Toscane, s'est installée à Saint-Martin-d'Oydes, à 30 kilomètres de Cingetabell, le fief politique de Lionel Jospin. Tous sont à l'affût de la petite phrase, de la fine allusion à la chaude actualité britan-

nique : des lieutenants qui s'entre-déchirent pour savoir qui est en charge du pays pendant l'absence du premier ministre ou les scandales au sein du Parti travailliste écossais.

Les deux hommes, arrivés au pouvoir à quatre mois d'intervalle, se connaissent mal. Ils se sont simplement côtoyés dans les conseils européens de Noordwijk et d'Amsterdam et se sont rencontrés à Malmoe, en juin, à l'occasion d'un congrès des partis socialistes européens. L'hôte de Downing Street, en revanche, semble avoir plus d'atomes crochus avec le président Chirac, avec lequel il a dîné le 11 juin et qui ne cesse de lui tresser des lauriers.

Les relations entre le New Labour et le PS sont distantes. Lors du dernier congrès travailliste, à l'automne dernier, Michel Rocard, qui représentait Lionel Jospin, est rentré en France avant même le discours-programme de Tony Blair. Par ailleurs, M. Blair avait décliné l'offre que le premier secrétaire du PS lui avait faite de venir le soutenir en Grande-Bretagne lors de la campagne

électorale. On dit même que le chef de la gauche n'avait pas brouillé le temps de parler à M. Jospin, qui lui avait téléphoné, le 2 mai, pour le féliciter de son triomphe. Visiblement, le New Labour se sent plus en phase avec les socialistes australiens et néo-zélandais, voire les démocrates américains, qu'avec les « partis frères » du continent européen.

Enfin, les différences au niveau

Visiblement, le New Labour se sent plus proche des socialistes australiens et néo-zélandais, voire des démocrates américains, que des « partis frères » européens

de la politique économique ne cessent de défrayer la chronique. A Malmoe, M. Blair a déclaré que la lutte contre le chômage passe par plus de flexibilité sur le marché du travail, parallèlement au développement des actions en faveur des jeunes et des chômeurs. Sur ce sujet, Lionel Jospin avait

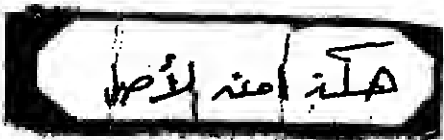
systématiquement pris le contrepied de M. Blair, se faisant l'apôtre du « tout Etat » et du service public français. Lors du conseil européen de Noordwijk, Jacques Chirac s'était même déclaré « stupéfait » par le libéralisme du locataire du 10, Downing Street.

Jospin-Blair : a priori, tout sépare deux hommes politiques qui appartiennent à des générations différentes. Au premier, person-

l'bête de Matignon, qualifié « d'homme décent et intelligent ». Tony Blair affirme par ailleurs que tous deux partagent le même désir de créer une économie prospère, de lutter contre l'exclusion et la pauvreté de longue durée. A ses yeux, la démarche permettant de parvenir à cet objectif sera cependant différente, en raison des divergences entre les économies des deux pays.

A l'exception de Tony Blair, francophone, et de son secrétaire d'Etat sans portefeuille, Peter Mandelson, le gouvernement travailliste comprend deux membres à sensibilité « bleu-blanc-rouge ». D'où, sans doute, les applaudissements adressés par l'ex-ministre conservateur, George Walden, ami de longue date de la France, au premier ministre : « Pour les Français, très conscients des impératifs de la mode, Blair apparaît comme une sorte de Beau Brummel de la politique » : G. B. Brummel (1770-1840), le prototype du dandy anglais, unique dépositaire de l'élégance masculine ! Qui dit mieux ?

Max Roche



Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international « La crise asiatique devrait être contenue »

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a adopté, jeudi 21 août, la mise à disposition de la Thaïlande d'un crédit stand-by de 3,9 milliards de dollars (25 milliards de francs). Cette contribution fait partie d'un

plan de sauvetage international de 16,7 milliards de dollars (Le Monde du 13 août). Le gouvernement de Bangkok a adopté des mesures de rigueur pour rétablir la confiance dans le baht. Dans un entretien au Monde, Michel Camdessus,

directeur général du FMI, se félicite des dispositions adoptées par le gouvernement thaïlandais et se réjouit que « les pays de la région aient été capables de mettre au point des stratégies pour se prémunir de la contagion ».



MICHEL CAMDESSUS

« Vous venez de venir en aide à la Thaïlande. Comme en 1994 au Mexique, les autorités monétaires internationales n'ont pas réussi à prévenir la crise financière de ce pays. Est-ce une nouvelle preuve de leur impuissance ? Doivent-elles se contenter de jouer le rôle de pompier ? »

« Je ne ressens pas la crise thaïlandaise comme un échec pour les autorités monétaires internationales ni pour le FMI. Depuis le début de l'année 1996, nous avons utilisé tous les moyens disponibles pour prévenir le gouvernement thaïlandais. Nous l'avons fait publiquement et en privé. Dans nos rapports, nous signalions très clairement les dangers que faisait courir à la Thaïlande une balance des paiements trop déséquilibrée et la fragilité de son secteur financier, associée à la spéculation immobilière. Dès juillet 1996, notre conseil d'administration avait aussi, d'une manière extrêmement précise, exprimé ses craintes et proposé un certain nombre de mesures à prendre. Je me suis moi-même rendu à plusieurs reprises à Bangkok pour expliquer aux dirigeants ce qu'il y avait derrière ce langage. Depuis janvier 1997, le contact avec les autorités thaïlandaises a été ininterrompu. Nos missions ont été là-bas en permanence pour leur ouvrir les yeux. »

« Il ne faut pas oublier que nous travaillons avec des gouvernements souverains à qui on peut tout dire mais dont nous ne pouvons pas forcer la main. Si nous pouvions le faire, les chances de voir ces mesures être mises en vigueur dans des contextes démocratiques seraient à peu près nulles. Aucun pays ne peut accepter de se voir dicter par le reste du monde des mesures qu'il jugerait injustes. Pourquoi le gouvernement a-t-il tellement tardé à réagir ? Il s'agit, pendant treize ans, d'un profond changement de culture. Pour un pays qui, pendant treize ans, a connu un succès économique remarquable et qui a eu une conduite macro-

économique prudente et très efficace, reconnaître du jour au lendemain que rien ne va plus, qu'il y a des problèmes à traiter d'urgence et qu'il faut changer le cours des affaires est extrêmement difficile. D'autant plus que cela est survenu dans un contexte politique délicat, après des élections qui ont amené une Chambre ingouvernable. »

« Il faut ajouter à cela deux autres points. Le premier est que, parmi les mesures que nous suggérons, il y avait le flottement du baht, alors que pendant de très nombreuses années le système de lien au dollar avait bien servi les intérêts de la Thaïlande. Ce sont dans l'incompréhension les autorités de Bangkok. Le deuxième sujet de désaccord avec le gouvernement thaïlandais concernait l'ordre des priorités économiques. Après de très longues discussions, il a fini par reconnaître que la Thaïlande avait un important problème de son système financier et de sa balance des paiements. Jusqu'alors, il considérait que le ralentissement de l'économie, d'un rythme de croissance de 8 % à 5 % ou 6 %, était un sujet plus grave encore. Et qu'au lieu de freiner la dépense budgétaire pour régler le déficit de la balance des paiements, il fallait au contraire réduire le déficit budgétaire pour relancer la croissance. Il a fallu dénouer toutes ces contradictions intellectuelles, ce qui a pris beaucoup de temps. »

« Ce dont je me félicite, c'est que le gouvernement a tout de même fini par adopter un train de mesures. Et

lorsqu'il a été confronté à l'inéluctable, au début du mois de juillet, il a tiré les leçons de tous les échanges que nous avons eus avec lui et a adopté un programme audacieux capable, normalement, de stabiliser les choses dans les prochaines semaines et dans les prochains mois. »

« Comment expliquez-vous la contagion de la crise monétaire aux autres pays de la région alors qu'ils ne connaissent pas les mêmes déséquilibres économiques que la Thaïlande ? Quel a été le rôle joué par les fonds d'investissement américains, violemment pris à partie par plusieurs dirigeants politiques d'Asie ? »

« Les spéculateurs, comme on les désigne, ont senti l'odeur du sang. Ils ont constaté que, puisque la Thaïlande flanchait, il convenait peut-être de regarder du côté des autres pays de la région. La spéculation ne se déchaîne que lorsqu'il y a une vulnérabilité quelque part. Le problème est que, dans un univers globalisé, on peut être victime des faiblesses de son voisin. Quand le Mexique craque, l'Argentine est frappée, mais aussi les Philippines et la Tchécoslovaquie. On est dans un univers où l'on paie pour les péchés de son voisin. »

« Les pays de la région ont été capables de mettre au point des stratégies pour se prémunir de la contagion »

« Même s'il y a eu un phénomène de contagion, les réactions des voisins de la Thaïlande ont été beaucoup plus rapides qu'elles ne l'avaient été à Bangkok. Ceci a permis de consolider les choses de façon notable. Les Philippines, par exemple, dès le début du mois de juillet, ont accepté de renouer les liens avec le FMI. Elles ont adopté des mesures fortes qui ont, semble-t-il, convaincu les marchés. Tout ceci me rend confiant et me fait penser que, compte tenu du fait que ces économies sont plus solides sur leurs bases que ne l'était celle de la Thaïlande au début de cette année, la crise devrait être contenue. »

« Est-elle plus grave, moins grave que celle du Mexique ? Nous n'avons pas d'échelle de Richter pour mesurer les tremblements de terre monétaires. Elle a été un petit peu de même nature sur deux

points : elle a été liée à trop de retard dans l'action de la part du pays intéressé et elle a créé des risques considérables pour les voisins. Mais je me réjouis que les pays de la région asiatique aient été capables de mettre au point des stratégies pour se prémunir contre une contagion qu'ils sentaient venir. Je suis aussi tout à fait confiant en ce qui concerne Hongkong et Singapour. En Corée du Sud, les problèmes du début d'année ont été traités avec beaucoup de détermination. Il est remarquable que l'ensemble des pays de la région se soient sentis assez forts pour participer au plan de soutien et d'assistance à la Thaïlande, ce qui montre qu'ils ne sont pas à un milliard de dollars près. »

« La crise thaïlandaise est-elle une remise en cause du mode de croissance dans ces pays ? »

« D'une certaine façon oui. Ces pays vont devoir reconnaître que, dans un univers globalisé, il faut veiller à sa propre santé économique mais aussi à celle de ses voisins ; qu'un pays qui présente une balance des paiements trop déséquilibrée risque d'affecter la solidité financière de toute la région ; que tous les pays qui ont des problèmes de transparence de leur système financier doivent les régler. Une des conséquences de cette crise sera peut-être de faire prendre davantage conscience à chaque Etat de ses propres faiblesses, de la nécessité de les traiter rapidement et, enfin, d'amener à exercer une surveillance mutuelle plus importante. Les pays ne seront plus prêts à payer pour les inconvénients de leurs voisins. La crise monétaire va accroître le besoin de veiller avec une plus grande détermination à la solidité du système financier et bancaire et d'appliquer les cadres de référence du Fonds monétaire et du comité de Bâle en matière d'établissements bancaires. »

« S'agit de crises dynamiques dans la mesure où tous les pays environnants ont réagi par des mesures qui vont au fond des choses dans le rétablissement de leurs grands équilibres et de leurs structures financières. Elles favorisent la reconnaissance de leur interdépendance régionale et mondiale. Elles mettent en lumière l'un des défis de cette fin de siècle. Désormais, on ne peut plus se contenter d'avoir un budget en ordre, d'avoir une masse monétaire sous contrôle. Il faut aussi avoir des systèmes financiers solides et avoir une « gouvernance » - une conduite des affaires efficace - qui doit être le substrat de toute bonne politique économique. »

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhomme et Babette Stern

La réforme de l'exécutif japonais est accueillie avec scepticisme

Le ministère des finances reste « un bastion »

TOKYO

de notre correspondant
Les grandes lignes de la réforme de l'exécutif, destinée à doter le Japon d'une administration centrale moins lourde et plus apte à répondre aux situations de crise, ont été adoptées, jeudi 21 août, par le conseil pour la réforme administrative, présidé par le premier ministre, Ryutaro Hashimoto. En accordant au pouvoir, il y a deux ans, ce dernier s'était fixé comme tâche centrale de mener à bien cette réforme, qui devait entrer dans les faits en 2001. Elle est toutefois accueillie avec scepticisme, aujourd'hui, par une partie de la presse.

Certains journaux, tel l'Asahi Shinbun, critiquent le premier ministre, dont le mandat expire fin septembre mais qui devrait être reconduit dans ses fonctions. Ils lui reprochent notamment d'avoir failli sur la question cruciale du démantèlement du ministère des finances, « bastion » inexpugnable de concentration de pouvoir aux yeux de l'opinion. Ce projet de réforme nure, en tout cas, un âpre débat entre les membres de la coalition gouvernementale.

Outre une diminution du nombre des ministères et des organismes gouvernementaux, ramenée de vingt-deux à treize, la réforme prévoit un renforcement des services du premier ministre par la création d'un « bureau du gouvernement » qui regroupera, sous l'autorité du chef de l'exécutif, les services de l'agence de planification et ceux de l'actuel ministère de l'Administration locale. L'un des points les plus saillants de la réforme est la décision de privatiser le système d'assurance-vie du ministère des postes et télécommunications, qui est appelé à être démantelé ; ses deux autres grandes activités - l'épargne postale, avec 230 000 milliards de yens, elle est quatre fois supérieure aux avoirs de la banque Tokyo-Mitsubishi, la première du Japon... Le secteur

bancaire exerce de fortes pressions pour que les activités de ce qu'il estime être une « banque d'Etat » contrôlant 20 % des avoirs individuels soient privatisées.

Si de nombreux points de la réforme, qui sera présentée dans un rapport final le 3 septembre, restent à débattre - l'agence de défense, c'est-à-dire le ministère de la défense, sera-t-elle, par exemple, élevée au rang de ministère à part entière ? -, une question est d'ores et déjà tranchée : le ministère des finances ne sera pas touché et conservera sa double compétence budgétaire et financière, alors qu'une distinction des deux activités était considérée comme la pierre de touche d'une réforme de fond. La concentration des pouvoirs du ministère des finances a, en effet, été l'une des causes des dérapages de ces dernières années en matière de bulle spéculative et d'accumulation de mauvaises créances. La confusion des fonctions fiscales et financières qu'il exerce a également été mise en cause : des deniers publics ont ainsi pu être utilisés pour éponger les « ardoises » d'organismes de crédit foncier (Jusen) dues à une gestion aventureuse favorisée par le laxisme des services chargés de les surveiller.

Alors que le Nihon Keizai, quotidien des milieux d'affaires, estime « regrettable » que le premier ministre n'ait pas tenu des engagements qui avaient fait l'objet d'un accord de gouvernement entre les membres de la coalition, l'Asahi fait porter directement le blâme sur le premier ministre. M. Hashimoto aurait en effet lui-même tranché le débat en faisant valoir la nécessité de maintenir aux finances leurs responsabilités afin de ne pas entamer la confiance des marchés.

L'ébranlement du système financier provoqué par l'éclatement de la fameuse « bulle spéculative » et les turbulences monétaires en Asie sont les raisons invoquées pour repousser à plus tard un démantèlement. Mais la réforme risque de s'enliser, notent les commentateurs, si elle n'est pas accompagnée d'une profonde redistribution des tâches entre les secteurs public et privé. Le pouvoir des grands ministères, comme les finances ou le commerce et l'industrie (MITI), pourrait alors en sortir renforcé.

Philippe Pons

Un crédit de 3,9 milliards de dollars

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, jeudi 21 août, un crédit stand-by de 3,9 milliards de dollars (25 milliards de francs) à la Thaïlande pour soutenir le programme d'assainissement économique du pays. Ce crédit fait partie du plan de rescousse financière multilatéral de 16,7 milliards de dollars. Ce plan est le plus important conduit sous la direction du FMI depuis celui de 50 milliards de dollars accordé en urgence au Mexique au début 1995. Le principal objectif du programme 1997-1998 est la réduction du déficit de la balance des comptes courants de la Thaïlande à environ 5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997 et à 3 % en 1998 (contre 8 % en 1996). Pour y parvenir, la croissance économique devra être contenue à 2,5 % cette année et à 3,5 % en 1998. L'inflation devra être limitée à 9,5 % en 1997 et à 5 % en 1998. Vendredi 22, en début de ce plan, le baht est tombé à son plus bas niveau face au dollar américain.

Franck Gilford, l'Australien qui pourrait « jouer Dieu » en Arabie saoudite

AUCKLAND

de notre correspondant
Franck Gilford s'était fort bien habitué au pouvoir divin que la justice saoudienne lui avait accordé... mais que la Haute Cour d'Australie du Sud vient de lui confisquer provisoirement. C'est le dernier épisode en date d'un long feuilleton judiciaire international, qui a commencé le 11 décembre 1996 dans le golfe Persique et concerne la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et l'Australie. Ce jour-là, la sœur cadette de Franck, l'infirmière Yvonne Gilford, en poste en Arabie saoudite, fut sauvagement poignardée, battue et étouffée dans le quartier des infirmières de l'hôpital militaire de Dhahran. Plus tard, son compte bancaire fut dévalisé et ses cartes de crédit auraient été retrouvées sur une infirmière anglaise qui, avec une autre de ses collègues, est depuis accusée du meurtre d'Yvonne. Les deux Anglaises risquent la peine capitale. Si elles sont condamnées à mort, elles seront exécutées par décapitation. Au sabre et en public.

Mais, aujourd'hui, Deborah Parry, quarante et un ans, et Lucille McLauchlan, trente et un ans, cla-

ment leur innocence. Elles affirment avoir été forcées d'avouer leur crime par des officiers de la police saoudienne. Le tribunal d'Al Khubar doit rendre son verdict d'un jour à l'autre. Le sort des deux Anglaises ne sera pas décidé pour autant, car la loi saoudienne indique que, dans le cas de crimes privés, la « famille immédiate » de la victime, en l'occurrence Franck Gilford, peut, une fois le verdict de culpabilité établi, soit exercer un droit de grâce, soit commuer la peine capitale en une somme d'argent appelée *diya*, soit confirmer la peine de mort.

Si les deux infirmières anglaises sont déclarées coupables, il reviendrait donc à Franck Gilford de « jouer Dieu », selon sa propre expression. Citant volontiers la loi du talion, il s'en tient pour le moment au raisonnement suivant : « Si un chien sort soudain et va tuer un groupe de moutons, vous le descendez. Pour qu'il ne puisse pas recommencer. » La semaine dernière, les avocats des deux infirmières anglaises ont pourtant remporté une première victoire, la Haute Cour australienne ayant décidé d'interdire momentanément à M. Gilford de prendre position

en faveur de la peine de mort pour les deux accusées. En attendant que sa vieille mère, atteinte de la maladie d'Alzheimer, prenne, elle aussi, position sur le verdict qui attend les assassins présumés de sa fille.

« DÉCISION DE CONSCIENCE »

Approchant tranquillement de la retraite, à Jamestown, un village de 1250 habitants en Australie du Sud, Franck Gilford ne souhaite pas entendre les accusées ni rencontrer leurs familles. International Law Firm, le bureau d'avocats qui le représente au procès, a néanmoins précisé, fin juillet, « suite à des rapports de presse erronés », qu'« à aucun moment Franck Gilford n'a demandé la crucifixion » des accusées. La loi saoudienne précise en effet que, dans les cas de crimes « particulièrement atroces », les décapités décapités des coupables peuvent ensuite être crucifiés.

Toujours est-il que la position ferme de Franck Gilford embarrasse et contrarie les trois pays concernés. L'Angleterre, qui préférerait que la vie de ses deux ressortissantes soit épargnée, ne veut pas pour autant mettre en péril les

importantes exportations, en particulier d'armes, vers l'Arabie saoudite. Soixante-neuf personnes y ont été décapitées en 1996, soixante-dix-sept, cette année, mais aucun Occidental n'a encore jamais été exécuté. L'Arabie saoudite cherche donc à éviter le scandale international que la décapitation au sabre de deux infirmières anglaises ne manquerait pas de provoquer. Mais elle ne peut pas non plus, vis-à-vis de sa propre opinion publique, avoir l'air d'appliquer une loi différente pour les Occidentaux de celle qui a cours pour les Asiatiques ou ses nationaux.

Quant à l'Australie, elle sait que le pays risque d'être jugé si la responsabilité de l'exécution incombe à Franck Gilford. Mais chacun respecte aussi la « décision de conscience » du frère d'une femme sauvagement tuée. Les trois pays, et surtout les avocats des deux accusées, ont donc intérêt à « discuter » Franck Gilford, afin de pouvoir trouver une sentence de compromis, sans faire appel à la famille proche, qui doit prendre une position unanime.

Florence de Changy

LIBÉRATION - PREMIÈRE
LES CARRIERS DU CINÉMA
L'EXPRESS - STUDIO
TELERAMA
LES INROCKUPTIBLES
LE POINT...
...et

1.200.000
spectateurs

ont déjà hurlé
de plaisir
avec

SCREAM

EN FAMILLE VOS CRAYONS

L'éventuelle amnistie des assassins de Chris Hani divise l'Afrique du Sud

Le travail de la commission Vérité et Réconciliation ne satisfait pas la population noire

La commission Vérité et Réconciliation ne parvient pas à faire la lumière sur le meurtre, en 1993, du leader anti-apartheid Chris Hani.

L'examen du dossier a été renvoyé au mois de novembre. Les assassins de M. Hani ont défendu à l'audience leur idéologie raciste. L'af-

faire relance le débat sur les possibilités d'amnistie offertes aux coupables des crimes de l'apartheid.

JOHANNESBURG
de notre correspondant
Frustration et déception. Ce sont les sentiments qui dominent, en Afrique du Sud, à l'issue des premières audiences de la commission Vérité et Réconciliation (TRC) consacrées au meurtre, en 1993, de Chris Hani, une des figures les plus populaires de la lutte anti-apartheid.

Ce cas constitue un des plus sensibles parmi ceux examinés jusqu'à présent par la commission chargée de faire la lumière sur les crimes du régime de ségrégation raciale. Les deux semaines initialement prévues n'ont pas suffi pour statuer sur l'affaire. La TRC a dû, jeudi 21 août, repousser l'examen final du dossier au mois de novembre. Les extrémistes blancs auteurs de l'assassinat ont retardé les audiences par des querelles de procédure, avant d'essayer d'en faire une tribune politique au service de leur idéologie raciste.

Emprisonnés à vie, Clive Derby-

Lewis et Ianusz Walus demandent à bénéficier de l'amnistie que peut accorder la commission. Aucun repentir n'est exigé pour pouvoir y prétendre. Des aveux suffisent, à condition que le crime ait été motivé par des raisons politiques. Loin de renoncer à leurs convictions, les deux demandeurs n'ont cessé de défendre, avec froideur et arrogance, un « acte de guerre » destiné, selon eux, à éviter l'arrivée au pouvoir de la majorité noire.

À l'époque, l'assassinat de Chris Hani avait provoqué une très vive émotion au sein de cette population. Il avait failli compromettre le processus de négociation. Chef du Parti communiste et ancien dirigeant de la branche armée du Congrès national africain (ANC), M. Hani était considéré comme le dauphin de Nelson Mandela. Il avait fallu toute l'influence de ce dernier pour apaiser les esprits.

Quatre ans plus tard, l'attitude provocatrice des assassins de

Chris Hani révèle la colère d'une partie de l'opinion publique noire, et elle alimente le ressentiment existant à l'égard de la procédure d'amnistie. Certains la considèrent non pas comme un instrument de réconciliation, mais comme une concession à l'ancien pouvoir blanc. Les révélations sur les atrocités commises au temps de l'apartheid, et l'absence quasi systématique de repentir de la part de leurs auteurs ne font qu'aggraver la situation.

COLÈRE DANS LES « TOWNSHIPS »

C'est pourquoi, à l'image de la famille Hani, beaucoup, dans les townships, sont opposés à l'amnistie pour les assassins du leader anti-apartheid. Ce sentiment est d'autant plus fort que l'opinion publique a la conviction que les meurtriers ne sont pas passés à des aveux complets. Ils ont déclaré avoir agi seuls alors que la famille de la victime défend la thèse d'un complot impliquant les autorités

politiques de l'époque. À l'opposé, certains ont évoqué des complicités, dues à des rivalités internes au sein même du mouvement anti-apartheid.

Le dossier n'a guère progressé lors de ces deux semaines d'audience. Aucune donnée significative n'est venue accréditer les différentes thèses, et la lumière reste encore à faire sur l'assassinat de M. Hani. Pas plus la vérité que la réconciliation n'ont avancé dans ce dossier, remarquent les détracteurs de la commission. Une nouvelle série d'audiences, en novembre, permettra peut-être de les démentir. En attendant, c'est un nouveau contretemps qui s'ajoute au retard pris par la TRC. La commission a examiné moins de la moitié des 8 000 cas qui lui ont été soumis. Elle a déjà demandé au gouvernement la prorogation de son mandat au-delà de la date initiale fixée au 15 décembre.

Frédéric Chambon

ASIE CENTRALE, AN VI : LA FIN DES ILLUSIONS

V. - Tachkent, l'ouzbèke, a troqué Lénine pour Tamerlan

Après Douchanbé (Tadjikistan), Osh (Kirghizistan), Naryn et Bouchara (Ouzbékistan), nous poursuivons notre série de reportages dans sept villes d'Asie centrale ex-soviétique.

REPORTAGE

Si le régime nourrit de grands desseins, la population vit dans le dénuement

TACHKENT (Ouzbékistan)

de notre envoyée spéciale
« Si vous doutez de notre puissance, regardez nos monuments », disait Tamerlan, qui édifie les merveilles de Samarkand. Difficile de trouver trace, à Tachkent, aujourd'hui, de l'élan artistique qui marqua, au XIV^e siècle, le règne du redoutable chef turco-mongol, dont l'actuel président ouzbèke, Islam Karimov, veut se réclamer. Le Musée Tamerlan, construit en grande hâte, en 1996, au cœur de la plus grande ville d'Asie centrale (2,5 millions d'habitants), pour marquer le 600^e anniversaire de la naissance du « père de la nation », est un chef-d'œuvre du kitsch. Mais la profusion de marbre importé d'Italie, d'or et de tableaux « réal-sov » à la gloire de Karimov et de Tamerlan, appelé ici « Amir Timur », fait assurément passer le message : l'Ouzbékistan nourrit de grands desseins.

Le musée, imposant, serait presque solennel, si les visiteurs n'étaient obligés, à l'entrée, de chausser d'énormes patins en toile. Scène désopilante que ces paysannes vêtues de robes chatoyantes, venues de leur kolkhoze en délégation pour admirer les lieux, mais évoluant avec peine, en traînant des pieds, à cause des patins supposés protéger le marbre. Nous sommes bien dans l'ex-Union soviétique, où le règlement est le règlement, surtout absurde.

Beaucoup de choses ont changé, pourtant, depuis que la statue de Lénine - dont le pied mesurait un mètre, dit-on - a été démontée à Tachkent, et que la place Lénine est devenue la place de l'Indépendance, ornée d'un globe terrestre où ne figure qu'un seul pays, surdimensionné : l'Ouzbékistan. Des multinationales se sont installées, avec pignon sur rue, panneaux publicitaires et représentants bien introduits auprès du pouvoir : Daewoo, Coca-Cola, British American Tobacco (BAT), Newmont Gold. On trouve aussi Thomson, qui a équipé la nouvelle tour de contrôle de l'aéroport. Le président Karimov, dont le mandat court jusqu'en l'an 2000 en vertu d'un référendum anticonstitutionnel, et qui fut le dernier premier secrétaire du Parti communiste ouzbèke, antigorbatchévien, a accueilli à bras ouvert ce grand capital international.

Son image - déplorable dans les années 1992-1993, lorsque sa police pourchassait les opposants politiques, aujourd'hui tous en exil, emprisonnés ou morts - s'en est trouvée améliorée, et ses visées hégémoniques confortées. Les États-Unis le chahotent, voyant dans son régime autocratique un facteur de stabilité en Asie centrale, région immensément riche en hydrocarbures mais exposée aux soubresauts des conflits afghan et tadjik. Un diplomate américain en poste à Tachkent explique posément : « Ici, il y a l'aspect « droits de l'homme » et il y a l'aspect « business ». Nous prêtons attention aux deux. Mais l'un ne peut effacer l'autre. » L'organisation Human Rights Watch a recensé, en mars 1997, vingt-sept prisonniers politiques en Ouzbékistan, essentiellement des militants de partis islamiques. Elle notait aussi trois « disparitions » d'opposants, la dernière remontant au 29 août 1995, lorsque le cheikh Abdoulvali Qari Mirzoev et son assistant, en

tout, n'avaient jamais été domiciliés sur ces plaines arides, parcourues d'un complexe système d'irrigation qui assèche la mer d'Aral. Les Ouzbèks n'auraient-ils pas l'esprit d'entreprise ? C'est qu'ils n'ont guère la possibilité de l'exercer. Un contrôle strict s'applique partout, dans les médias (aux ordres) comme pour la monnaie nationale, le soum. Le pouvoir a sévèrement restreint toutes les opérations de change, et le FMI a protesté en interrompant, en décembre 1996, ses versements. Le dollar s'échange donc le plus souvent au marché noir - à un taux triple du taux officiel -, au risque, pour l'intéressé, d'être battu par des policiers omnipotents.

Mais on ne parle pas ici de « retard » : on préfère évoquer la « voie ouzbèke » assurant « une transition en douceur » afin d'éviter des turbulences sociales qui pourraient s'avérer dangereuses dans un pays où 60 % de la population a moins de seize ans. Notant le nombre ac-

« L'homme de la rue n'est pas fier de ces réalisations : « Le régime est sévère, mais au moins nous n'avons pas connu de guerre, contrairement aux Afghans, ou Tadjiks, ou Azeris, ou Tchétchènes... » Surtout, l'affront gorbatchévien que représenta, dans les années 80, une purge « anticorruption » privant les Ouzbèks de leur majorité traditionnelle au sein du politburo local, a été lavé. Un facteur psychologique important dans une société sunnite tissée d'allégeances communautaires remontant à la nuit des temps. A Tachkent, le « complexe du colonisé », enfin effacé de la tutelle du Kremlin, reste fort. « Moscou nous voit or et coton et nous traitait en esclaves », lance un employé du ministère des affaires étrangères. Islam Karimov, qui retourna sa veste à temps, a fait de cet « honneur retrouvé » un élément-clé de sa démagogie. Mais suffira-t-il au président ouzbèke de « se prendre pour une réincarnation de Tamerlan » - selon le mot de Pierre Chavvin, directeur de l'Institut français des études d'Asie centrale, à Tachkent - pour réussir la transition post-soviétique ?

DÉCALAGE DANGEREUX

Assise dans une mahalla (quartier traditionnel) de la vieille ville de Tachkent, Moukhtabar Akhmadova, proche des milieux islamistes et emprisonnée pendant six mois en 1995, se livre à un réquisitoire contre le régime : « Karimov est une vile créature. Il a fait détruire des centaines de maisons et plusieurs mosquées dans la vieille ville. Il sait que, si la situation économique se détériore, la révolte viendra de ce quartier resté attaché aux valeurs anciennes, où les Russes [environ 30 % de la population de Tachkent] ne sont d'ailleurs jamais venus s'installer. Un jour, le peuple se soulèvera », affirme-t-elle.

Une large artère dégagée au bulldozer transperce en effet ce quartier pauvre de Tachkent, tout en ruelles sinueuses et maisons basses en pisé, écrasées de soleil, où l'on prépare chaque année le hadj (pèlerinage à la Mecque), et où le mot « taliban » suscite certains enthousiasmes. C'est ici, disent les observateurs, que se niche la véritable identité, l'« âme », de la capitale ouzbèke. Ici, se mesure le décalage dangereux entre un régime aux ambitions démesurées et une population parmi les plus pauvres de l'ex-URSS. Au milieu de ce quartier ravagé par des projets d'urbanisme officiels, un panneau nargue les passants, pour le moment indifférents : « Tachkent, une ville qui se dresse vers le futur ! »

Natalie Nougayrède

PROCHAIN ARTICLE
Alma-Ata, capitale en sursis d'un Kazakhstan qui s'émancipe en douceur



route vers un congrès musulman à Moscou, furent enlevés par l'ex-KGB ouzbèke à l'aéroport de Tachkent.

D'un côté, Tamerlan pour tenter de cristalliser l'unité nationale ; de l'autre, des capitaux étrangers pour essayer de restructurer une économie axée sur une production de coton archaïque. Ce sont les deux « manières » du système Karimov, qui contrôle le pays le plus peuplé d'Asie centrale. Tachkent n'a cependant rien du « capitalisme sauvage » ni des excès moscovites. Ici, pas de nouveaux riches flamboyants ni de ruée vers des biens de consommation importés de l'Ouest, d'ailleurs presque introuvables. Les seules dépenses ostentatoires sont celles du régime, qui construit à tout va. Hormis une allée commerciale, la capitale ouzbèke semble bien engourdie.

Tout se passe comme si la perestroïka, avec son cortège de « kiosques où l'on trouve de

cro de jeunes filles portant foulard - au risque d'être expulsées des écoles où un strict principe laïque s'applique -, les observateurs les plus pessimistes évoquent le danger d'« un scénario à l'algérienne ». « Qu'à cela ne tienne ! », répondent officiels et investisseurs. L'Ouzbékistan, le pays le mieux armé et le mieux situé, géographiquement, de l'Asie centrale, n'est-il pas une puissance régionale ? Ne se prépare-t-il pas à devenir, à la faveur d'une paix afghane tant espérée, le principal point de transit du pétrole d'Asie centrale vers les mers chaudes, via une « route du Sud » pakistanaise ? Et Tachkent, « ville de paix et de joie », selon les panneaux de propagande, n'est-elle pas la vitrine de ces ambitions ? On s'y rend en avion directement de Londres ou de Francfort, en Boeing 767 de la compagnie Ouzbékistan Airlines, dont le slogan est : « Bienvenue en sécurité ! »

Démission du gouvernement taïwanais

TAÏPEI. Le premier ministre taïwanais Lien Chan a présenté, jeudi 21 août, la démission de son gouvernement, conformément à une décision prise en mai dernier à la suite d'un meurtre qui avait profondément choqué l'opinion, annonce-t-on de source officielle à Taïpei. Le président Lee Teng-hui a chargé le député Vincent Siew, 58 ans, un économiste membre du parti au pouvoir, le Kuomintang, de former un nouveau cabinet. Le nouveau gouvernement pourrait prêter serment le 1^{er} septembre. Cette démission devrait permettre à Lien Chan de se préparer à l'échéance présidentielle de 2000. Nommé premier ministre en février 1993, il avait offert sa démission à la suite du rapt et du meurtre d'une adolescente âgée de 17 ans, fille d'une célèbre actrice taïwanaise. - (AFP Reuter.)

Le Congo-Brazzaville s'enfonce dans la confusion

BRAZZAVILLE. Le Congo paraît s'enfoncer de plus en plus dans la confusion politique et militaire. Les affrontements se sont étendus ces derniers jours aux deux principales localités du nord du pays, Impfondo et Ouesso. Déclarations et démentis se succèdent chaque jour. La prise de la ville de Ouesso par des partisans de l'ancien président Denis Sassou Nguesso a été démentie par les services du président, Pascal Lissouba. A contrario, l'annonce de la prise du nord de Brazzaville par les forces de M. Lissouba a été formellement démentie par M. Sassou Nguesso.

Pointe-Noire, la capitale du pétrole congolais, sous contrôle de l'armée de M. Lissouba, reste la seule ville importante encore épargnée par les affrontements, mais pourrait devenir une cible privilégiée pour M. Sassou Nguesso. Cette crainte de déstabilisation de Pointe-Noire semble être sérieusement prise en compte par la France, dont les intérêts sont représentés par la compagnie Elf-Congo. Les plans de regroupement et d'évacuation de plus d'un millier d'expatriés français sont prêts. - (AFP)

Vingt-trois soldats sénégalais tués en Casamance

DAKAR. Vingt-trois des vingt-six militaires sénégalais disparus mardi ont été retrouvés morts, jeudi 21 août, dans une fosse commune. Les soldats avaient disparu à l'issue d'un accrochage avec des indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Selon l'armée sénégalaise, trente indépendantistes casamançais ont été tués et une base rebelle a été démantelée au cours de cette opération. Les incidents entre indépendantistes et militaires se sont récemment multipliés dans les environs de Ziguinchor. Outre des attaques contre des civils, un camp militaire et une gendarmerie ont été les cibles de « hommes armés présumés appartenir au MFDC. Deux militaires sénégalais avaient été tués lors d'une embuscade la semaine dernière. Les derniers événements pourraient compromettre le processus de paix enclenché depuis le cessez-le-feu unilatéral proposé fin 1995 par le MFDC. - (AFP)

M. Nétanyahou reproche à M. Arafat d'ignorer les « exigences » d'Israël

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a de nouveau accusé, jeudi 21 août, l'Autorité palestinienne de ne pas faire assez contre le « terrorisme », les mesures qu'elle a prises « n'ont pas répondu à l'essentiel de nos exigences », a-t-il dit. A Ramallah, en Cisjordanie, où M. Arafat a réuni jeudi les représentants de l'opposition, y compris islamiste, le secrétaire général de la présidence palestinienne, Tayeb Abdel Rahim, a critiqué « ceux [des opposants] qui demandent l'arrêt du processus de paix », car ils « sont sur la même ligne que les représentants de la droite israélienne ». Pour sa part, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a affirmé que les dirigeants du Proche-Orient « doivent faire très attention à ce qu'ils disent parce qu'ils envoient des signaux » par ce biais, ajoutant toutefois que M. Arafat a pris « certaines mesures initiales importantes » pour mieux prévenir le terrorisme anti-israélien. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **CISJORDANIE :** la police palestinienne a commencé, jeudi 21 août, à contrôler le respect du boycottage des produits israéliens décrété par l'Autorité autonome. Les denrées de base sont exclues de cette liste, qui concerne quinze catégories de produits israéliens. - (Reuter.)

■ **ISRAËL :** Tatiana Susskin, l'extrémiste israélienne qui a placardé des affiches injurieuses pour le prophète Mahomet à Hébron, en Cisjordanie, a été libérée de prison et assignée à résidence, jeudi 21 août, pour être une nouvelle fois examinée par des psychiatres. Une caution de 18 000 dollars a été versée pour sa libération. - (AFP)

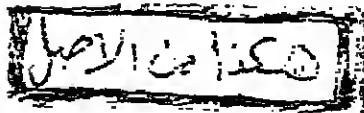
■ **SAHARA OCCIDENTAL :** les discussions entre le Maroc et le Front Polisario sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental vont reprendre du 28 au 30 août à Lisbonne, a-t-on annoncé, jeudi 21 août, de source officielle, dans la capitale portugaise. Cette rencontre sera présidée par le médiateur de l'ONU, l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker. - (AFP)

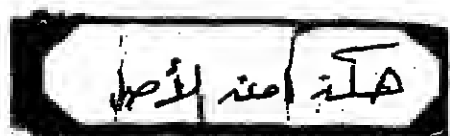
■ **RUSSIE :** le président russe Boris Eltsine a limogé, jeudi 21 août, Alexandre Koteldine, directeur général de la société d'Etat Rosvooroujenie depuis 1994, qui chapeaute la quasi-totalité des exportations d'armements et dont le gouvernement a entrepris cet été une vaste réorganisation. - (AFP)

La Croatie demande

« pardon au peuple d'Israël »

ZAGREB. « La nouvelle Croatie, démocratique et libre (...), condamne dans leur intégralité les crimes nazis commis durant l'Holocauste et le génocide contre le peuple juif qui a eu lieu dans de nombreux pays européens, y compris en Croatie », a déclaré, jeudi 21 août, Hrvorje Sarnic, le chef de cabinet du président croate, Franjo Tudjman, à l'issue d'une rencontre, jeudi à Budapest, avec le directeur du ministère des affaires étrangères israélien, Eytan Benstur. Les délégations croate et israélienne sont également convenues d'établir d'ici à septembre des relations diplomatiques. « Nous demandons pardon au peuple d'Israël et exprimons nos regrets pour les crimes commis durant le régime oustatchi dans la période nazie », a ajouté M. Sarnic. Les oustachis, apparus au milieu des années 30, avaient mené de féroces campagnes d'extermination contre des populations juive, serbe, tzigane et contre les communistes. - (AFP)





FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997

DROIT DES ÉTRANGERS Le gouvernement a décidé de prendre pour base essentielle le rapport Weil afin de préparer deux projets de lois sur l'immigration. Elisabeth Guigou

rédigera un texte sur le code de la nationalité rétablissant le droit du sol et Jean-Pierre Chevènement celui concernant l'entrée et le séjour des étrangers en France. ● L'ÉQUI-

LIBRE voulu par ce rapport entre une politique d'immigration maîtrisée et l'attitude d'accueil de la France satisfait Lionel Jospin, qui espère aboutir à un « consensus » sur

la politique d'immigration. ● LES ASSOCIATIONS de défense des immigrés avaient critiqué le refus de M. Weil d'abroger formellement les lois Pasqua et Debré. ● IL Y A UN

AN, le gouvernement d'Alain Juppé faisait évacuer par la force l'église Saint-Bernard occupée par des Africains sans papiers (lire notre éditorial page 10).

Lionel Jospin renonce à abroger les lois Pasqua et Debré

Lors de la réunion des ministres, jeudi 21 août à Matignon, il a été décidé que deux projets de loi traduiront en termes législatifs l'essentiel du rapport de Patrick Weil sur l'immigration, le chef du gouvernement en ayant apprécié « l'équilibre »

LE GOUVERNEMENT a en grande partie fait siennes, jeudi 21 août, les conclusions du rapport Weil sur l'immigration et la nationalité. Au cours du séminaire qui s'est tenu, jeudi 21 août, à l'hôtel Matignon, l'ensemble des ministres présents se sont accordés pour souligner « l'équilibre » des propositions remises par le politologue au premier ministre, le 31 juillet. Lionel Jospin a précisé qu'il « souhaitait que cet équilibre soit préservé dans les textes » de loi qui seront présentés à l'automne au Parlement, son entourage soulignant qu'il devrait trouver « une large traduction sur le plan législatif ». Le premier ministre renonce donc, du même coup, au slogan repris par la gauche pendant la campagne législative : « L'abrogation des lois Pasqua et Debré ».

Lionel Jospin s'est en effet félicité du souci affiché par l'universitaire de concilier « la capacité à maîtriser l'immigration et à démontrer une attitude d'accueil ». Il a salué la méthode choisie, plutôt que d'écarter d'office les lois Pasqua et Debré, entend ne supprimer de la législation actuelle que ce qui est injuste et inefficace. Une méthode susceptible, selon le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, de dégager un « consensus républicain » lors de l'examen des textes à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Le premier consensus, c'est au

sein de son gouvernement que Lionel Jospin entendait l'obtenir. L'objectif ne semblait pas atteint d'avance. Au lendemain de la remise du rapport Weil, les Verts avaient dénoncé une « compilation de mesures techniques » qui « ne saurait fonder véritablement une nouvelle législation sur l'immigration ». Le Parti radical socialiste avait réclamé « une refonte législative plus audacieuse qui marque une rupture avec les lois Pasqua et Debré ». Quant au Parti communiste, il ne s'était pas publiquement exprimé sur le rapport, mais il paraissait très réservé. « La logique interne du rapport Weil ne traduit pas une volonté visible d'aller vers l'élaboration d'une nouvelle politique d'immigration », soulignait la direction du PCF dans une note interne.

Aucune de ces critiques ne sont apparues, jeudi 21 août, lors d'un échange gouvernemental pourtant prolongé. En effet, Jean-Pierre Chevènement et Hubert Védrine ayant été retenus, le matin, par les cérémonies d'accueil du pape, le déjeuner qui a suivi la réunion a été entièrement consacré à la discussion sur le rapport Weil. Cette fois, Martine Aubry n'assistait pas au repas. La discussion a commencé par des exposés des deux ministres chargés de préparer les textes de loi, Jean-Pierre Chevènement et la garde des sceaux, Elisabeth Guigou. Ensuite, le

débat s'est engagé. Très attentif, M. Jospin prenait « énormément de notes », raconte un ministre. Une douzaine de membres du gouvernement sont intervenus. Mais première surprise, le leader des Verts, Dominique Voynet, n'a pas pris la parole. Elle a assuré au Monde qu'elle donnerait son point de vue

« Nous abrogerons... »

Le programme du Parti socialiste pour les élections législatives, intitulé « Changons d'avenir, changeons de majorité », le prévoyait clairement : « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine. » Après la publication de ce programme, le 2 mai, Lionel Jospin, qui s'était auparavant refusé à parler d'abrogation pure et simple, a repris ce terme à son compte. Le 15 mai, lors d'un meeting au Zénith, à Paris, il a déclaré : « Nous abrogerons les lois Pasqua et Debré », qui seront « remplacées par une nouvelle législation respectueuse du droit des gens » (Le Monde du 17 mai). Lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le 19 juin, le nouveau premier ministre avait annoncé « un réexamen d'ensemble » de « la législation sur la nationalité, le droit des étrangers et l'immigration » lors de la prochaine session du Parlement.

sur la question lors de l'université d'été de sa formation à la fin du mois d'août. Deuxième source d'étonnement, les ministres communistes, loin de reprendre le point de vue de leur direction, se sont montrés, selon plusieurs témoins, très favorables aux orienta-

jeuner mais aussi une première réunion, qui avait regroupé, la veille, les directeurs de cabinet des ministères concernés, sous la présidence de celui du premier ministre, ont permis un premier « élargissement ». Ainsi, la proposition de créer une « rétention judiciaire », afin de maintenir pen-

dant un mois supplémentaire dans des centres spéciaux les délinquants étrangers sortant de prison, a été formellement écartée. Le principe de redonner au maire la signature des certificats d'hébergement a lui aussi été rejeté. Mais pour autant qu'un accord ait été trouvé sur une solution de remplacement. Certains ministres, mettant en avant l'équilibre démographique de certains quartiers, se sont également émus des propositions de Patrick Weil allégeant les contraintes du regroupement familial. Dans ces deux derniers cas, le ministre de l'Intérieur a été prié de trouver des solutions concrètes.

Aucun désaccord n'est, en revanche, apparu concernant la prolongation éventuelle de la rétention administrative. Lionel Jospin redoute cependant une éventuelle censure du Conseil constitutionnel. Le ministre des affaires étrangères a accueilli favorablement la proposition d'obliger les consulats à motiver certains refus de visas. Quant à la possibilité pour les retraités étrangers de toucher leur pension dans leur pays d'origine, elle n'a pas choqué le ministre du budget. Sur la nationalité, enfin, le principe d'un retour à l'automatique à dix-huit ans pour les enfants nés en France a recueilli l'unanimité. La possibilité supplémentaire pour les jeunes

d'acquiescer la nationalité entre seize et dix-huit ans en en faisant la demande a été jugée « intéressante », selon l'entourage du ministre de la justice.

La véritable inquiétude du gouvernement touche sa réalité au calendrier. Le Parlement devrait entamer l'examen des deux projets après la discussion budgétaire, en octobre. Or, le premier ministre tient à ce que le dossier soit définitivement bouclé le 15 janvier, date à laquelle commencera la campagne pour les élections cantonales. Le gouvernement n'exclut pas la possibilité de faire examiner les deux textes en même temps.

Le gouvernement o'ignore pas les risques de voir l'opposition se saisir du sujet pour tenter de faire son grand retour. Toutefois, Lionel Jospin n'a pas renoncé à essayer d'élaborer, sur l'immigration, un modèle français stable qui puisse ne pas être remis en cause à chaque alternance politique. C'est pourquoi, alors que les ministres piloteront la concertation auprès des associations, lui pourrait, si le climat politique s'avère favorable, prendre l'initiative de consulter officiellement les principaux responsables politiques français, une fois les projets de loi élaborés.

Nathaniel Herzberg et Fabien Roland-Lévy

Un rapport « pour une politique juste et efficace »

Le politologue Patrick Weil a remis, le 31 juillet, un rapport sur l'immigration et la nationalité intitulé : « Pour une politique de l'immigration juste et efficace ». ● **Élargir le droit d'asile** : un contenu concret serait donné au droit d'asile - qui a valeur constitutionnelle - accordé aux « combattants de la liberté ». Une base légale serait fournie à l'asile territorial, qui peut être octroyé par le ministre de l'Intérieur aux personnes persécutées par des forces non étatiques. ● **Assouplir les modalités d'entrée en France** : l'entrée des étrangers utiles au rayonnement de la France (étudiants, chercheurs, entrepreneurs) serait facilitée tandis que les frontières resteraient fermées aux étrangers non qualifiés. Les maires devraient retrouver le pouvoir de signer les certificats d'hébergement qui avait été donné aux préfets par la loi Debré. Les travailleurs immigrés retraités pourraient toucher leur pension dans leur pays d'origine. ● **Assurer le respect de la vie familiale** : les conjoints étrangers de Français pourraient bénéficier d'une carte de résident au bout de deux ans au lieu d'un an actuellement. Les conditions de regroupement familial seraient assouplies. Un titre « respect de la vie privée et familiale » serait créé permettant la régularisation de certains sans-papiers. ● **Renforcer les reconduites et les expulsions** : la rétention administrative passerait de dix à quinze jours. Les délinquants interdits de territoire pourraient être, à leur sortie de prison, placés dans des centres de rétention judiciaire pour un mois, afin de faciliter leur éloignement. ● **Prévenir et régénérer le travail irrégulier** : le passeport de l'étranger serait exigé à l'embauche, en plus du titre de séjour. L'accès des personnes en situation irrégulière aux secteurs où fleurissent les activités illégales serait facilité. ● **Rétablir le droit du sol** : l'acquisition automatique de la nationalité à dix-huit ans pour les enfants nés en France de parents étrangers serait rétablie. Entre seize et dix-huit ans, les jeunes étrangers pourraient anticiper l'acquisition de la nationalité.

EN VARIÉTÉ « l'équilibre » du rapport de Patrick Weil sur l'immigration et la nationalité, et en annonçant son intention d'en reprendre l'essentiel dans deux projets de loi, Lionel Jospin prend le risque d'affronter les associations de soutien aux étrangers. Depuis qu'il a été remis au premier ministre, le 31 juillet, le rapport du politologue a en effet suscité leurs réserves, quand ce n'est pas leur condamnation. Chacune à leur manière, à haute voix ou de façon plus feutrée, elles ont regretté le choix de ne proposer qu'une nouvelle réforme de l'ordonnance de 1945, là où toutes attendaient une refonte globale de la législation. Pourtant, derrière cette unanimité sur les principes se cachent en réalité des positions bien distinctes.

Un premier groupe d'organisations réunit les partisans de la liberté de circulation. Emmenés par la Ligue des droits de l'homme (LDH), la Cimade ou encore le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), il dénonce les barrières systématiquement érigées aux frontières. Plusieurs dizaines de millions d'étrangers, touristes pour la plupart, se voient chaque année réclamer un visa d'entrée et

France. Pour peu, d'ailleurs, qu'ils ne disposent pas de revenus suffisants, ils devront en outre se munir d'un certificat d'hébergement garantissant leur accueil par un ami ou un parent. Dans quel but ? Éviter l'entrée de candidats à l'immigration ? Illusoire, répondent ces associations : ceux qui veulent à tout prix entrer en France y parviendront. Illusoire, mais surtout injuste. « Toute entorse à un droit fondamental comme celui d'aller et venir ne peut être discriminatoire », souligne-t-on à la Cimade, mais doit être motivée et soumise au contrôle d'un juge. »

PRINCIPE D'ÉGALITÉ Plus généralement, ces associations proposent de considérer la législation sur les étrangers non plus comme procédant du droit régulier de l'Etat à contrôler les entrées sur son territoire mais comme soumise aux droits de l'homme. Une approche reprise dans la note d'orientation de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) du 3 juillet, où ces associations s'expriment, et qui place au premier rang le principe d'égalité entre tous, quelle que soit la nationalité. Ce principe peut faire l'objet de restrictions, mais là encore, mo-

tières et contrôlées. Ces organisations défendent également le droit de vivre en famille. L'absence de travail ou l'exiguïté du logement ne devraient pas, selon elles, faire obstacle au regroupement familial. Ces associations restent en revanche prudentes sur la liberté d'installation. Certes, la LDH, dans un communiqué critiquant le rapport Weil, réclame « une autre approche, fondée sur la reconnaissance du fait migratoire et la prise de conscience que, dans leur immense majorité, les étrangers résident en France ont vocation à s'intégrer ». Mais pas question pour elles de réclamer l'ouverture des frontières.

C'est justement ce saut qu'ont notamment accompli le Groupe d'information sur les travailleurs immigrés (Gisti), Droits devant !, Act-up ou encore le Syndicat de la magistrature (SM). Dans une lettre ouverte transmise le 10 juillet à Lionel Jospin, ces associations écrivent : « Toutes les politiques qui, depuis vingt-cinq ans, ont cherché à réaliser la fermeture des frontières ont contribué à l'échec de l'insertion des étrangers, des Français d'origine étrangère et même de certains Français d'ascendance ancienne. » Leur pari : « L'autorégulation » des flux migratoires.

Elles soulignent « aberration » d'une société où capitaux et marchandises circulent toujours plus librement mais où les hommes se voient interdits de mouvement. Elles assurent que la fermeture des frontières décourage les sorties autant que les entrées : nombre d'étrangers ne souhaitant venir en France que de façon intermittente, se verraient contraints de rester en France de peur, en cas de départ, de ne jamais pouvoir revenir.

LES RÉPONSES DE M. WEIL

Liberté de circulation ? Ouverture totale des frontières ? Un troisième groupe, très minoritaire il est vrai, rejette ces deux solutions, jugées « utopiques », et avance l'hypothèse des « quotas ». Cette position, défendue par la Gauche socialiste, adoptée par SOS-Racisme lors de son dernier congrès, et qui séduit en privé certains responsables politiques de droite et de gauche, s'appuie sur le constat que « la véritable question est celle de l'immigration économique ». Le vrai motif de l'immigration est « le souci légitime des pauvres de vivre décemment ». « Si ce problème n'est pas traité, les immigrés économiques dériveront les autres procédures, donc au lieu des durcissements, on aboutira à

nouveau aux lois Pasqua », assure le député socialiste Julien Dray. Négociés chaque année d'Etat à l'Etat, les quotas d'étrangers permettraient selon lui de disposer d'une position claire, non dilatoire, et susceptible d'encourager les gouvernements étrangers à mieux coopérer dans la réadmission de leurs ressortissants entrés illégalement en France.

Trois positions, trois familles de pensée auxquelles Patrick Weil a par avance répondu. Les quotas ? Contraires à la tradition française et « discriminatoires ». La liberté de circulation appuyée sur les droits de l'homme ? « L'état-nation ou le droit d'accueillir sur son sol qui il souhaite, affirme le politologue, et mon projet renforce les droits individuels. » Enfin, l'ouverture totale des frontières ? « Qu'on vienne défendre pareille position devant l'opinion. »

Un défi que le gouvernement ne craint pas trop de voir relevé. Car si les associations déçoivent « la pauvreté théorique » du rapport, elles conviennent aussi des améliorations susceptibles d'en découler pour de nombreuses catégories d'étrangers.

N. H.

Il y a un an, Alain Juppé faisait fracturer les portes de l'église Saint-Bernard

« CE MOUVEMENT et cette grève de la faim n'ont plus d'objet. » Par ces quelques mots, prononcés il y a un an devant les caméras des chaînes de télévision, jeudi 22 août 1996, Alain Juppé sonnait implicitement la fin d'une aventure devenue un drame humain. Après plusieurs jours de tergiversations, le gouvernement d'alors employait la manière forte dans le conflit qui l'opposait à une poignée d'Africains réclamaient leurs régularisations. Le lendemain, à midi, l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement de Paris, occupée depuis près de deux mois, est vide. Au petit matin, un millier de gendarmes mobiles a procédé à l'évacuation de ses trois cents occupants. Les images n'ont pas été oubliées : les portes du lieu de culte ont été éventrées à coups de hache.

L'émotion est immense. D'autant que les Africains avaient gardé espoir jusqu'au bout. Débuté de façon spontanée le 18 mars 1996 par l'occupation de l'église Saint-Ambroise, leur mouvement n'a qu'un mot d'ordre : obtenir coûte que coûte des papiers, quitte à s'engager dans un long bras de fer avec un gouvernement lui-même déterminé à ne pas céder. Le 22 mai, première alerte : les étrangers en situation irrégulière, qu'on n'appelle pas encore

les « sans-papiers », sont évacués de Saint-Ambroise. Ils trouveront refuge dans le gymnase Japy puis à la Cartoucherie de Vincennes.

Vingt-cinq personnes s'unissent pour former un « collège de médiateurs » qui prône un examen au cas par cas des situations. Il établit une liste de dix critères de régularisation et crée le concept de « bonne insertion dans la société française ». Une négociation officieuse s'engage. Plus de deux cents dossiers sont réexaminés. Mais le 26 juin, alors que les médiateurs sont reçus à Matignon, Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, publie un communiqué lapidaire : seuls quarante-huit sans-papiers sont régularisés. « Nous avons été roulés dans la farine », s'empresse Stéphane Hessel, porte-parole des médiateurs.

Cette décision sonne le durcissement du conflit. Deux jours après, les « sans-papiers » investissent l'église Saint-Bernard. Dix d'entre eux entament une grève de la faim. Le mouvement de soutien s'amplifie. Sortie de la tour de l'été, la gauche dénonce l'intransigeance de l'exécutif tandis que Gilles de Robien, alors président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, plaide pour une « solution humanitaire juste et légitime acceptable ». Le mercredi 21 août, alors que

8 000 personnes défilent dans les rues de Paris pour les soutenir, les Africains refusent la promesse de M. Debré d'une centaine de régularisations.

Le lendemain, leur sort est scellé. Le Conseil d'Etat, que M. Juppé avait sollicité, indique que si la régularisation n'est pas un droit, l'administration peut régler humanitairement nombre de cas individuels. Cela suffit au gouvernement pour justifier l'évacuation de l'église. L'effet est désastreux : le soir même, plus 10 000 personnes manifestent sous le slogan « Vendredi 23 août : jour de honte ». Dans les heures qui suivent, seule une petite poignée d'Africains sont expulsés tandis que les tribunaux annulent la plupart des mesures prises dans la plus grande confusion à leur encontre.

Un an après, la grande majorité des sans-papiers de Saint-Bernard sont restés sur le territoire français. Une cinquantaine d'entre eux sont déjà régularisés dans le cadre de la circulaire du nouveau gouvernement. Regroupés rue du Faubourg-Poissonnière, ils préparent activement l'anniversaire de l'évacuation, samedi 23 août, devenue symbole de leur lutte.

Cécile Prieur

FSCG
La Grande Ecole paritaire
leader pour l'emploi et les salaires
CONCOURS PARALLELE
d'entrée en 1ère année
les 8 et 9
septembre 1997
ouvert aux étudiants de niveau
BAC + 2
3 options de : **DROIT - SCIENCES ECO. GESTION**
LETTRES - SCIENCES
Ecole Supérieure de Gestion
RECONNUE PAR L'ETAT
DIPLOME HOMOLOGUE
PAR L'ETAT
75, RUE ST-AMBROISE
75011 PARIS
Renseignements : 01 43 55 44 44

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997

JMJ Environ cinq cent mille personnes ont assisté à la « fête d'accueil » de Jean Paul II, organisée, jeudi 21 août, au Champ-de-Mars, à Paris. Dans un message adressé aux

jeunes, le pape les a incités à s'engager pour « que chaque personne puisse vivre debout ». **JEAN PAUL II** a célébré, vendredi, à Notre-Dame de Paris, la messe de béatification de Frédéric Ozanam, un uni-



versitaire catholique du XIX^e siècle. Il devait ensuite bénir la cathédrale d'Evry (Essonne), conçue par l'architecte suisse Mario Botta. **LE SOU-**

VERAIN PONTIFE devait également se rendre sur la tombe du professeur Lejeune, généticien et militant antiautoritaire, pour une visite « privée ».

Le pape invite les jeunes à s'engager pour que chacun « vive debout »

Environ 500 000 personnes ont assisté, au Champ-de-Mars, à Paris, à la « fête de bienvenue » à Jean Paul II. Il a béatifié, vendredi 22 août à Notre-Dame, Frédéric Ozanam et devait ensuite bénir la nouvelle cathédrale d'Evry

DÈS L'AUBRE, la moitié de l'esplanade des Invalides, à Paris, avait été bouclée par des barrières et un chapelet de policiers. Sur les toits, des militaires en treillis veillaient et les pelouses ouvertes au public étaient truffées d'agents des renseignements généraux, lunettes noires et talkie-walkie à la main. Massés derrière les barrières, plusieurs milliers de jeunes attendaient le Saint-Père depuis de longues heures. Tchèques, Vénézuéliens, Américains, un fort contingent de Polonais et des Espagnols, tous déchaînés, agitaient des drapeaux et chantaient pour tuer le temps. Aux « Viva España ! » répondaient des « Taus ensemble, tous ensemble ! » bien peu liturgiques.

A l'arrivée de l'hélicoptère papal, il n'y avait hélas pas grand-chose à voir. On distinguait à peine, au loin, une silhouette blanche et voutée qui sautait en vau la foule venue l'attendre. Le passage de la « papamobile » déclenchait une cavalcade éperdue sur les pelouses pour tenter d'apercevoir le chef spirituel quelques instants de plus. C'était fini. Tous repartaient courageusement à pied vers l'Élysée ou le Trocadéro, où une cérémonie devait rendre hommage, à 13 heures, au fondateur d'ATD-Quart-Monde, le Père Joseph Wresinski. Mais là encore la police avait tout bouclé. Pas question d'approcher l'esplanade à moins d'y être invité. Résultat : une petite centaine de jeunes représentés ATD-Quart-Monde occupaient le lieu de la cérémonie tandis que des milliers d'autres, déçus, se massaient avenue d'Iéna et dans les artères avoisinantes.

A dire vrai, ils ne perdaient rien,

car, sur une esplanade transformée en poêle à frire et dotée d'une sono déficiente, l'assistance, disposée en vaste cercle, loupaient les trois quarts de la cérémonie. L'allocution de bienvenue de la présidente d'ATD, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, était inaudible, et la brève réponse du pape était insaisissable au-delà de 3 mètres. Montrant le message du Père Wresinski gravé sur le parvis - « La ou des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré », une jeune permoenne mauricienne de l'association, Maria Victoria, souhaitait la bienvenue au pape. « Une maman d'Afrique disait récemment : "Quand on a faim, on ne peut pas parler. Cette pierre parle pour nous" (...). Ensemble, nous refusons que la misère détruise notre humanité. » Soutenu par deux jeunes, le pape vacillait jusqu'à la dalle dédiée à Joseph Wresinski, et marmonnait trois paragraphes de sa prière : « Pour ces millions d'enfants perdus par les douleurs de la faim... »

BOUSCULADE

Le reste défilait en file indienne, lorsque le Saint-Père décidait, à l'improviste, de saluer chacun des jeunes présents dans le cercle, déclenchant une bousculade chez les photographes et un air très ancien qui a été mis à toutes les sauces, rock, jazz, solennelle compassée, opéra, etc. Vivrent les cardinaux en robe noire, suivis des évêques qui s'installèrent sur le podium de bois, tournant le dos à l'École militaire, par esprit pacifique, et faisant face à la tour Eiffel. Les chanteurs se

dispensèrent en criant « Alléluia ! ». L'attente du pape était longue. Yeux clos, des jeunes priaient à même la poussière. Des couples s'enlaçaient. Certains s'allongeaient sur des sacs-à-dos ou des journaux. Des Libanais, qui étaient à Beyrouth le 11 mai pour la première visite de Jean-Paul II dans leur pays, disaient attendre avec impatience, encore une fois, « sa bénédiction ». Habitues à voir et revoir le pape, des jeunes filles venues de Varsovie avouaient

La dimension œcuménique du rassemblement

De nombreuses personnalités religieuses non catholiques ont assisté, jeudi 21 août, au rassemblement du Champ-de-Mars autour du pape. Du côté orthodoxe, il y avait notamment le métropolite Jérémie, président du Comité interépiscopal, représentant le patriarcat de Constantinople, Mgr Gouri, du patriarcat de Moscou, Mgr Salajan, du patriarcat de Bucarest, et Mgr Nakachian, de l'Eglise apostolique arménienne.

La Fédération protestante de France avait délégué le pasteur Geoffrey de Turckheim, chargé des relations œcuméniques. Du côté des confessions non chrétiennes, l'islam de France était représenté par Daili Bonbakeur, recteur de la Mosquée de Paris, et la communauté juive par David Messas, grand rabbin de Paris, par le rabbin Bismuth, représentant le grand rabbin de France, par Jean Kahn, président du Consistoire central, et le professeur Ady Stelg, président de l'Alliance israélite universelle.

Une chorale de cent personnes et un orchestre de vingt musiciens entonnaient l'hymne officiel des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), *Le Chant du bonjour*, un air très ancien qui a été mis à toutes les sauces, rock, jazz, solennelle compassée, opéra, etc. Vivrent les cardinaux en robe noire, suivis des évêques qui s'installèrent sur le podium de bois, tournant le dos à l'École militaire, par esprit pacifique, et faisant face à la tour Eiffel. Les chanteurs se

ne pas s'en lasser. « Après Dieu, c'est l'homme qui compte pour moi le plus au monde », confiait Honorata. Comme il faisait chaud et orageux, les cardinaux coiffèrent, par-dessus leur calotte pourpre, des canotiers, ce qui donna un quelque chose de « Ça, c'est Paris ! » tout à fait canaille. Un hélicoptère tourna longuement au-dessus de la foule, un chant lugubre s'éleva, accompagné au biniou. Monseigneur Dubost, le président des

JMJ, fit saluer les frères musulmans, juifs, orthodoxes et protestants, terminant par « Anyway, thank you, gracias, grazie... » La grande Dee Dee Bridgewater reprit des gospels et, quand elle lança le fameux *Oh Happy Days*, on sut que le pape était arrivé. Sans le voir ni l'entendre pour autant.

Sous les arbres, une petite trompette de corrida déclenchait des « Olé ! » frénétiques. Partout on agita des drapeaux de toutes les nationalités, des étendards bretons, des bannières monarchistes à fleur de lis. Enfin, on aperçut au milieu des oriflammes le cube de Pierrelas de la « papamobile » fendant la foule avec amour. Beaucoup se levèrent pour voir, portant le tee-shirt avec le slogan des JMJ - « Levez-vous, n'ayez pas peur » - collé par la sueur. Les cardinaux se mirent à secouer des mouchoirs. Et Jean Paul II parut.

« UN VIEUX BONZE COMME LUI »

Dès qu'on l'entraînerait, ce fut du délire. Le pape mit beaucoup de temps à serrer les mains des évêques et des cardinaux, entouré de ses gardes et protégé par une ombrelle blanche. Puis, il s'assit et Monseigneur Billé lui fit un discours d'accueil plat comme la main, mais bref. Un jeune Philippin donna à un jeune Français un grand bula-boop, symbole d'union et de transmission olympique, les précédentes JMJ ayant eu lieu à Manille.

Et le pape commença son discours : « Jeunes du monde entier... » La voix trébucha parfois, mais elle était ferme et non dépourvue d'humour. Réalisant qu'il enfonçait une porte ouverte en déclarant que « la rencontre actuelle se déroulait à Paris », il rectifia :

« D'ailleurs, c'est facile à constater, il suffit de regarder la tour Eiffel. »

Puis il entama la litanie des noms des pays participant aux JMJ. A leur énoncé, le drapeau correspondant se dressait. Les Espagnols et les Italiens, venus en force, se firent très bien entendre. Quand le pape était arrivé, le nom de la France, des glissements footballistiques s'élevèrent tels des « On a gagné » ou sur l'air de *Jingle Bells*, ainsi qu'un étrange « Vive le Pape ! La-la-la-là ! ».

Ensuite, le pape remercia les jeunes en treize langues, dont le tagalog et le swahili. « Comment imaginer qu'un vieux bonze comme lui les attire encore ! », s'émerveillait Guy Gilbert, le « prêtre des loubards », son éternel blouson noir sur l'épaule. Certes, il est abimé, le bonhomme. Il porte sur son visage la souffrance du monde. C'est le Christ souffrant. Mais écoutez comme sa voix parle encore. Oui, tout ça sent bon l'Eglise.

L'air était lourd de poussière et d'odeurs, on entendait bourdonner les portables. Cinq enfants montrèrent sur le podium pour libérer une colombe blanche qui se posa directement sur un portique et n'en bougea plus. Un jeune handicapé lut le passage de l'Evangile sur le lavement des pieds (Jean, 13,15). Le pape aurait dû lire une méditation sur ce « Lavement », mais il avait déjà beaucoup de retard sur l'horloge prévu et il y renonça. Il dit à la place quelques mots affectueux d'au revoir, tandis que la soprano Françoise Pollet reprenait l'insaisissable *Chant du bonjour*.

Michel Brandeau, Véronique Maurus et Henri Tincq

« Lorsque les hommes sont humiliés par la misère, attachez-vous à les servir »

VOICI DES EXTRAITS des messages adressés par le pape Jean Paul II, jeudi 21 août, aux jeunes réunis au Champ-de-Mars.

« Vous êtes l'espérance du monde, vous qui aspirez à une vie toujours plus belle, fondée sur les valeurs morales et spirituelles qui rendent libre (...). Vous prenez la suite des jeunes qui, en partant des rameaux d'olivier, sont venus au devant du Christ qui entrât à Jérusalem. Aujourd'hui, jeunes de tous les continents, vous reconnaissez le Christ qui nous unit dans un joyeux échange et une forte solidarité. »

Son texte principal était une « méditation » sur l'Evangile du lavement des pieds, que le pape n'a pas eu le temps de lire mais qu'il a publié et dont voici des extraits. « Lorsque des hommes souffrent, lorsqu'ils sont humiliés par la misère ou l'injustice et qu'ils sont bafoués dans leurs droits, attachez-vous à les servir. L'Eglise invite tous ses fils à s'engager pour que chaque personne puisse vivre debout et être reconnue dans sa dignité primordiale d'enfant de Dieu. Chaque fois que nous servons nos frères, nous ne nous éloignons pas de Dieu, bien au contraire, nous le rencontrons sur notre chemin et nous le servons. »

« Pour rappeler cette mission essentielle des chrétiens envers tout homme, particulièrement envers les plus pauvres, j'ai voulu prier au Trocadéro, sur le parvis des droits de l'homme. Ensemble, nous prions aujourd'hui spécialement pour les jeunes qui n'ont ni la possibilité ni les moyens de vivre dignement et de recevoir l'éducation nécessaire à leur croissance humaine et spirituelle, à cause de la misère, de la guerre ou de la maladie. Qu'ils soient assurés de l'affection et du soutien de l'Eglise ! (...) »

« Chers jeunes, vous portez en vous des capacités extraordinaires de don, d'amour et de solidarité. (...) Je vous invite à venir puiser à la source de la vie qui est le Christ, pour inventer chaque jour les moyens de servir vos frères au sein de la société dans laquelle il vous appartient de prendre vos responsabilités d'hommes et de chrétiens. Dans les domaines sociaux, scientifiques et techniques, l'humanité a besoin de vous. Prenez soin de perfectionner vos qualifications professionnelles, afin d'exercer votre métier avec compétence. Dans le même temps, ne négligez pas d'approfondir votre foi qui illuminera toutes les décisions que vous aurez à prendre pour le bien de vos frères, dans votre vie personnelle et dans votre travail. (...) »

« L'amour et le service donnent du sens à notre vie et la rendent belle, car nous savons pour quoi et pour qui nous nous y en-

gageons. C'est au nom du Christ qui nous a aimés et servis le premier. Qu'y a-t-il de plus grand que de se savoir aimés ? L'amour est le témoignage par excellence qui ouvre à l'espérance. Le service des frères transfigure l'existence. Il manifeste que l'espérance et la vie fraternelle sont plus fortes que toute tentation de désespoir. L'amour peut triompher en toute circonstance. (...) »

« En conformant notre vie à celle du Christ, en vivant comme lui dans l'amour, nous acquérons la véritable liberté, pour répondre à notre vocation. Cela peut demander parfois l'héroïsme moral qui consiste à nous engager avec courage, avec la certitude que le Maître nous montre le chemin du bonheur. C'est seulement au nom du Christ que l'on peut aller jusqu'à l'extrême de l'amour, dans le don et le désintéressement. (...) »

« Chers jeunes, l'Eglise a confiance en vous. Elle compte sur vous pour être les témoins du Ressuscité par toute votre vie (...). En reliant aussi votre existence quotidienne avec lucidité et espérance, mais sans amertume ou découragement, en partageant vos expériences, vous percevrez la présence de Dieu, qui vous accompagne avec délicatesse. A la lumière de la vie des saints et d'autres témoins de l'Evangile, aidez-vous les uns les autres à offrir votre foi et à être les apôtres de l'an 2000, rappelés au

monde que le Christ nous invite à sa joie et que le véritable bonheur consiste à se donner par amour pour ses frères ! Apportez votre contribution à la vie de l'Eglise qui a besoin de votre jeunesse et de votre dynamisme ! »

Au cours de la cérémonie de béatification de Frédéric Ozanam (Le Monde du 22 août), vendredi matin, à Notre-Dame de Paris, Jean Paul II a déclaré : « Dès sa jeunesse, Frédéric Ozanam a pris conscience qu'il ne suffisait pas de parler de la charité et de la mission de l'Eglise dans le monde. Cela devait se traduire par un engagement effectif des chrétiens ou service des pauvres (...). Il comprend que la charité doit conduire à travailler au redressement des injustices. Charité et justice vont de pair. Il a le courage lucide d'un engagement social et politique de premier plan à une époque agitée de la vie de son pays, car aucune société ne peut accepter la misère comme une fatalité sans que son honneur en soit atteint (...). Face aux pauvres qui accablent tant d'hommes et de femmes, au chorié est un signe prophétique de l'engagement du chrétien. L'invite donc les laïcs, et particulièrement les jeunes, à faire preuve de courage et d'imagination pour travailler à l'édification de sociétés plus fraternelles, où les plus démunis seront reconnus dans leur dignité et trouveront les moyens d'une existence respectable. »

Une veillée à Notre-Dame de Paris sur la crise des vocations

DES CENTAINES de jeunes étaient encore en prières, vendredi matin, dans l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris et récitaient l'office liturgique des laudes. Toute la nuit, ils avaient veillé au pied de l'autel, concluant à leur manière un rassemblement sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame organisé par le service des vocations de l'épiscopat français, qui a réuni huit mille personnes.

Après un oratorio composé par Eric Julien et joué par un chœur d'une centaine de chanteurs, la façade ravagée de Notre-Dame fut illuminée par des jeux de lumière et des projections de pho-

tographies et d'aquarelles sur les thèmes du lavement des pieds et sur les divers types de vocation religieuse dans la société aujourd'hui : le moine, le prêtre, le religieux « apostolique » (religieuse hospitalière ou religieuse enseignante), le diacre et le laïc non ordonné.

La veillée avait commencé par la lecture d'un message personnel du pape lu par Mgr Louis-Marie Billé, archevêque d'Aix-en-Provence et président de la Conférence des évêques de France. De larges extraits ont été traduits en allemand, en anglais, en espagnol, en italien, en polonais. Avec un chiffre légèrement supérieur à

cent ordinations par an, la situation des vocations est critique dans l'Eglise de France comme dans celles de la plupart des pays occidentaux.

« LE CHOIX LIBRE DU CÉLIBAT »

Ce texte de Jean Paul II est une invitation à un puissant effort de relance, adressée en particulier aux jeunes séminaristes - ils sont mille deux cents en cours de formation en France - et aux novices des congrégations religieuses (au nombre de huit cents). Le pape y insiste notamment sur la nécessité d'une « relation confiante d'obéissance et de communion [du futur prêtre] avec l'évêque ». De

même leur demande-t-il d'appréhender à collaborer davantage avec les laïcs, hommes et femmes, « dont l'influence humaine et spirituelle sera pour vous un grand enrichissement ».

Le Saint-Père insiste sur les qualités exigées du futur prêtre : « maturité », « maîtrise de soi », ainsi que sur « le choix libre et librement réfléchi du célibat ». Il lui recommande de se préparer à l'ordination par une « chasteté parfaite », qui est le moyen par lequel « vous rappelez que Dieu est préférable à tout, sans pour autant supprimer la valeur d'autres engagements humains ».

Jean-Paul II conclut son mes-

sage par cet appel : « Il est beau de désirer accéder au sacerdoce, mais il appartient à l'Eglise de discerner la qualité de votre vocation (...). La disponibilité et la déposition de soi sont les attitudes fondamentales d'un futur prêtre. Celles-ci passent « par la remise de sa vie et de son avenir entre les mains de son évêque. Les prêtres ne sont pas destinés à la domination et aux honneurs. On ne peut annoncer l'Evangile aux hommes que lorsqu'on est proche d'eux et que l'on connaît de l'intérieur la société humaine, ses évolutions et ses besoins. »

H. T.

TROIS QUESTIONS À UN JEUNE JUIF

Sébastien Allali, vingt-cinq ans, délégué général des Eclaireurs et éclaireurs israéliens de France.

■ Qu'attendez-vous de ces Journées mondiales ?

« Nous voudrions que le pape ne s'adresse pas uniquement à la jeunesse catholique. La jeunesse en France est plurielle. Elle est une force et a envie d'être prise au sérieux. Nous serions ravis que le pape parle à l'ensemble des jeunes. Nous avons beaucoup apprécié que les guides et les scouts de France [mouvement catholique] aient invité des éclaireurs et des éclaireurs israéliens de France à participer jeudi 21 août à leur veillée des « allumeurs d'étoiles ».

■ Avez-vous un message à transmettre aux jeunes ?

« Je ne peux que me réjouir qu'on leur donne la parole. Mais il faut aussi qu'ils élargissent leur cadre, au quotidien, pas forcément dans le cadre des institutions représentatives. Dans le cadre du scoutisme, par exemple, des jeunes musulmans et des jeunes juifs se rencontrent déjà.

■ Qu'espérez-vous du message du pape ?

« Les discours d'amour du pape, de l'Eglise sont de si grands discours qu'on se demande s'ils aboutiront à quelque chose de concret. De beaux discours, mais il faut travailler tous ensemble à la traduction concrète des messages délivrés.

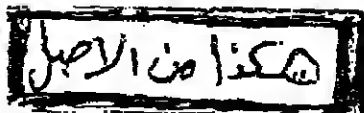
Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS
NAISSANCES, MARIAGES

70 F la ligne hors taxes

01.42.17.39.80

01.42.17.38.42.





La bénédiction d'une cathédrale controversée

LE PAPE JEAN PAUL II devait se rendre, vendredi 22 août après-midi, à la cathédrale de la Résurrection d'Evry (Essonne) pour donner sa bénédiction à un édifice qui, avant même de sortir de terre, a fait couler beaucoup d'encre. Le projet de la cathédrale date de 1988. Evry, ville nouvelle devenue diocèse, qui compte plus de 100 000 habitants, allait-elle se contenter d'un modeste lieu de culte, à l'image d'une Église qui voulait renouer à sa pompe ? L'évêque d'Evry, M^{re} Guy Herbolot, désirait au contraire un geste : « Il faut que cette cathédrale parle. Sinon ce seront des pierres mortes », répétait le prélat, appuyé dans sa démarche par le maire de la ville, Jacques Guyard, député (PS) de l'Essonne, qui entendait profiter de l'occasion pour restructurer un urbanisme légèrement défectueux. Mais un beau geste coûte cher et les caisses de l'Église de France sont vides.

Conseillé par Claude Mollard, qui pilotait alors l'agence ABCD, spécialisée dans l'« ingénierie culturelle », l'évêque entra en contact avec l'architecte suisse Mario Botta. Ce dernier, qui avait construit un grand nombre de maisons individuelles dans son canton natal du Tessin, un théâtre à Chambéry (1987) et une

médiathèque à Villeurbanne (1988), avait dans ses cartons les plans d'une église jamais réalisée. Il proposa donc pour Evry ce qu'il avait imaginé pour la petite ville de Mogno : un cylindre tronqué en biseau. Le matériau, des briques roses venues de Toulouse, un plan simple, une couronne de tilleuls argentés plantée au faite de l'édifice, emportaient l'adhésion de l'évêché : la nouvelle cathédrale allait devenir le pivot de la ville-nouvelle.

PAS DE CLOCHERS

Restait à trouver le financement. ABCD lança une vaste campagne de souscription par voie d'affichage et de presse sur le thème « Qui peut encore bâtir une cathédrale au vingtième siècle ? Vous ! ». Ce message emporta l'adhésion de 300 000 souscripteurs, qui versèrent 50 millions de francs. Les Chantiers du cardinal domèrent 5 millions de francs et le riche diocèse de Munich la même somme.

Claude Mollard envola sous sa bannière Alain-Dominique Perrin, le patron de Cartier International, et obtint 10 millions de francs des entreprises. Ce n'était pas assez pour boucler une addition qui allait atteindre 75 millions de francs. Le patron d'ABCD, qui fut aussi le pre-

mier directeur de cabinet de Jack Lang, se tourna alors vers le ministre de la culture socialiste de retour rue de Valois. Il obtint les cinq derniers millions. Un centre national d'art sacré, abrité par le bâtiment, permit de contourner la loi de séparation de l'Église et de l'État, qui interdisait à ce dernier de contribuer à de telles opérations.

La silhouette de la future cathédrale rebutait les fidèles les plus traditionnels, qui ne trouvaient pas leurs repères dans le bâtiment - pas de plan en croix, pas de clochers. Les modernes lui reprochaient sa trop grande sagesse. D'autres virent dans le plan massif et dans la végétation qui couronnait l'édifice une allusion à l'architecture du siècle des Lumières - Ledoux, Boullée. Les laïques les plus grincheux le comparaient à un morceau de fourne d'Ambert... Mario Botta répliqua qu'il s'était inspiré des bâtiments de l'Église primitive : rigueur, sobriété, pureté. La cathédrale fut inaugurée le 7 avril 1996, le jour de Pâques. Elle peut accueillir 800 fidèles assis, 1 400 les jours de liesse. Elle affichera sûrement complet pour la visite de Jean-Paul II, qui s'était félicité de cette réalisation.

Emmanuel de Roux

Contre la « désespérance », une heureuse surprise

IL S'EST PRODUIT, jeudi au Champ-de-Mars, un phénomène de débordement, qui a toute chance d'être réédité ce week-end à Longchamp. Débordement des pré-

ANALYSE
Simple et direct, le message du pape séduit les jeunes

sions : les plus optimistes tablaient, pour cette fête de bienvenue au pape, sur la présence de 300 000 jeunes. Le demi-million a été atteint. Débordement aussi des structures traditionnelles et des propres attentes d'une Église catholique, puissance invitante, qui est la première surprise par la dimension de l'événement.

Cette situation tient d'abord à la personnalité et au message de Jean Paul II. Accueilli au Parc des princes, en 1980, comme l'« athlète de Dieu », c'est le visage du « serviteur souffrant », abîmé par l'âge et par la maladie, qu'il a offert aux jeunes à Paris.

La surprise est que ceux-ci ne s'en détournent pas. Au contraire, ils veulent écouter, disaient-ils hier, des hommes, jeunes ou vieux, qui leur proposent des raisons de vivre et d'espérer. Le message du pape est à la fois simple et direct : c'est un appel à éviter toute « désespérance », à s'engager toujours davantage, dans toutes les structures de la société, y compris politiques, pour « maintenir l'homme debout ». Cette leçon de choses dépasse singulièrement les caricatures dans lesquelles l'enseignement moral du magistère de l'Église a trop longtemps enfermé ce pape.

Le demi-million du Champ de Mars est aussi la victoire de ceux qui préconisaient le « marketing direct », c'est-à-dire l'appel à tous les jeunes, au-delà des appartenances traditionnelles, y compris par les grands moyens publicitaires. Les réseaux historiques de l'Église (paroisses, mouvements, aumôneries), dont on sait

que, par ignorance ou désintérêt, ils n'ont plus guère de succès auprès des jeunes aujourd'hui, ont été débordés par toute une nouvelle clientèle « captive ». Celle de jeunes d'origine chrétienne qui n'avaient plus aucun rapport - ou très lâche - avec l'Église. Celle de jeunes étrangers à toute tradition, mais dont nombre de signes montraient, depuis longtemps, qu'ils étaient disponibles à toute forme de recherche religieuse.

Ce phénomène est à la fois décevant et réjouissant pour les responsables de l'Église : les jeunes se situent aujourd'hui hors des institutions, mais ils sont capables de les rejoindre pour peu que leur proposition passe par des messages forts, par des expériences simples, spectaculaires, exceptionnelles, dans un climat de tolérance et d'amitié, de chaleur et de spontanéité. Éphémère ? Les responsables de l'Église eux-mêmes n'ignorent pas les limites de ce type de rassemblement, qui recharge des batteries, conforte l'identité catholique de ceux qui le sont déjà, mais dont les suites, en terme de fidélité à l'Église, sont très incertaines.

La dernière raison du succès du rassemblement du Champ-de-Mars est sa dimension internationale. Le sentiment le plus poissamment exprimé par les jeunes présents à Paris est la satisfaction de se rencontrer et de se reconnaître comme venant de tous les coins du monde. Personne n'ignorait la capacité des jeunes à nouer des relations au-delà de leurs frontières nationales, à l'occasion d'événements sportifs ou musicaux, ponctuels et spectaculaires. Le caractère planétaire du rassemblement religieux de Paris devient une porte d'accès à l'universel. Cette nouvelle disponibilité remet en cause aussi bien des analyses, sans les supprimer, sur la tendance des jeunes au repli et à la xénophobie. Il reste aux hommes d'Église et aux leaders politiques à tirer les conclusions de telles mutations.

Henri Tineq

DÉPÊCHES

■ **PLAGES** : l'ensemble du littoral du Var et des Bouches-du-Rhône a été réouvert à la baignade, jeudi 21 août. Des détritus organiques avaient été retrouvés dans les eaux de Saint-Tropez, Saint-Raphaël et Carry-le-Rouet, à la suite des orages du 11 août. En revanche, la plage de Torrelles, au nord-est de Perpignan (Pyrénées-Orientales), a été fermée, jeudi, à la suite d'une pollution par des boues et des limons.

■ **AGRESSION** : cinq policiers marseillais, réunis mercredi soir 20 août dans un restaurant de la ville pour fêter la mutation de l'un des leurs, ont été blessés par une dizaine de jeunes gens, âgés de dix-huit à trente ans, qui les ont attaqués à coups de barres de fer. L'un des policiers a dû subir une ablation de la rate.

■ **AFFAIRES** : un réquisitoire supplétif pour des faits de « corruption et de trafic d'influence » a été délivré par le parquet de Paris, le 10 juillet, aux deux juges d'instruction chargés, depuis le 3 juin, de l'enquête visant les irrégularités intervenues dans la rénovation des lycées de la région Ile-de-France.

■ **JUSTICE** : deux des membres d'une bande de jeunes qui avaient brisé des vitres et endommagé des véhicules du commissariat de police de Verdun (Meuse), début mai, ont été condamnés, mercredi 20 août, à des peines d'emprisonnement ferme de deux ans et de dix-huit mois. Plusieurs de leurs amis, mineurs, avaient déjà été condamnés, début juillet, à des peines d'exécution pas six mois de prison ferme.

■ **MURTURE** : un suspect, âgé de vingt-deux ans, a été mis en examen pour homicide volontaire et écroué, lundi, à la prison Saint-Roch de Toulon après le meurtre d'un jeune Stéphanois, tué à coups de couteau dimanche 17 août, sur une plage de Saint-Cyr-sur-Mer (Var), à la suite d'une bagarre.

■ **EXPLOSION** : un septième corps a été dégage, jeudi 21 août au soir, des débris du groupe de silos qui avaient explosé la veille à Blaye (Gironde). Le bilan de la catastrophe s'établit à sept morts et quatre disparus.

CARNET

Naissances

Christiane LANAT et Bruno TRAVAILLÉ laissent à

Philippe la joie d'annoncer la naissance de

Francis,

qui a eu lieu le 4 juillet 1997, à Vendémien (Hérault).

Karine et Jacques-Olivier BOUDIN sont très heureux d'annoncer la naissance de

Péline,

le 18 août 1997.

11, avenue Jean-Monnet, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Noces d'or

Claude et Thierry SCHUMBERGER

fêtent, avec leurs seize enfants et petits-enfants, leurs cinquante ans de mariage.

70, rue d'Assas, 75006 Paris.

Décès

Ses enfants, Et petit-fils ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Marcel BOYER, née Elisabeth DUMAS,

survenue à Paris, le 18 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Noyen-sur-Seine, le vendredi 22 août, à 10 h 30.

Une messe à sa mémoire sera dite à Paris, courant septembre.

Martine et Duane Vernier, 17, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris.

Christine Rosen, 43, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Laurent Boyer, 48, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris.

La famille, Les amis, Les camarades, Les élèves, ont la tristesse de faire part du décès de

Mondique CHICHET, cuisinier en philosophie, militant du Mouvement Freinet,

membre du Clém, conseiller municipal à Vianmes,

survenu le 20 août 1997, à cinquante ans.

Engagée de longue date dans les luttes pour construire un monde juste et fraternel, sa ténacité, sa constance, sa disponibilité, sa chaleur humaine, nous inspireront à tous.

Les obsèques civiles auront lieu le 23 août, à Tours.

La famille Hamra-Krouha, Parents et alliés, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Mahmoud HAMRA-KROUHA,

survenu à la suite d'une brève maladie.

L'inhumation aura lieu à Alger, au cimetière d'El-Alia, le samedi 23 août 1997, à 16 heures.

Que Dieu le Tout-Puissant l'accueille en son vaste paradis.

4, rue Mignard, 75116 Paris.

M^{re} Maurice Serullaz, M^{re} Catherine Cartier-Serullaz, Nadine et Christian Pomillon, Claire et Patrick Veyssière, Charles Serullaz, Laure Serullaz et Sébastien Boulay, ses enfants,

Joaquín et Pascual, Céline et Thierry, Julie, Sidonie et Fabien, Augustin et Marie, Florian, Faustine, Chloé, Mélanie, Graciane, Marina, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice SERULLAZ, inspecteur général honoraire des Musées, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur des Arts et des Lettres,

survenue en Corse, le 14 août 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, dans la propriété familiale, au château de Bonna.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, en sa mémoire.

Château de Bonna, 36190 Cuzion.

(Le Monde du 19 août.)

Georgette Royannez, son épouse, Georges et Emmanuelle Urban, Catherine Voelckel, Molsen et Elisabeth Boulard, ses enfants,

Laure, Philippe, Yvri, Anne-Christine, Marie, Alyssa, Emilie et Antoine, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 20 août 1997, de

Marcel ROYANNEZ, administrateur de la France d'outre-mer.

« J'ai combattu le beau combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi. » Paul, 2^e épître à Timothée 4, 6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Guymer, 95000 Gapp.

M^{re} Jean Marot, Florence et Alain Artand Marot, Denis et Annette Marot, Antoine et Maxellende Marot, ses enfants,

Sébastien, Geneviève et Umberto, Gabriel, Anne, Isabelle, Laure, Axelle, Théodore, ses petits-enfants, font part du décès de

Jean MAROT,

survenu le 9 août 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Nnab-Vie (Indre), entouré des siens.

La bénédiction et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, au cimetière de Vie, le 11 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

La direction générale de Kodak en France, Ses collègues, Et amis de Kodak, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 9 août 1997, de

Jean MAROT, ancien directeur administratif et financier, ancien vice-président de Kodak-Pathe.

La direction de Kodak en France adresse à la famille ses plus sincères condoléances et rend hommage à l'exemple qu'il a donné par son engagement, sa compétence et sa grande humanité.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le général Alfred PÉRETIÉ, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Ainsi que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de sa servante,

Bernadette PÉRETIÉ, née TALABOT,

décédée le 20 août 1997, dans sa quatre-vingt-neufième année, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 23 août, à 11 heures, en l'église Saint-Engène, 4, rue du Conservatoire, Paris-19^e, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Pierre-les-Bois (Cher).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

111, rue de Reuilly, 75012 Paris.

Les familles Péroncel-Hugot, Nassi, Steve, Bargioni, Malraux, Claude font part du décès, dans sa quatre-vingt-quatrième année, munie de l'extrême-onction, de leur tante, sœur et parente,

M^{re} Vierge Paul PÉRONCEL-HUGOT, née Yolande, Raymonde NASSI, médaille de la mairie de Marseille en 1991, en tant que doyenne d'âge en activité des commerçants de la ville où elle travaillait alors depuis l'âge de dix-huit ans.

Selon ses vœux, la défunte a été inhumée et ses cendres placées auprès de celles de son époux, au cimetière Saint-Pierre de Marseille, dans l'intimité familiale.

Une messe pour le repos de leur âme sera annoncée ultérieurement.

Silvia, son épouse, Diego et Ornella, ses enfants, Vida, sa mère, Lila, sa sœur, L'Opus Ensemble, Ses amis, Et toute sa famille, ont le regret de faire part du décès de

M. Bruno PIZZAMIGLIO, musicien,

survenu le 18 août 1997, après une longue souffrance, à l'âge de cinquante-deux ans.

29, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris.

Alphonse Quereuil, son mari, Bernadette Quereuil, veuve de leur cher Pierre, Françoise et Jean-François Franceschini, Michel Quereuil, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Quereuil et Marchand, ont la douleur de faire part du décès de

Andrée QUEREUIL, née MARCELIAND, ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay, agrégée de lettres modernes,

survenue le 20 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 août, à 9 heures, en l'église Saint-Jacques, à Mantes-la-Jolie (Essonne).

Inhumation à Brunoy.

Agnes Reims Paris, Catherine, sa femme, Paul Renard, son père, Brigitte et Maurice Lefebvre, Bruno et Anne Renard, Yves et Charlotte Renard, Benoît et Claire Renard, Vincent et Marie Renard, Nicolas et Bernadette Renard, ses sœurs, frères, beau-frère et belles-sœurs, Et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle en montagne, le mardi 19 août 1997, de

Thierry RENARD.

M^{re} Boci de Torhout, son épouse, M. et M^{re} Nicolas Alechinsky, M. et M^{re} Louis de Torhout, ses enfants, Jeanne, Louise et Marc, ses petits-enfants, M^{re} Louis Simon, sa belle-mère, M. et M^{re} Charles de Torhout, son frère et sa belle-sœur, Toute sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Boni de TORHOUT,

survenu le 21 août 1997.

On se réunira au cimetière de Saint-Benoît-sur-Loire, le samedi 23 août, à 11 heures.

51, rue Monsieur-Le-Prince, 75006 Paris.

53, rue du Port, 43730 Saint-Benoît-sur-Loire.

Remerciements

M^{re} veuve Pierre Monnet, née Michelle Correa, M. Jules Monnet, M^{re} Marguerite Fall, née Monnet, M. Jean-Pierre Monnet, M^{re} Madeleine Nour, née Monnet, M^{re} Marie-José Monnet, M. Joseph Monnet, Les familles Monnet et leurs enfants, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Ernest MONNET,

remercient toutes les personnes qui, par leur présence, leur écrit, se sont associées à leur peine.

1, square La Champmeslé, 75019 Paris.

Condoléances

C'est avec regret que les habitants des 2 et 3 bis, rue Victor-Hugo, à Massy, ont appris le décès de leur ancien gardien.

M. PETTI, et présentent à sa famille leurs sincères condoléances.

Anniversaires de décès

Le 23 août 1994, Philippe CORDIER nous quitte.

Ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Il y a dix ans, le 23 août 1987, Christian QUINSON nous quitte.

Sa famille et ses amis se souviennent.

Concours

Compliments à Sevan Philippe SIRAPIAN, qui a été admis à ESPCL.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997

SOCIAL Le projet de loi présenté par Martine Aubry destiné à créer 350 000 emplois, adopté par le conseil des ministres mercredi 20 août, s'inspire des contributions

de dix « personnalités qualifiées ». Parmi celles-ci, au titre du tourisme, Jean Vila, député (PC) des Pyrénées-Orientales. ● LE PRÉRAPPORT de M. Vila, remis en juillet, souligne

que la capacité actuelle du secteur touristique à créer des emplois est moins importante que ce qui est souvent affirmé. ● LE PARLEMENTAIRE affirme néanmoins que

« d'importants gisements d'emplois correspondent à des besoins peu ou non satisfaits », notamment pour les exclus des vacances et des loisirs (chômeurs, handicapés, personnes

âgées). ● LE RAPPORT DÉFINITIF de M. Vila doit être publié à la mi-octobre. ● DANS LA RÉGION LILLOISE, le tourisme est devenu le premier secteur créateur d'emplois.

Le tourisme pourrait constituer un gisement d'emplois nouveaux

S'appuyant sur l'analyse de Jean Vila, député (PC) des Pyrénées-Orientales, qui fut l'un des dix inspirateurs du plan de Martine Aubry, la secrétaire d'Etat au tourisme, Michelle Demessine, affirme que 30 000 emplois supplémentaires par an pourraient être créés dans ce secteur

À PEINE NOMMÉE secrétaire d'Etat au tourisme, Michelle Demessine (PCF), à l'instar de plusieurs autres membres du gouvernement, a été invitée à faire de l'emploi des jeunes la priorité de ses priorités. Mais comment provoquer l'émergence d'emplois nouveaux, et surtout durables, dans un vaste secteur hétérogène, aux contours flous, caractérisé par la saisonnalité et donc la précarité ? Pour tenter de répondre à cette question, M^{me} Demessine a confié une mission à un parlementaire, Jean Vila, membre comme elle du PC et maire de Cabestany (Pyrénées-Orientales).

Dans le préambule de son pré-rapport, M. Vila dresse un état des lieux plutôt pessimiste : « Les données actuellement disponibles révèlent que la capacité du tourisme à créer de l'emploi supplémentaire dans les activités dites caractéristiques est sensiblement plus modeste qu'on l'a affirmé. (...) Les tendances récentes semblent conduire, contrairement à une idée fréquemment reçue, à une faible évolution du nombre global des emplois du tourisme. »

Mis à part le secteur de la restauration, seul à créer des postes significatifs, ce constat de base va à l'encontre des estimations du gouvernement précédent, qui voyait Bernard Pons, alors ministre du tourisme, affirmer, le 31 janvier, sur la foi des analyses du World Travel and Tourism Council (WTTC) : « 100 000 emplois nouveaux dans le tourisme, c'est possible ! »

« Nous sommes loin des créations d'emplois par dizaines de milliers »,

constate M. Vila. Et de mettre le doigt sur une contradiction de taille : alors que la croissance économique et l'activité du secteur sont constantes, on assiste à une dégradation de la qualité de l'emploi. Bien qu'il soit globalement en augmentation (12 000 emplois par an environ), sa nature est de plus en plus précaire – à temps partiel ou intermittent, principalement durant juillet et août, et mal rémunéré : dans cette activité de services faisant encore appel à une importante main-d'œuvre peu qualifiée, 75 % des salariés gagnent le SMIC. Et la durée moyenne d'emploi d'un salarié est d'environ 3,5 mois.

« 37 % des Français ne partent pas en vacances. Faciliter leur accès permettrait de servir la croissance »

A ce sujet, un important document présenté en juin 1996 au nom du conseil économique et social par son rapporteur, Fernand Chaussebourg, notait que « sur les 1,2 million de salariés en 1992, seuls 340 000 d'entre eux l'étaient de façon permanente ». Depuis, les choses se sont aggravées, nombre d'entreprises de tourisme – pour l'essentiel des PME – ayant bénéficié, sous forme d'aides diverses,

des incitations de la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Et de son effet d'aubaine.

Comment, dans ces conditions, promouvoir les métiers du tourisme auprès des jeunes et dénicher de nouveaux gisements d'emplois qui soient attractifs « quand trop fréquemment, un jeune titulaire d'un bac + 2, voire plus, est rémunéré au SMIC », comme le dit le député des Pyrénées-Orientales ? Aussi propose-t-il la création d'emplois durables, « professionnalisés, non fictifs [ni] précaires ». Car, dans ce secteur en croissance, « d'importants gisements d'emplois correspondent à des besoins peu ou non satisfaits ». Ce qui pose la question, difficile à résoudre, de la solvabilité de la demande et de l'offre touristique.

Stimuler la demande ? « Sans faire du paupérisme, il est toujours bon de rappeler que 37 % des Français ne partent pas en vacances. Faciliter leur accès permettrait de servir davantage la croissance », soutient-on au secrétariat d'Etat. D'où l'idée de « relancer » le chèque-vacances, formule de plus en plus appréciée par les ayants-droit : l'extension de ces chèques aux entreprises de moins de 50 salariés, qu'il faut selon M. Vila, « a été repoussée par le précédent gouvernement », correspondrait à « l'ouverture de nouvelles possibilités pour plus de 7 millions de salariés ». Objectif : l'émission pour 1 milliard de francs de chèques supplémentaires en cinq ans. Autre idée envisagée : celle d'allègements fiscaux consentis aux PME du secteur et la « remobilisation » des comités d'entreprise, banques

coopératives et mutualistes, caisses d'allocation familiales, par exemple.

Cocoonnant l'offre touristique, « le marché est en croissance ; cette croissance doit être exploitée », affirme M. Vila, partisan par ailleurs d'un retour à une politique « volontariste d'aménagement de l'offre » de la part de l'Etat, afin qu'il assume « son rôle de régulateur et d'animateur ». Pour ce faire, encore faut-il que la puissance publique s'appuie sur des données fiables.

Or, observe M. Vila, « les précédents gouvernements ont favorisé le libéralisme. Considérant que ce secteur d'activités pouvait marcher tout seul, ils ont considérablement réduit son budget sans construire les outils indispensables à sa régulation. A l'évidence, estime-t-il, une meilleure prise en compte des activités touristiques [passe par] la consolidation de la fonction d'observation économique et sociale [afin que ne perdurent pas] la contradiction entre la croissance de l'activité, dont témoigne d'une année sur l'autre l'augmentation du nombre de touristes étrangers, et ses faibles répercussions en matière d'emplois touristiques ».

Une meilleure analyse devrait donc aider les acteurs du tourisme – professionnels, pouvoirs publics, collectivités locales, associations – à mieux cerner les besoins insatisfaits de la population, ainsi que les nouvelles aspirations qui se dégagent. A ce propos, les pistes ne manquent pas, à condition qu'elles s'inscrivent dans une politique de développement local harmonieux et de créations d'emplois durables. A titre d'exemple, les services de M^{me} Demessine planchent sur l'accueil et l'information des touristes nationaux ou étrangers, la promotion des ressources touristiques, notamment en direction des pays émergents, l'évaluation du contenu et de la qualité des prestations, le développement du « tourisme vert » et de randonnée, la redécouverte du patrimoine et de l'histoire des villes, l'approche équilibrée entre tourisme et culture, tourisme et sport.

Des activités nouvelles, correspondant à des besoins peu ou non satisfaits en matière d'accès au tourisme ou aux loisirs, pourraient être créées (mesures en faveur des chômeurs, personnes âgées seules, personnes handicapées...), en « s'appuyant sur des projets de ter-

rain » et en leur donnant « la possibilité d'émerger ». De même, le vaste secteur du tourisme social devrait être relancé, notamment via le « plan patrimoine » d'associations intervenant dans le tourisme social et pour lesquelles 40 000 places d'hébergement sont à réhabiliter, selon M. Vila.

Compte tenu des contraintes budgétaires, le secrétariat d'Etat a-t-il les moyens de la politique qu'il souhaite promouvoir, quand bien même le caractère interministériel du tourisme est reconnu ? « L'insuffisance du budget consacré par l'Etat est l'une des causes de la faiblesse du secteur. Alors que pourrait se développer avec les collectivités territoriales une politique partenariale qu'elles sont prêtes à engager, l'Etat ne peut "contractualiser" faute de moyens financiers », écrivait-il dans le rapport Chaussebourg.

A titre de comparaison, le budget du secteur était, avant le changement de majorité, trois fois moindre que celui de la Météorologie nationale. Et de presque deux fois moindre que celui des parcs et jardins de la Ville de Paris.

Jean Menanteau

Lille attire de plus en plus de visiteurs

de notre correspondant
C'est vrai : Lille, ce n'est ni Paris ni Biarritz. Des foules de touristes ne s'y précipitent pas encore pendant l'été. Il n'empêche : au cours des dernières années, l'image de la ville a changé. Les clichés tendent à s'estomper peu à peu, le souffle apporté par la candidature de Lille aux Jeux olympiques n'y étant certainement pas étranger.

Embellie, accueillante, plus accessible (grâce au croisement des lignes TGV-Nord et Eurostar, et à la modernisation de l'aéroport), riche d'un patrimoine culturel et architectural, elle attire de plus en plus de visiteurs chaque année (on enregistre une hausse de fréquentation de 60 % en dix ans, avec une pointe au cours des cinq dernières années) ; Lille revendique même aujourd'hui le label de ville touristique (Le Monde du 1^{er} janvier).

« Pendant longtemps, la question touristique, sans être négligée – l'office du tourisme de Lille œuvre depuis de longues années pour promouvoir l'attrait de la ville –, n'a pas été au cœur des préoccupations du conseil municipal, explique Véronique Davidt, adjointe et délé-

guée au développement du tourisme à la mairie de Lille. Depuis deux ou trois ans, nous avons décidé non seulement de lui accorder une plus large place, mais aussi de passer à la vitesse supérieure » pour l'investissement de la ville dans le tourisme. Car les enjeux sont d'importance. L'activité touristique, avec quelque 50 000 emplois et 600 emplois nouveaux créés par an, est aujourd'hui le premier secteur créateur d'emplois au niveau de la région, en particulier en matière de tourisme urbain.

UNE TAXE DE SÉJOUR
« On est aujourd'hui dans une phase de transition. Un groupe de réflexion sur l'action touristique a ainsi été mis en place, et un plan local d'action touristique est en cours d'élaboration », explique Véronique Davidt. Ce plan, qui pourrait être approuvé par le conseil municipal en juin 1998, définira les grands axes en matière de tourisme pour les cinq années à venir. Il s'agit à la fois de consolider ce qui marche, tels les circuits touristiques organisés par l'office du tourisme, qui remportent chaque année plus de succès, et de

combler les manques : promouvoir de nouvelles formes d'animation, par exemple pour renforcer l'attrait de la ville pendant les vacances ou les week-ends, ou tenter de développer les moyens séjours – Lille ayant actuellement une vocation de tourisme urbain de courte durée –, ou encore rechercher de nouveaux financements.

Déjà le conseil municipal a voté, en mars, la création d'une taxe de séjour due par les touristes logeant à Lille, comme cela existe dans 1 000 villes de France. Le produit de cette taxe, qui entrera en vigueur dès janvier 1998, sera affecté à l'action touristique via l'office du tourisme.

La municipalité réfléchit également à la mise en place d'outils à l'échelle de l'ensemble de la communauté urbaine. « Pourquoi pas un schéma communautaire en matière de tourisme ? lance Véronique Davidt. Il ne s'agit pas de se substituer aux communes, mais d'essayer d'harmoniser les politiques. On pourrait aller plus vite, plus loin, et chacun ne pourrait qu'y gagner. »

Nadia Lemaire

Une seule proposition retenue dans le plan Aubry

CHARGÉ de mission sur l'emploi des jeunes par Michelle Demessine (PC), secrétaire d'Etat au tourisme, Jean Vila, député (PC) des Pyrénées-Orientales et maire de Cabestany, a été l'un des dix « personnalités qualifiées » dont les réflexions, dans un pré-rapport remis en juillet, ont alimenté le premier volet du plan emplois-jeunes de Martine Aubry adopté mercredi 20 août par le conseil des ministres (Le Monde du 21 août).

En fait, une seule des propositions de M. Vila – et pas la principale – a été retenue : l'« agent de développement du patrimoine » sera ainsi l'un des nouveaux métiers proposés par le plan Aubry. Le parlementaire communiste se dit aujourd'hui déterminé – à l'instar de son président de groupe de l'Assemblée nationale, Alain Boccquet – à « enrichir » le projet de loi Aubry lorsque celui-ci sera soumis au Parlement.

Au cabinet de M^{me} Demessine, l'absence d'un volet tourisme dans le plan Aubry n'est pas passée inaperçue. Si l'on s'abstient de tout commentaire, le secrétaire d'Etat n'a pas perdu de temps pour faire

connaître les propositions de son chargé de mission et camarade de parti. Dans un communiqué diffusé jeudi 21 août, Michelle Demessine met l'accent sur la « création d'activités nouvelles génératrices d'emplois durables » dans son secteur, en détaillant des propositions issues du pré-rapport Vila et en soulignant que le plan emplois-jeunes « peut s'inscrire complètement dans une relance » de l'activité touristique.

DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

« J'espère, continue la secrétaire d'Etat, qu'à l'issue de la discussion du Parlement le texte adopté tiendra compte de cette volonté. L'objectif de création de 30 000 emplois supplémentaires par an [dans le secteur du tourisme] ne me semble pas utopique. Pour l'atteindre, il nous faut rompre avec des logiques de facilité et répondre une vraie dynamique de développement. (...) Je refuse la politique facilitiste et destructurante pour l'emploi qui a pu être menée auparavant. »

Jean-Louis Andreani

ILS DOUTENT, ILS ESPÈRENT



Rédacteur en chef invité : YVES SIMON

EN VENTE ACTUELLEMENT

Les plagistes de Pampelonne redoutent d'être mis sur le sable

TOULON
de notre correspondant
« Si l'objectif est de nous mettre sur le sable, c'est réussi. » Pour Jean-Pierre Magnificat, président de l'Association des exploitants de plage de Pampelonne, le jugement prononcé par le tribunal administratif de Nice met sérieusement en péril l'existence de 26 établissements de tous styles qui étaient leurs terrasses, matelas et parasols sur près du tiers de la surface de cette plage de 27 hectares et de 4,6 kilomètres de long, située sur la commune de Ramatuelle, mais qui reste l'annexe du Saint-Tropez des familles et des vedettes du show-biz. Les premières y guettaient les secondes.

Depuis 1944, cette plage, qui est un joyau du golfe, a subi le pèlerinage des troupes de la Libération puis celui des touristes. Ses dunes n'y ont pas résisté et son intégrité écologique était d'autant plus menacée que quelques plagistes y implantaient des baraquements sans eau, sans électricité ni tout-à-l'égout. Durant les années 60, la fréquentation atteignait 30 000 personnes par jour en été et, en 1974, la commune de Ramatuelle, inquiète de la situation, instaure une concession directe avec les plagistes. Jusqu'en 1989, elle réalise des équipements vitaux (dont 20 millions de francs pour un collecteur d'assainissement), puis décide, dans la foulée de la loi littoral de janvier 1985, d'engager « un programme de réhabilitation » concerté de la plage par le biais d'une « architecture douce,

discrète dans le paysage et respectueuse de l'environnement ».

Les enquêtes publiques sont favorables et les plagistes acceptent l'idée de démolir les bâtiments existants pour en construire de nouveaux qui soient plus fonctionnels et agréables sous le contrôle de la Commission de sécurité et des services sanitaires. Mais, le 12 juillet 1995, l'Union départementale pour la sauvegarde de la nature et de l'environnement (UDVN 83), l'association Vivre dans la présqu'île et la Coordination des associations de sauvegarde du golfe et de la presqu'île de Saint-Tropez demandent au tribunal administratif l'annulation des permis de construire accordés par le maire de Ramatuelle et portant sur la reconstruction d'établissements de plage. Les défenseurs de la nature visent plus largement le projet de réhabilitation municipale avec ses constructions non démontables. Le 23 décembre 1996, le tribunal leur donne satisfaction. Les établissements devront être de caractère précaire, et démontables.

DÉCISION TERRIFIANTE

Aujourd'hui, Nicole Tronche, présidente de l'UDVN 83, s'étonne de l'inquiétude des plagistes, qui, depuis le début de l'été, diffusent des pétitions, sous forme de cartes postales, appelant baigneurs et clients à « soutenir l'existence et l'amélioration des établissements ». Pour elle, « le jugement ne prévoit pas la démolition définitive des établissements

existants, même s'il tient compte de ce que seize d'entre eux devaient être reconstruits sur le domaine public maritime ». Albert Raphaël, maire (PS) de Ramatuelle, s'étonne, lui, que l'UDVN 83 ait introduit cette action « alors qu'elle avait approuvé le projet de réhabilitation en 1989 et 1993 au sein de la Commission départementale des sites où elle siège ».

Le maire vient de faire appel du jugement, car, souligne-t-il, « le fait que la plage soit considérée comme « espace naturel remarquable » et l'application des articles L146-6 et surtout R146-2 n'autorisent que des aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, de pêche et cultures marines ou lacustres... ». Pour M. Raphaël, il s'agit d'une « décision terrifiante ».

L'application stricte sensu du jugement rendrait Pampelonne au sable en privant les caisses municipales de 5 millions de francs de recettes, sans parler des 500 emplois directs qui seraient supprimés et du manque à gagner des plagistes, dont le chiffre d'affaires global est de 200 millions de francs par saison. Les associations de défense de la nature, qui souhaitent que ce jugement fasse jurisprudence, ont obtenu gain de cause au-delà, semble-t-il, de leurs espoirs. Et on les sent d'autant plus ennuies que certains de leurs responsables sont des habitués de Pampelonne et de ses plages privées.

José Lenzini

مكتبة الامانة

HORIZONS

REPORTAGE

RETOUR SUR IMAGES



L'homme sur la Lune

5

UNE légende tenace veut qu'à son retour de la Lune un astronaute ait brusquement déconverti Dieu, se soit laissé pousser une barbe sauvage, et ait renoncé définitivement à la compagnie des hommes (et de sa femme) pour aller vivre en ermite au milieu des Rocheuses. L'histoire, extravagante, a couru la planète, plongeant chaque fois ses auditeurs dans d'étranges rêveries et ne recueillant généralement que ce commentaire aussi sobre que fascinant : « Au fond, cela n'a rien d'étonnant ! » Comme si la rumeur ne faisait que confirmer quelque intuition intime : un ancien de la Lune est forcément différent. Il a trôné le ciel, foncé dans la nuit infinie, vu des choses, sans doute, qu'aucune langue terrestre n'est apte à décrire, et peut-être - qui sait ? - percé le grand secret.

N'en déplaise aux rêveurs qui, avec insistance, murmuraient son nom, Buzz Aldrin n'est pas devenu ermite. Pas plus qu'une illumination soudaine, à 380 000 kilomètres de la Terre, ne lui a fait découvrir Dieu. La révélation spirituelle avait eu lieu avant, puisque le pilote d'Apollo 11 avait emporté dans le module lunaire un mini-accessoire de communion (hostie et calice) qu'il débala discrètement, sous « Algle » posé sur la base de la tranquillité, et qu'il se l'administrait, ce fameux 20 juillet 1969, sous l'œil ahuri d'Armstrong, après avoir demandé, par radio, à Houston, quelques minutes de silence. Son ardeur religieuse aurait plutôt eu tendance à pâlir du voyage sur la Lune : « Disons que mes sentiments sur l'être supérieur ont mûri et que je ne me repose plus sur Dieu pour résoudre mes problèmes ! »

Qu'on se le dise : Buzz Aldrin se porte bien. Soixante-sept ans, le corps musclé et souple, le teint éternellement bronzé, le sourire Hollywood, les yeux comme un coin de ciel... C'est avec grâce qu'il entretient son image de chevalier de l'espace, invité à Moscou, Monaco, Honolulu, Rio, enregistrant à l'occasion une pub, et développant dans des conférences aux cachets mirifiques une croûte qui, aujourd'hui enfin, semble donner des fruits : la nécessaire relance de la conquête spatiale.

C'est au 4 juillet qu'il avait fixé notre rendez-vous. Et la date était toute symbolique. Ce jour-là, fête nationale américaine, Pathfinder se poserait sur Mars et libérerait le petit robot capable de nous envoyer des images de la planète rouge. Aldrin vibrerait rien qu'à cette idée-là. « Et cela n'est qu'un début, promettez-moi au téléphone. Nous entrons dans un nouvel âge de l'aventure spatiale. Nous allons construire de vraies fusées-hôtels, moins chères et recyclables ; la Lune pourra servir de base permanente ; chercheurs et touristes iront ensemble sur Mars ! » Sur ce, il avait raccroché. Je ne savais que penser. Allait-il si bien que cela ?

Le doute se confirma quand on l'aperçut pour la première fois, ce fameux 4 juillet, sur la scène d'un amphithéâtre bondé de Pasadena. On attendait encore les premières images de Mars, et la salle, remplie de scientifiques et d'amateurs d'astronomie de tous âges, lui fit, à son arrivée, une ovation plus qu'enthousiaste. Après tout, n'était-ce pas le présentateur, s'il n'y avait qu'un homme à pouvoir parler en connaissance de cause de l'espace, c'était l'homme de la Lune ! Des parents s'agitaient pour rappeler leurs enfants, les moins bien placés grimpaient sur les sièges, des centaines d'appareils photo furent brandis en même temps. Et quand

il se dirigea vers la tribune d'un pas très dynamique, une onde d'excitation joyeuse parcourut le public. Cet homme était plus qu'un champion, plus qu'un héros, plus qu'un conquérant. C'était comme un revenant. Il avait vu la Lune.

Il portait une veste d'un rouge profond à laquelle était épinglé le sigle d'Apollo, une cravate sidérale aux couleurs et images du cosmos et, à l'annulaire droit, un jonc étrange avec une étoile d'or au creux d'un croissant de lune. C'étaient là accessoires troublants, avouons-le. Là-dessus, il sortit d'une sacoche la figurine désarticulée d'un petit cosmonaute, l'agita devant le micro, et annonça : « Hello ! Je m'appelle Buzz Aldrin. » J'étais interloquée : la combinaison blanche de la photo célèbre n'aurait-elle qu'un clown amateur de gadgets ? Mais mille personnes au moins s'esclaffèrent en même temps. C'est un fait : il savait conquérir son public.

Alors on écouta. Et Aldrin, le scientifique, diplômé de West Point et du MIT, docteur en astronautique et auteur d'une thèse remarquée sur les rendez-vous orbitaux, se lança, avec moult dessins de fusées et de trajectoires, dans l'exposé de ses idées sur la conquête spatiale. Il y fut question de fusées peu coûteuses et réutilisables, de touristes à inclure, pour cause de rentabilité, dans un étage-hôtel, de navettes permanentes entre la Terre et Mars, d'énergies récupérables sur le sol des planètes et de colonies humaines à planifier d'urgence. Un calendrier s'afficha même à l'écran qui proposait un plan jusqu'en 2040.

Là, le doute, carrément, s'installa : était-ce une réunion d'astro-

nomes ou un rendez-vous d'amateurs de science-fiction ? Mais la salle applaudissait, et Buzz Aldrin savourait son triomphe. Il opta finalement pour un ton plus lyrique et, comparant le programme spatial aux pyramides et cathédrales, il conclut sur ce mot : « Que la force soit avec vous ! », réplique fétiche du film *Star Wars*. C'en était trop. Il était temps qu'on parle.

Il le fit volontiers, attentif, amical, nullement rancunier du refus catégorique que nous lui avions opposé, deux mois auparavant, lorsqu'il avait fixé à 5 000 dollars le tarif d'une interview. Et, lorsque je lui mis sous les yeux la photo prise sur la Lune, signe que son passé d'astronaute m'intéressait peut-être plus que son avenir de visionnaire, il eut ce mot étrange : « J'étais naïf alors. » L'image dans la main, il se regardait avec tendresse comme il l'aurait fait devant une vieille photo de son service militaire. « J'étais jeune, perfectionniste et totalement ardeur, intimidé par la signification de la mission, écrasé par son énormité. Il y avait une telle pression ! Le monde entier avait les yeux sur nous. Et je voulais être parfait, plus que parfait. Mais quel fardeau ! Même si la mission s'est formidablement bien passée, ce ne fut, je vous l'assure, ni tranquille ni serein. »

Mais la Lune ? Comment était la Lune ? Sa lumière et ses ombres ? Sa vue sur la planète Terre, toute bleue, au milieu d'un ciel noir ? Et ce silence de mort ? L'impression d'innocence ? Aldrin ne répond pas. Ce n'est pas un poète. « On n'était pas là pour rêver mais pour respecter, dans une durée très courte, un programme très chargé. Pourquoi voudriez-vous que je répète ces platitudes dont les gens ne se lassent pas, du genre : que la Terre est belle avec

une telle distance ! Je n'ai pas pris le temps de la contemplation. Et la Lune, astre mort, est loin d'être un endroit où l'on souhaiterait rester. »

De la combinaison, il accepte de parler. De la visière fermée qui reflète Neil Armstrong et les pieds du module et qui rend la photo si curieusement « impersonnelle ». De la poussière lunaire collée à ses genoux qui fit croire aux observateurs qu'il s'était étalé alors qu'il n'avait fait que heurter l'échelle du Lem. Du drapeau, difficile à planter, et qu'une baguette télescopique permit de maintenir déployé malgré l'absence d'air. Des pierres à ramasser, des expériences à mener. Jamais de sentiments. « Le rêve était sur Terre. Sur la Lune, il n'y avait qu'anticipation et conscience de la charge. » La vie, la mort, le temps, le sort, l'infini, l'univers... Non. Ne l'entraînez pas sur ce terrain-là. Ce serait, assure-t-il, une fausse piste. Ce qu'il a appris de la vie, de son sens, de l'esprit, c'est de ses expériences terrestres qu'il le tient, d'un travail sur lui-même, d'une lutte ultérieure avec certains démons.



juillet 1997 - Pasadena

20 JUILLET 1969

Buzz Aldrin

« Le paysage est austère, désertique. Des cailloux sans couleurs, une poussière très fine dont les grains s'envolent et retombent en jets symétriques et ralentis à chaque pas ; du gris, toute une palette de gris. « Magnifique désolation » a été ma première remarque. Pourtant, la lumière est incroyablement vive en contraste avec le ciel noir. Le Lem est éclatant et la combinaison de Neil ne m'est jamais apparue aussi blanche. « Hé ! Arrête-toi une seconde ! », me dit-il alors que je marche vers le module. M'arrêter... On ne stoppe pas d'un coup tous ses mouvements sur la Lune ! Ma main est encore en mouvement quand il prend le cliché. Pas le temps de poser ! Il faut un peu d'expérience pour adapter sa démarche à la quasi-absence de gravité. J'ai commencé par des petits sauts de kangourous, qui ont fait rigoler toute la Terre, et puis j'ai pu à peu près trouver l'allure, lente, légèrement penchée en avant pour compenser le poids du sac à dos. Sur Terre, si votre torse s'avance trop avant par rapport à vos pieds, votre corps est entraîné et vous chuterez aussitôt. Sur la Lune, un petit mouvement du dos, et hop ! l'ensemble se redresse en douceur. Mais je n'ai guère le loisir de parfaire l'expérience. Et la certitude d'être observé par près de un milliard de spectateurs est une tension extrême. »

Je me permets d'insister. Allons ! pourquoi tout ce mystère ? Pourquoi ne pas tenter de dire avec des mots ce qui l'a fasciné, troublé, choqué, perdu peut-être, dans ce voyage lointain ? Neil Armstrong, commandant de la mission, s'est réfugié dans l'Ohio et ne consent plus à dire mot sur la Lune. Mike Collins, resté dans l'orbite lunaire, n'a eu de cesse que de retrouver l'anonymat. Y a-t-il donc un secret de la Lune ? « Cessez de mythifier ce voyage ! dit Aldrin d'un air las. Nous étions assistés, conseillés, pris en charge. Tout était planifié, contrôlé jusqu'au moindre détail. Les combats aériens que j'ai livrés en Corée étaient autrement plus risqués que de ramener à bon port la fusée. Et jamais bataille ne fut plus désespérée, exigeante, solitaire que celle que j'ai menée plus tard pour me sortir de l'alcool. Ça, c'était un défi bien plus grand que la Lune ! Bien plus satisfaisant aussi ! »

Le retour sur Terre a cabossé Aldrin. Un malaise d'abord, une insatisfaction, une grosse mélancolie, et puis la dépression, l'engrenage, le naufrage, les traitements psychiatriques, l'alcoolisme. L'astronaute a bel et bien craqué. Trop lourd avait été le fardeau. Tout avait conspiré. Il y avait ce regret - jamais entièrement avoué - de n'avoir été que le « deuxième » à poser son pied sur la Lune ; une frustration constante, une pression médiatique infernale, compliquée encore par la rivalité des trois hommes lors de la tournée mondiale qui suivit l'expédition : « Chacun de nous voulait briller, surprendre, prendre l'avantage, c'est humain, cela s'appelle l'ego. » Enfin l'angoisse de l'avenir : « Que faire d'autre, maintenant ? Comment rebondir ? Quel objectif ? Je ne voyais pas d'issue. »

Attention ! insiste bico Aldrin, « mon patrimoine familial et médiatique créait un terrain favorable. La Lune n'a fait qu'accroître une tendance latente ». Il a failli couler. La NASA était perplexe, les confrères d'Aldrin moqueurs ou indifférents. « Il y a quelques années, j'ai tenté de réunir les vingt-quatre astronautes qui symbolisaient l'esprit Apollo et approcher la Lune. Cela n'a pas marché. Nous n'avons plus rien en commun. » Cela ne lui semble pas très important. La richesse du voyage sur la Lune ne résidait ni dans les pierres collectées sur le sol, ni dans les études menées ultérieurement, ni dans l'expérience personnelle vécue par les astronautes. La richesse, dit Aldrin, ce fut une petite valeur ajoutée à la vie de tous ceux qui, sur Terre, vibrent à l'événement. « Tous ceux que je rencontre n'ont de cesse de me raconter où ils étaient, ce qu'ils faisaient à ce moment-là. Cela les lie à l'événement qui est devenu le leur, et magnifie leur vie. J'y ai beaucoup réfléchi. Cette convergence et ce partage donnent au voyage une valeur spirituelle. »

Un cri a retenti, suivi d'un tonnerre d'applaudissements. Mars venait d'apparaître sur les écrans du salon où nous nous tenions à l'écart. Des scientifiques s'embrassaient, le champagne coulait dans les coupes. Aldrin refusa poliment celle qu'on lui tendait. « Il faut que l'homme aille sur Mars, dit-il avec conviction. Il faut qu'il continue d'explorer l'univers. C'est la vocation de l'espèce. Et sa responsabilité. L'homme tôt ou tard se dispersera dans l'univers. Et la Terre restera le lieu de la Genèse. Là où tout a commencé. »

Amick Cojean

PROCHAIN ARTICLE
Le Maestro
et le Mur

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un pari risqué

EN renonçant, finalement, à abroger les lois Pasqua et Debré sur l'immigration, Lionel Jospin abandonne l'une des promesses du Parti socialiste à laquelle une grande partie du peuple de gauche reste très attachée. « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré », affirmait en effet le programme du PS avant les élections législatives.

Le choix du gouvernement de s'appuyer sur l'habile démarche de deux députés de Patrick Weil pour, finalement, amender par la loi un dispositif hérité de la droite est à la fois cohérent et risqué. Cohérent parce que, s'il dément ainsi l'un des engagements de son camp, le premier ministre n'en reste pas moins fidèle à ses convictions personnelles sur ce dossier. Risqué parce que, en pensant ainsi priver la droite d'un affrontement idéologique sur un terrain très symbolique, il fait un pari qui décevra une partie de ses soutiens, sans calmer les ardeurs des ailes les plus extrémistes de l'ancienne majorité.

Un an après les incidents de l'église Saint-Bernard et alors qu'une population jeune et de toutes les couleurs a envahi la capitale, M. Jospin n'a donc, sur cette question difficile, en faveur d'une démarche progressive et consensuelle. Attaché au droit du sol tout autant que les siens, il a toujours affiché une attitude particulière, très personnelle, sur ce problème. Pendant qu'à l'initiative des cinéastes la « gauche morale » se mobilisait, au printemps dernier, dans les rues de Paris pour demander une abrogation des lois Pasqua-Debré, ce-

lui qui était alors le premier secrétaire du PS restait éloigné de la capitale et de ses manifestations.

Sachant la complexité du dossier et la confusion dans l'opinion, la préoccupation de M. Jospin a toujours été, quand il dirigeait l'opposition, de concilier la fidélité aux valeurs de la gauche (ouverture aux autres, le respect de la personne humaine, le son de la justice sociale...) et le refus du laxisme, notamment à l'égard de l'immigration clandestine. Sa crainte est qu'en s'enfermant dans la proclamation morale de principes par trop radicaux la gauche ne se coupe de son assise sociale.

C'est cette même approche que met en œuvre le premier ministre qu'il est devenu. Plutôt que d'abroger des lois pourtant symboles d'une attitude ayant parfois frisé la xénophobie et ébranlé le principe républicain du droit du sol, M. Jospin proposera de les amender. Cette prudente stratégie sera-t-elle suffisamment puissante pour infléchir réellement la logique d'une législation essentiellement et inutilement répressive ?

Il faudra certes juger sur pièces, quand les projets de loi seront rendus publics. Mais l'un peut parier qu'une partie de la droite, aiguillonnée par l'extrême droite, ne renoncera pas à faire de l'immigration un enjeu partisan. Et l'on peut être assuré, d'ores et déjà, que le gouvernement devra faire face à une contestation sur sa gauche, venue de ce monde associatif dont la mobilisation ne fut pas pour rien dans la victoire électorale de M. Jospin.

Changer la démocratie

par Marie-Christine Blandin

CHÔMAGE, logement, intégration, pollution, déficits... Ils sont lourds de douleur les enjeux sur lesquels le gouvernement Jospin a une obligation de réussite. La clef se trouve du côté d'un faire « avec » le peuple et non d'un faire « pour » un peuple qui resterait orphelin d'informations justes, d'écoute, de dialogue, de débouchés pour ses aspirations, de contacts et d'estime de ses élus, de lisibilité de leur action.

Aujourd'hui, des frustrés haineux se vengent de cette situation en distillant dans l'ombre des isolats le venin d'un vote Front national. La République française s'éloigne de ses principes démocratiques en s'accommodant d'exceptions culturelles peu enviables : rareté des femmes élues, montée du vote fasciste, notabilisation des élus, toutes particularités favorisées par les règles d'un scrutin obsolète, tolérant les cumuls et reléguant la proportionnelle, pourtant largement pratiquée sans dommage par nos voisins européens, au rang d'espèce non protégée.

Comme il y a quelques mois à droite, il se trouve même aujourd'hui, au Parti socialiste, des leaders pour réclamer l'abolition de la proportionnelle dans les régions et l'instauration d'une prime majoritaire, comme pour les maires. Sur le papier, les arguments semblent tenir : tout le monde est représenté et l'exécutif est maître incontesté du pilotage de l'institution. Dans les faits, on voit comment, dans les conseils municipaux, l'opposition est réduite à la figure, et le débat à la superposition de monologues.

Plus gravement, les « affaires » montrent comment ces « règles démocratiques » ont laissé sévir carriéristes et clientélismes dont les agissements au service d'intérêts personnels ont détourné les élec-

teurs du politique, on voit aussi comment nos institutions ont pu être chausées en l'état par des fascistes qui y agissent sans entrave. Les outils simples d'une démocratie revitalisée : proportionnelle, mandat unique, statut de l'élu, peuvent être les leviers déterminants de la confiance, de la réussite du gouvernement Jospin, du changement d'avenir.

La proportionnelle est le mode de scrutin le plus fidèle à la diversité des opinions : chaque électeur se sent représenté et reconnaît ainsi la légitimité d'assemblées qui décident alors par des débats réels et transparents, de l'orientation des politiques publiques et de la part des contributions fiscales à leur affecter.

On a parlé de blocage parce qu'en cinq ans, quatre votes budgétaires sur cent trente ont avorté dans deux régions (Haute-Normandie et Ile-de-France) sur vingt-six. Un simple décret autorisant la modification des règlements intérieurs pour le vote des budgets permettrait d'éviter cet écueil quand la majorité des refus devient une majorité de nuisance.

Seconde amélioration nécessaire : le mandat unique. Les élus ne sont pas crédibles lorsqu'ils « vendent » au peuple le partage de l'emploi, bien assis dans plusieurs sièges dont leurs agendas téléphoniques ne leur permettent pas d'assumer correctement les mandats. Ils gèrent ainsi des centaines, voire des milliers d'activités, dont certaines fort bien rémunérées.

En attendant de disposer des données concernant la nouvelle Assemblée nationale, on peut citer, à titre d'exemple, les chiffres du Sénat : sur 321 sénateurs, 167 sont aussi conseillers généraux, 103 maires, 112 conseillers municipaux ou adjoints, 39 conseillers régionaux. La liste serait encore plus

longue si l'on comptait également des présidences de SIVU, STVOM, districts, communautés urbaines, sociétés d'économie mixte, hôpitaux, clubs sportifs et autres structures parapubliques à vocation sociale, culturelle, touristique ou économique, pour ne citer que leurs thèmes les plus fréquents.

Il y a là un formidable gisement de renouvellement de la vie politique. Quelle bouffée d'oxygène dans les partis politiques, quel regard neuf sur les priorités permettrait l'élection de jeunes, de femmes, de smicards, de chômeurs !

Nous ne vivons pas une crise, mais un bouleversement de civilisation. Dans le contexte dramatique où nous nous trouvons, la réconciliation des citoyens avec la politique n'est pas un supplément d'âme qui peut être repoussé à plus tard. Tout bouge : les distances, les vitesses, les ressources naturelles, énergétiques, alimentaires, le rôle de l'argent comme du virtuel, la place du travail. Nous n'affrontons pas la lourde mutation qui est à l'œuvre en conceptualisant, au mieux le changement, au pire les panséismes, dans des bureaux, des cabinets ministériels, des cénacles d'experts, encore moins dans des assemblées encombrées de cumulards non disponibles.

La conférence sur l'emploi et les salaires prévue fin septembre sera l'un des moments les plus attendus de la vie politique et sociale de la rentrée. Que donnera-t-elle si elle fait appel exclusivement à des partenaires limités au monde du travail (patrons et syndicats) quand c'est d'exclusion qu'il s'agit et que les associations de chômeurs et de « sans droits » ont tant de propositions pertinentes à faire valoir ? Que sera-t-elle si elle ne se décentralise pas pour se nourrir du local grâce au travail des élus ? Mais pour travailler sur le terrain,

il faut des élus capables de donner du temps et de l'intelligence à l'animation du débat : des élus dont la stratégie soit exclusivement tendue vers l'intérêt général, et non vers le premier mandat cumulable à portée de campagne électorale. La démocratie du XXI^e siècle sera participative ou ne sera pas. Cela implique pour les élus de l'imagination, du travail, de la présence, devant les dossiers comme aux côtés des gens.

Le mandat unique permettrait à un citoyen qui veut s'initier à la vie publique, aux dossiers, à la parole, au débat, de brigrer un « petit mandat local ». Ce serait précieux. Quant à ceux qui défendent le droit à un petit cumul local « pour garder contact avec le terrain », ils pourraient s'imprégner à loisir du quotidien de tous, en ayant les pratiques banales et instructives de chacun : les courses, la conduite des enfants, le ménage, une visite aux Assedic ou en préfecture avec un sans-papier.

Encore faut-il, pour atteindre cet objectif, structurer un véritable statut de l'élu, avec des droits sociaux, et des possibilités réelles de retour à une activité plus classique. Lionel Jospin n'a pas droit à l'erreur. Pour réussir, renouer la démocratie est une urgence.

Si le balancier de l'alternance devait se remettre en branle, le risque est grand que, pour l'emporter, la droite pèse de toutes ses forces, jusqu'au Front national, quelques centristes servant de cache-sexe. Souvenons-nous cependant que chaque fois que les fascistes se rendent utiles dans le jeu des votes, la démocratie devient vite un manichéisme qu'ils écrasent rapidement.

Marie-Christine Blandin est présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais.

L'honneur de la radio publique

par Olivier Nanteau

SOUS le titre « L'honneur de la radio », Ivan Leval exprime, dans une tribune dans le *Monde* du 8 août, son inquiétude sur l'évolution de France-Inter, et intervient publiquement : une « menace » planerait sur la chaîne qu'il a codirigé sept années durant. L'ex-directeur fustige les intentions de ceux qui ont la charge de lui succéder. Décidément, hier, c'était mieux qu'aujourd'hui !

Il appartiendra aux fidèles de France-Inter, et à eux seuls, d'apprécier des orientations dont rien de concret ne permet aujourd'hui de penser qu'elles seraient en contradiction avec l'option citoyenne et généraliste qui, depuis longtemps, prévaut. Parions que nous retrouverons à la rentrée les « Courcelles, Meyer, Puoli, Ardisson, Le Marc, Patricia Martin et Alain Rey », aux côtés des Kriss, Foulquier, Lenoir, Mermet, Lodéon,

« pour ne citer que ceux-là », fidèles à la même mission : convier les auditeurs à écouter la différence !

Un point du plaidoyer d'Ivan Leval en particulier me surprend, et il me semble utile d'apporter quelques informations complémentaires : 7 % seulement des moins de vingt-cinq ans se portent quotidiennement à l'écoute des radios du groupe Radio-France ; l'âge des auditeurs de France-Inter n'a cessé d'augmenter depuis dix ans, et les autres radios généralistes ne chassent pas à cette spirale ; du coup, trois radios commerciales bénéficient d'un quasi-monopole de fait sur l'audience des moins de vingt-cinq ans.

Le service public de la radiodiffusion peut-il, doit-il, rester incertains devant une telle situation ? N'est-ce pas son « honneur » d'estimer que cela fait bien partie de sa mission que de s'adresser à la jeunesse ? Est-il inimaginable qu'à Radio-

France on trouve le ton juste, « un tantinet libertaire », pour créer un lieu de « libre circulation des idées et des sons », pour tisser un lien avec la génération qui incarne l'avenir et que les radios traditionnelles n'ont pas su séduire ?

« La mode, on le sait, est aux radios thématiques, musicales, unidimensionnelles et cibées (...). Mais faut-il céder et terminer le siècle dans la fureur atomistique qui a accompagné la libération des ondes au début des années 80 ? Faut-il aujourd'hui encore inventer des radios pour les jeunes, pour les vieux, pour les Auvergnats, les ménagères, les gays ? », interroge le polémiste. A cette question, une équipe de quarante personnes apporte sa réponse depuis le 17 juin en produisant le programme du *Mouv'*, diffusé sur dix-sept sites qui constituent l'embryon d'un réseau à vocation nationale. La ministre de la culture et de la communication et

le CSA ont jugé qu'on devait leur donner une chance. Fin septembre, un premier bilan doit permettre d'évaluer leur travail, leur pertinence, leur talent et... leur enthousiasme.

Plus généralement, faut-il balayer d'un revers de manche les radios thématiques, les radios de proximité, celles qui s'adressent à des communautés : Urgences, Radio-Bleue, les locales de Radio-France et, bien sûr, France-Info ? Leurs succès, d'estime ou d'audience, montrent à l'évidence que ces programmes répondent à une réelle attente, qu'ils forment, eux aussi, l'honneur de la radio, et celui des salariés de Radio-France. Honneur dont personne ne saurait s'arroger le monopole.

Olivier Nanteau est directeur du *Mouv'*, la station de Radio-France destinée aux jeunes.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La mort d'Ettore Bugatti

LA MORT du constructeur Ettore Bugatti, survenue hier après-midi à Paris, n'affecte pas seulement l'industrie automobile française, à laquelle son nom restera attaché. Elle sonne également le glas d'une époque, de cet après-guerre de 1918 à 1939 dont personne ne se doutait alors qu'il n'était qu'un armistice de vingt ans !

Oui, le capot en fer à cheval des Bugatti symbolisera peut-être un jour le charme insouciant des années 30, comme une commode de Boule inrustée de nacre et de cuivre la douceur de vivre de nos pères sous la régence de Philippe d'Orléans. La vie elle-même de Bugatti, né à Milan en 1881, devait être le triomphe de l'opiniâtreté. Quelle volonté ne fallait-il pas pour faire du petit mécano, qui, en 1893, à dix-sept ans, assemblait patiemment une à une les pièces de sa

première quatre-cylindres, le constructeur célèbre collectionnant coupes et championnats sur les pistes de l'ancien et du Nouveau Monde !

A-t-on oublié qu'il établit aussi pendant la première guerre mondiale, pour le compte de l'aviation française, un appareil à moteur de seize cylindres pouvant recevoir un canon de 37 ? Et qu'il présenta voilà quelque quinze ans aux chemins de fer français la première automotrice sur rail ?

Son nom était tombé dans le domaine public. On disait « ma Bugatti » comme « ma bicyclette » ou « ma stylo ». Le public se doutait-il que ce créateur de bolides avait un faible pour le plus archaïque des moyens de locomotion, et que, ganté de daim, en culotte claire, Ettore Bugatti montait fréquemment à cheval ?

(23 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'Algérie en voie de normalisation

Suite de la première page

Certes, les affrontements armés sont plus nombreux qu'Alger ne veut l'admettre et les pertes non négligeables dans les rangs des forces armées. Cela ne remet pas en question l'issue militaire du conflit.

Du point de vue politique, aussi, la normalisation est en bonne voie. Tout à son souci de faire oublier l'interruption du processus électoral de 1991 – marqué par la victoire du FIS –, le pouvoir militaire n'a eu de cesse depuis de bâtir « un nouvel ordre démocratique ». Election d'un président de la République et d'une Chambre des députés au suffrage direct, modification radicale de la Constitution, élections locales à l'autonomie prochaine : les institutions actuelles n'ont plus rien à voir avec les précédentes.

Tout cet édifice a été construit avec, pour objectif, de concentrer l'essentiel des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat, Liamine Zeroual. C'est aujourd'hui chose faite. Consolidé à l'intérieur à défaut d'être populaire, le régime

pouvait dans ces conditions s'offrir le luxe d'élargir quelques responsabilités islamistes. Le geste à le mérite d'améliorer à bon compte l'image de marque d'Alger à l'étranger.

L'opposition légale, essentiellement représentée par le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Alt Ahmed, n'a pu empêcher le pouvoir de manœuvrer à sa guise. En acceptant de participer aux élections législatives de juin pour ne pas disparaître de la scène politique, le FFS savait qu'il allait cautionner un scrutin probablement manipulé et, partant, le régime qui l'avait organisé. C'est ce qui s'est produit. Arrivé en deuxième position en 1991, le FFS a été rétrogradé à la cinquième place aux dernières législatives.

C'est maintenant au tour de l'ex-FIS de rentrer dans le rang. Combattu depuis cinq ans par le pouvoir, miné par des querelles internes, ses dirigeants et des milliers de ses membres liquidés, exilés ou jetés en prison, le parti d'Abassi Madani a perdu de sa superbe. Et il a beaucoup appris. La victoire électorale qui lui a été volée par l'armée en 1991, il ne la revendique plus. Elle a été passée par pertes et profits – comme le sigle du parti. La libération du numéro deux du Front (si tant est qu'il soit encore en vie), Ali Benhadj, présenté comme le « Savonarole du FIS », n'est plus un préalable à des négocia-

tiens avec le pouvoir – celle des milliers de militants qui croulent dans les geôles algériennes non plus. « Si Benhadj était libéré aujourd'hui, il ne serait pas en sécurité. On pourrait l'assassiner », affirme un responsable islamiste en exil. « Et si on relâche nos camarades du jour au lendemain, on court le risque de les voir rejoindre tout de suite les maquis », ajoute-t-il.

L'OPTION DU LIBÉRALISME

A l'image des autres grands mouvements islamiques du monde arabe, l'ex-FIS réclame désormais la violence armée. La paix civile revenue (elle passe, disent-ils, par une amnistie générale), les responsables de l'ex-Front souhaitent créer un parti politique et défendre devant les électeurs « un islam aux valeurs algériennes, démocratique et social », selon l'expression de l'un d'entre eux. Le terrain est-il plus ou moins occupé par un autre islamiste allié du régime (Mahfoud Nahmah et son Mouvement social pour la paix) ? C'est une usurpation temporaire, rétorquent-ils. Les proches de M. Madani sont convaincus de pouvoir récupérer sans grand peine le tiers de l'électorat. Ils ont sans doute raison.

La mise en œuvre de ce scénario rose reste suspendue au bon vouloir du pouvoir. La libération d'Abassi Madani n'a pu se faire sans l'aval du chef de l'Etat. Mais,

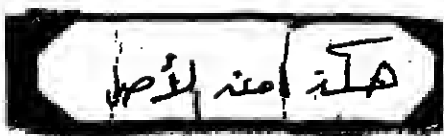
face à ses pairs de l'armée, de quelle marge de manœuvre dispose Liamine Zeroual ? La nomination (non officielle) à la tête de la gendarmerie – un corps très important – d'un de ses proches, le général Tayeb Derradjil, présenté comme un homme de dialogue, de préférence à « un éradicateur », conjuguée à d'autres menus indices, alimente bien des rumeurs.

Incarnation naïve d'un modèle de développement socialiste, l'Algérie a vécu sa chute. Les caisses de l'Etat, incapables de rembourser sa dette extérieure, sont vides ; le pays a été contraint en 1994 de faire appel au Fonds monétaire international (FMI) et d'opter pour le libéralisme. Aujourd'hui, l'heure des privatisations a sonné. Dans un pays où près d'un tiers de la population est sans travail, où le secteur privé est embryonnaire, la liquidation attendue de centaines d'entreprises publiques est lourde de menaces.

Comme le fait observer le chercheur Benjamin Stora, le pouvoir algérien pourrait être tenté d'utiliser le rejet du FIS et d'en faire « une police sociale » pour faire passer les restructurations industrielles à venir. L'idée a sûrement été évoquée au sein du pouvoir, qui a fait preuve jusqu'à présent d'une habileté tactique remarquable.

Jean-Pierre Tuquart

الجزيرة



ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997

FUSION British Telecom et MCI ont annoncé vendredi 22 août être parvenus à un accord sur de nouvelles conditions de leur rapprochement. BT qui détient déjà 20 % du

groupe américain, va payer le reste des titres 17 milliards de dollars, soit environ 10 % de moins que prévu initialement. ● L'OPÉRATEUR américain avait annoncé au dé-

but juillet qu'il prévoyait pour 1997 des pertes de 800 millions de dollars. ● CETTE RÉVÉLATION avait provoqué des doutes sur la réalisation du projet de fusion conclu en no-

vembre 1996. ● LA CONFIRMATION jeudi par les deux groupes d'une renégociation de leur rapprochement a provoqué une chute du titre MCI à Wall Street de 14 %, à 31 dollars, et

une vive remontée du titre BT de 7,6 % à Londres, à 412 pence. Vendredi matin le cours de BT grimpeait à nouveau à 440 pence, soit une nouvelle hausse de 6,8 %.

British Telecom et MCI modifient les termes de leur rapprochement

L'opérateur britannique va payer 10 % moins cher l'acquisition de son allié américain, qui avait annoncé des pertes inattendues début juillet. La fusion débouche sur la première entreprise transnationale dans ce secteur

CONCERT, le futur numéro quatre mondial des télécommunications créé par la fusion de British Telecom (BT) et de l'opérateur américain MCI, va bien le jour avant la fin de l'année 1997, a assuré le groupe britannique, vendredi 22 août. Il a ainsi balayé les pronostics les plus pessimistes qui n'excluaient plus une rupture de ce mariage, annoncé en novembre 1996, et dont la célébration était prévue pour cet automne.

L'annonce, par MCI, de prévisions de résultats plus manvales que prévu, le mois dernier, avait mis le feu aux poudres, en provoquant une vague de protestations de la part des actionnaires de BT. En 1997, le groupe américain s'attend à une perte de 800 millions de dollars (environ 5 milliards de francs), et ses résultats pourraient continuer à plonger en 1998, en raison de l'ampleur des investissements qu'il est amené à consentir pour prendre place sur le marché américain des communications lo-

cales. A l'issue d'un accord négocié par les directions des deux groupes, BT ne paiera finalement que 17 milliards de dollars (environ 115 milliards de francs) pour racheter les 80 % de MCI qu'il ne détient pas encore, au lieu de déboursier plus de 20 milliards de dollars. Le groupe britannique avait acquis une participation de 20 % dans le groupe américain, au prix de 4 milliards de dollars, en 1993.

La tenue de ce compromis a été rendue publique vendredi, avant l'ouverture de la Bourse. Mais sa conclusion repose tout de même la mise en œuvre effective de la fusion de BT et de MCI, puisque ces nouvelles conditions doivent d'abord être approuvées par les conseils d'administration des deux groupes. Ce qui laisse planer un doute, aussi léger soit-il, sur l'issue du rapprochement. Car certains actionnaires de MCI étaient partisans de l'abandonner plutôt que d'accepter des condi-

tions moins avantageuses, tandis que des actionnaires de BT revendiquaient une réduction du prix de plus de 20 %.

Dans la course aux alliances que se livrent les grands opérateurs mondiaux de télécommunications, alors que la déréglementation commence à toucher la plupart de leurs marchés, le tandem constitué par BT et MCI semblait jusqu'à avoir pris une sérieuse longueur d'avance sur ses rivaux. Il était le seul à avoir réussi à avoir brisé le cadre purement national qui pèse encore sur le métier des télécommunications.

NTT, le japonais qui occupe la première place mondiale par sa taille, reste paralysé, pour quelques mois encore, par une législation japonaise très restrictive. ATT, l'américain qui le talonne, ne parvient pas à constituer autour de lui un réseau aussi brillant qu'il le souhaite : l'espagnol Telefonica, qui s'était initialement rangé à ses côtés, lui a fait faux bond cet été

pour rallier l'équipe BT-MCI. Quant au trio constitué par France Télécom, l'américain Sprint et l'allemand Deutsche Telekom - le numéro trois mondial - il ne peut se permettre d'avancer très vite, en raison des incertitudes qui planent sur le statut du partenaire français, la privatisation de France Télé-

com, prévue en juillet, a été suspendue à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Leur coopération se limite pour l'instant à la création d'une filiale commune pour servir la clientèle des entreprises multinationales, tandis que l'alliance anglo-américaine devrait donner naissance au premier opérateur

réellement international. Dès sa création, réaffirme le communiqué publié vendredi par BT, Concert pourra revendiquer un chiffre d'affaires de 43 milliards de dollars (266 milliards de francs) et 43 millions de clients dans 70 pays différents. Mais l'été tumultueux des fiançailles du groupe britannique et de MCI laissera un goût amer à ceux qui se préoccupent davantage de dividendes que de grandes déclarations stratégiques. D'autant que les cahottes de MCI sur la nature de ses résultats - y compris à l'égard des autorités boursières américaines - ont fortement déçu dans la communauté financière.

Avec cet épisode se termine peut-être la grande euphorie dans laquelle avait commencé la mondialisation du marché des télécommunications. Pour MCI, comme pour d'autres, ses bénéfices sont repoussés à plus tard.

Anne-Marie Rocco

Le plongeon du scooter des mers

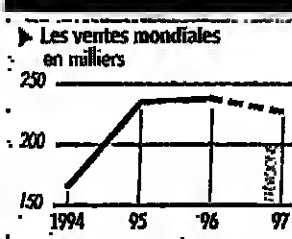
LA MOTOMARINE, appellation officielle du scooter des mers, a-t-elle d'ores et déjà connu son apogée ? C'est ce que laisse penser l'annonce faite le mardi 20 août par le constructeur canadien Bombardier de licencier environ 200 salariés administratifs et de mettre au chômage technique 850 salariés affectés à la production du « Sea-Doo », qui domine le marché mondial. Ceux-ci vont continuer à travailler jusqu'en novembre pour produire le motoneige « Ski-Doo », puis resteront sans affectation jusqu'en mars ou mai 1998, date à laquelle ils reprendront la fabrication du motoneige.

Avant de produire de nouveau « Sea-Doo », le constructeur canadien entend écouler son stock de 400 000 machines qui attendent de trouver preneur et qui constituent environ la moitié de sa production annuelle.

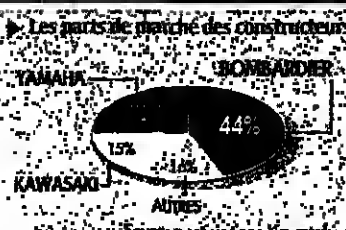
« Nous pensions que la stagnation du marché en 1996 s'expliquait par le mauvais temps et que 1997 serait l'occasion d'un nouveau départ, cela n'a pas été le cas. Le marché arrive sans doute à saturation », estime Michel Lord, vice-président communication et relations publiques du groupe canadien.

« Nous avions prévu une augmentation des ventes d'environ 6 %, ce ne sera manifestement pas le cas. 1997 s'annonce comme une

Un marché désormais stagnant



Après huit années d'expansion, les ventes de motomarine semblent souffrir de leur mauvaise image auprès du public.



mauvaise année», confirme un responsable de Kawasaki France.

De 1988 - année où Bombardier allait détrôner les japonais en lançant le premier scooter des mers que l'on conduisait assis - à 1995, la hausse des ventes a été constante. Mais, en 1996, premier coup de frein à la croissance. Selon les estimations de Kawasaki, il s'est vendu l'an dernier 238 000 motomarine dans le monde (3 000 de plus seulement qu'en 1995) dont 202 000 sur le continent nord-américain (200 000 en 1995). Les autres marchés sont secondaires. Selon Kawasaki, il se serait vendu dans le reste du monde 36 000 motomarine en 1996 (35 000 en 1995) dont 8 700 en Europe. L'Hexagone ne constitue qu'un marché marginal. Il se vendrait en France environ 2 300 scooters des mers.

La décision de Bombardier s'explique par une baisse de ses ventes aux États-Unis d'environ 10 %, en mai et juin dernier, selon M. Lord.

Outre la « saturation » éventuelle du marché pour un produit dont le coût varie entre 40 000 et 60 000 francs français, M. Lord reconnaît que la motomarine n'a pas bonne presse. « Il y a le problème du bruit que posent les motomarine qui circulent sur les lacs américains et la publicité faite autour de quelques accidents. »

Si Bombardier refuse de communiquer le chiffre d'affaires et le résultat de son activité motomarine, le secteur « produits de consommation motorisés », qui inclut les motoneiges, réalise un chiffre d'affaires de 1,86 milliard de dollars canadiens (environ 8,25 milliards de francs français), sur un total de 7,98 milliards de dollars canadiens (environ 34,6 milliards de francs français).

Frédéric Lemaître

La Bundesbank maintient ses taux mais entretient la suspense

COMME PRÉVU (Le Monde daté 21 août), le conseil de la Bundesbank, qui effectuait sa rentrée après un mois de vacances, a choisi jeudi 21 août de ne pas modifier sa politique monétaire. Il a laissé inchangés, à respectivement 2,5 % et 4,5 %, son taux d'escompte et son taux Lombard. Il a aussi reconduit, à 3 %, le niveau de ses prises en pension (REPO), qui constitue son troisième taux directeur et le principal outil de refinancement des banques allemandes auprès de l'institut d'émission.

Les analystes s'attendaient à un tel statu quo monétaire. Pour au moins deux raisons. La première tenait au repli du dollar observé depuis dix jours. Le billet vert, qui était monté vendredi 8 août jusqu'à 1,89 mark et 6,38 francs, était retombé jeudi matin à 1,85 mark et 6,24 francs. Le reflux de la monnaie américaine - et le renforcement parallèle du deutschemark - rendait moins utile une hausse des taux directeurs allemands.

Au cours des dernières semaines, plusieurs hauts responsables de la Bundesbank avaient mis en garde les marchés contre la dépréciation

de la monnaie allemande. Ils s'étaient notamment inquiétés des risques inflationnistes qu'on tel mouvement présentait pour l'Allemagne. Dans son rapport mensuel, publié mercredi 13 août, la banque centrale avait noté : « On ne peut ignorer qu'il y a eu une hausse plus importante des prix à la consommation ces derniers mois. La Bundesbank orientera sa politique de manière à maintenir la stabilité des prix. » Le rythme de hausse des prix à la consommation en Allemagne s'est établi à 1,9 % sur un an en juillet, contre 1,4 % en avril. Autre inquiétude : les prix à l'importation sur les douze derniers mois affichent une hausse de 4,2 %, le niveau le plus élevé depuis huit ans.

En dehors du repli du dollar, un autre élément justifiait l'optimisme des experts. La Bundesbank avait annoncé, mardi 19 août, que la croissance de la masse monétaire avait fortement décéléré au mois de juillet. L'agrégat de monnaie M3 a progressé de 5,7 %, en rythme annuel, après 6,4 % en juin.

UN MOT D'INQUIÉTUDE

Si elle a opté jeudi pour le statu quo, la Bundesbank a toutefois indiqué qu'elle entendait rester vigilante, en maintenant pour une semaine seulement, au lieu de deux traditionnellement, le niveau du REPO. Cette mesure technique signifie qu'elle se tient prête, dès la semaine prochaine, à resserrer sa politique si le dollar venait à reprendre son ascension. Le suspense entretenu par la Bundesbank sur l'attitude qu'elle adoptera prochainement constitue un motif d'inquiétude dans les autres pays européens, notamment en France. Certains craignent, comme Valéry Giscard d'Estaing, que la Banque de France soit tentée d'imiter la Bundesbank pour ne pas risquer d'affaiblir le franc. L'éventualité d'une hausse des taux en Allemagne toucherait aussi les opérateurs de marchés.

La Bourse de Paris a terminé la séance de jeudi en baisse de 0,74 %, tandis qu'Amsterdam reculait de 0,98 % et Milan de 1,24 %. Les incertitudes monétaires allemandes ont aussi touché Wall Street, qui a perdu 127,28 points (1,59 %), à 7 893,95 points.

La Bourse de New York a par ailleurs été touchée par la publication du compte rendu de la réunion du mois de juillet du comité de la Réserve fédérale américaine (Fed). Les membres de la banque centrale avaient alors relevé que, en l'absence de signe de fléchissement de l'activité, « un resserrement de la politique monétaire sera probablement nécessaire dans un avenir relativement proche ».

Alain Franco

Pierre-Antoine Delhommeau

ABN Amro veut se renforcer en France et se porte candidate au rachat du CIC

AMSTERDAM

de notre correspondant

Après Eureka candidat au rachat du GAN (Le Monde du 22 juillet), ABN Amro l'est pour le CIC. Le PDG de la première banque néerlandaise a reconnu, jeudi 21 août, que la privatisation sans doute séparée du GAN et de sa filiale bancaire CIC renouvellerait son intérêt. « Nous avions étudié l'an dernier le CIC comme beaucoup d'autres banques en France sans que cela ait débouché sur quoi que ce soit. Mais la situation a changé. Le GAN et le CIC ne sont plus privatisés en un bloc. Cela crée de nouvelles possibilités. Nous ouvrons le dossier. » Sans tenir compte du prix, qui est loin d'être arrêté, et alors que l'on ne connaît pas les conditions posées par le gouvernement français, une chose est d'ores et déjà certaine : l'acquisition du CIC permettrait à la banque néerlandaise d'accomplir un pas en avant dans sa stratégie européenne.

Celle-ci est en plein bouleversement. Tout comme ING, l'autre mastodonte de la finance aux Pays-Bas, ABN Amro avait cherché, lors de sa création en

1991, à s'établir sur un deuxième marché national afin d'échapper à l'étrémité de son marché intérieur. Changement de programme en 1995. Confrontée à la difficulté de gagner de l'argent en Europe occidentale et constatant la forte croissance de la praticabilité dans d'autres zones, ABN Amro se tourne vers les États-Unis et les pays émergents, explique-t-on à la banque. En France, elle poursuit toutefois une politique opportuniste d'acquisitions dans des niches : la banque d'affaires, l'intermédiation, la banque commerciale. ABN Amro se targue aujourd'hui d'être la première banque étrangère en France.

UNE VISION POSITIVE

En Europe, la monnaie unique va bouleverser le marché. « Les géants d'un petit pays ont beau offrir 40 % de parts de marché chez eux, dans un marché en euro, s'ils ne comptent que pour 3 ou 4 %, ils sont rétrogradés au statut de banque régionale en Europe. » Voilà pourquoi l'Europe est rentrée en grâce au siège de la banque. Trois pays sont potentiellement intéressés : la Grande-Bretagne, l'Allemagne

et la France. Mais « nous sommes convaincus que la rentabilité du marché britannique va décroître, du fait entre autres de la baisse des marges d'intermédiation », indique-t-on dans le groupe, alors que Jan Kalfj lui-même a nié jeudi tout intérêt pour National Westminster et pour Commercial Union. « Vous pouvez en déduire que nous ne procéderons à aucune acquisition dans l'assurance », a-t-il ajouté, conformément à la volonté du groupe de ne pas se transformer en bancassurance. Le PDG a aussi « à peu près exclu toute éventualité » d'acquisition outre-Rhin : « C'est un pays difficile pour les banques étrangères. Nous n'étudions aucun dossier, pas même Commerzbank », a-t-il précisé, en annonçant un bénéfice net au premier semestre en hausse de 20 %, à 2 milliards de florins.

A contrario, la France a des avantages : des banques sont à vendre, les établissements se remettent de la crise de l'immobilier et la baisse des marges a atteint son plaancher, analyse le groupe : « Nous avons une vision positive du futur en France. »

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du vendredi 22 août en net repli. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 2,65 %, pour s'inscrire à 18 650,17 points en clôture.

■ LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, vendredi matin, lors des premières transactions sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,8325 mark et 6,1750 francs.

■ L'OR a ouvert en hausse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'onca s'échangeait à 323,20-323,50 dollars, contre 321,25-321,55 dollars jeudi en clôture.

■ LES COURS du pétrole se sont repliés, jeudi 21 août, à New York. Le prix du baril de brut light sweet crude, livraison octobre, a perdu 55 centimes, à 19,66 dollars.

■ WALL STREET a cédé du terrain, jeudi. L'indice Dow Jones des principales valeurs a terminé la séance en baisse de 127,98 points (-1,59 %), à 7 893,25 points.

LES PLACES BOURSIÈRES

Baisse sensible à Paris

LA BOURSE de Paris était orientée à la baisse, vendredi 22 août, en fin de matinée. A douze heures, l'indice CAC 40 cédait 1,10 %, à 2 924,62 points. Il avait ouvert en repli de 1,08 %. Les actions françaises étaient pénalisées par le recul de Wall Street, la veille, par les tensions sur les taux d'intérêt et par le recul du dollar. Le billet vert s'échangeait à 1,8210 mark et 6,14 francs. Le marché obligataire s'inscrivait en baisse, avec un contrat notional du Matif en repli de 50 centimes.

Le marché était modérément actif, avec 2,6 milliards de francs échangés sur le règlement mensuel. Parmi les plus fortes hausses, Skis Russignol gagnait 4,5 % et Thomson-CSF 3,1 %. Du côté des baisses, Chargeurs abandonnait 6,1 %.

Jeudi, la Bourse de Paris avait cédé du terrain après deux séances de hausse significative. En hausse de 0,29 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 s'était rapidement orienté à la baisse pour finir sur une perte

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



de 0,74 %, à 2 957,23 points. La Bundesbank avait laissé ses taux d'intérêt inchangés à l'issue de la réunion de son conseil central. Mais elle n'avait reconduit que

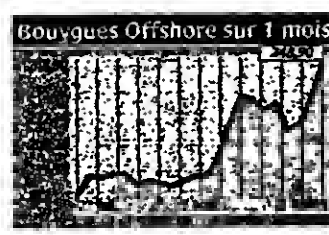
pour une semaine le niveau de ses prises en pension. Les incertitudes monétaires en Allemagne mettent les marchés sous pression, entament les analystes.

Bouygues Offshore, valeur du jour

APRÈS avoir gagné 5,27 % mercredi 20 août, Bouygues Offshore, filiale de Bouygues qui fabrique des plates-formes pétrolières, s'est placée en tête des valeurs du règlement mensuel avec une hausse de 8,5 %, à 248,90 francs, dans un volume de 65 000 pièces échangées.

Ce mouvement est consécutif à un article paru dans le New York Times, estimant que la filiale de Bouygues, qui est cotée à New York, pourrait bénéficier de la re-

cherche à travers le monde de nouveaux gisements de pétrole par des forages en eaux profondes.



Tokyo chute lourdement

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du vendredi 22 août en forte baisse, après avoir plongé de 2,65 % vendredi 22 août. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a chuté de 506,95 points (-2,65 %), pour s'établir à 18 650,17 points.

La veille, à la Bourse de New York, le Dow Jones avait clôturé la séance en baisse de 127,98 points (-1,59 %), à 7 893,25 points, tiré vers le bas par d'importantes prises de bénéfices. A la clôture, 1 920 actions s'affaissaient en baisse, dans une hausse et 541 incangées, dans un volume d'échange assez modéré, de 495 millions de titres.

Le Dow Jones a accéléré ses pertes à une heure de la clôture après avoir enregistré des hausses de plus de 100 points sur

les trois séances précédentes. Selon les analystes, le cap des 8 000 points, qui avait à nouveau été franchi mercredi 20 août, représente pour le moment une barrière au-delà de laquelle les investisseurs préfèrent prendre leur bénéfice. Le marché boursier a également été affaibli par la baisse du dollar par rapport aux principales devises européennes.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
Paris CAC 40	2924,62	2957,23	-1,10
New York Dow Jones	7893,25	8021,23	-1,59
Tokyo Nikkei	18650,17	19157,12	-2,65
London FT 100	3367,00	3400,00	-0,97
Frankfurt DAX 30	1022,00	1035,00	-1,26
Madrid IBEX 35	3510,00	3550,00	-1,13
Bruxelles C20	2423,43	2450,00	-1,07
Amsterdam AEX	1153,00	1165,00	-1,03
Stockholm OMX	2612,50	2650,00	-1,43
Oslo OBX	3163,00	3200,00	-1,16
Hong Kong Hang Seng	15855,70	16000,00	-0,91
Singapore Strait Times	1945,92	1975,00	-1,47

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
Alcoa	84,87	85,06	-0,22
Amgen	85,56	87,12	-1,79
American Express	61,75	63,50	-2,76
AT & T	36,93	37,25	-0,86
Boeing Co	56,30	57,43	-1,97
Caterpillar Inc.	60,31	60,93	-1,02
Chemical Bank	78,93	79,25	-0,40
Coca-Cola Co	60,56	61,50	-1,53
DuPont	78,87	80,37	-1,87
DuPont Nemours & Co	65,93	67,18	-1,88
Eastman Kodak Co	66,62	67,62	-1,49
Exxon Corp.	63,31	63,37	-0,01
Gen Motors Corp.	62,95	63,50	-0,87
Gen Electric Co	65,93	67,18	-1,88
Goodyear Tire & Rubber	62,75	63,50	-1,18
Hewlett-Packard	64	64,93	-1,43
IBM	105,26	106,50	-1,16
JP Morgan Chase	64,88	65,61	-1,11
Intl Paper	112,12	112,25	-0,12
Johnson & Johnson	59,06	59,68	-1,04
McCormick & Co	49,62	49,93	-0,62
Merck & Co Inc.	93,81	95,25	-1,52
Minnesota Mining & Mfg	91,30	92,25	-1,04
Philip Morris Inc.	44,75	45,25	-1,11
Procter & Gamble Co	138	141	-2,13
Sears Roebuck & Co	58,75	60,12	-2,28
Travelers	67,37	68,87	-2,18
Union Carbide	53,62	54,81	-2,17
Unilever	80,75	81,50	-0,91
Wal-Mart Stores	36,68	37,18	-1,35

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
HAUSSES, 12h30	2208	2108
Bouygues (Ly)	248,90	240,00
Finmecc SA	514	492,50
Thomson-CSF	153,50	148,00
Udon	219	214,00
Quantum Aviation	1272	1240,00
OPR	407,50	400,00
Five Life	458	440,00
SLTA	1174	1150,00
Procter	143	140,00
Bongran	2149	2120,00

Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
BAISSES, 12h30	387	401
Wolpert	138,60	140,00
Osimo Gold ADP	228,10	230,00
Bull	40,70	41,00
Marine World	625	630,00
DAC (Dow Jones)	114,50	115,00
SE	182	183,00
Remy Cointreau	116,50	117,00
Keweenaw	374	375,00
Christian Dior	3440	3450,00

VALEURS LES PLUS ACTIVES

2008 Times	Capitalisation
BF Aquitaine	41854
SA (le des)	31599
Alcatel Alcatel	20477
Carrefour	3918
Denon	18249
UNIV. N. H. S.	10659
Paribas	30754
Yvel	16031
Société Générale	12495
Renault Poitiers A	38498

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
HAUSSES, 12h30	2208	2108
Bouygues (Ly)	248,90	240,00
Finmecc SA	514	492,50
Thomson-CSF	153,50	148,00
Udon	219	214,00
Quantum Aviation	1272	1240,00
OPR	407,50	400,00
Five Life	458	440,00
SLTA	1174	1150,00
Procter	143	140,00
Bongran	2149	2120,00

BAISSES, 12h30

Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
Wolpert	138,60	140,00
Osimo Gold ADP	228,10	230,00
Bull	40,70	41,00
Marine World	625	630,00
DAC (Dow Jones)	114,50	115,00
SE	182	183,00
Remy Cointreau	116,50	117,00
Keweenaw	374	375,00
Christian Dior	3440	3450,00

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
Ind. gen. SBF 120	207,22	208,00
Ind. gen. SBF 250	190,06	190,00
Ind. Second Marché	190,22	190,00
Ind. MidCac	190,22	190,00

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



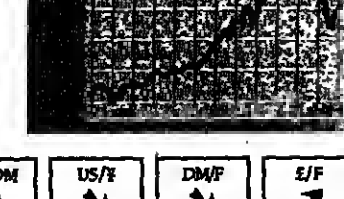
New York Dow Jones sur 3 mois



Londres FT100 sur 3 mois



Frankfurt Dax 30 sur 3 mois

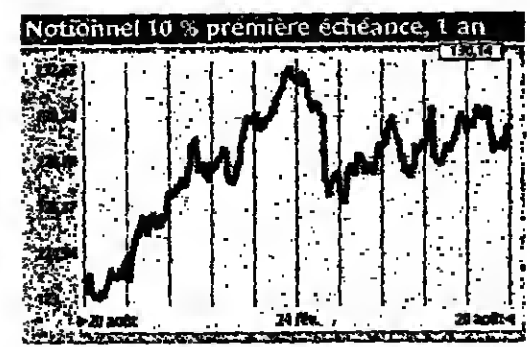


LES TAUX

Net recul du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en forte baisse, vendredi 22 août. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 40 centimes, à 129,72 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,57 %, soit 0,09 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 2008	jour le jour	10 ans	30 ans
France	5,13	5,50	6,24
Allemagne	5,06	5,56	6,30
Grande-Bretagne	7,19	7	7,20
Italie	6,88	6,44	7,30
Japon	0,43	2,30	NC
Etats-Unis	5,40	6,21	6,51

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	au 20/08	au 19/08
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,21
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5	4,96
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,42
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,77
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,35
Obligations françaises	5,76	5,75
Fonds d'Etat à TME	-1,95	-1,96
Fonds d'Etat à TRE	-2,18	-2,15
Obligat. franç. à TME	-2,30	-2,28
Obligat. franç. à TRE	+0,07	+0,07

LES MONNAIES

Repli du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, vendredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,8325 mark et 6,1750 francs. Le billet vert avait été affecté, la veille, par le nouveau recul observé à Wall Street. En Asie, le baht thaïlandais a atteint, vendredi, un plus bas niveau historique, à 33,30 pour un dollar. Le pessimisme des opérateurs a été ravivé par les ru-

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

LES MONNAIES

Repli du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, vendredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,8325 mark et 6,1750 francs. Le billet vert avait été affecté, la veille, par le nouveau recul observé à Wall Street. En Asie, le baht thaïlandais a atteint, vendredi, un plus bas niveau historique, à 33,30 pour un dollar. Le pessimisme des opérateurs a été ravivé par les ru-

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

LES MONNAIES

Repli du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, vendredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,8325 mark et 6,1750 francs. Le billet vert avait été affecté, la veille, par le nouveau recul observé à Wall Street. En Asie, le baht thaïlandais a atteint, vendredi, un plus bas niveau historique, à 33,30 pour un dollar. Le pessimisme des opérateurs a été ravivé par les ru-

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Devise	Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0
FRANCE : USD/DM	1,8325	1,8325	0
TOKYO : USD/DM	1,8325	1,8325	0

Jeudi 22/08

	VALEURS	Cour
--	---------	------

CAL 40 :
2914,75

350	-2,54
360	-1,94
370	-3,05
375	-4,46
380	-2,07
385	-2,26
390	-3,19
400	-2,69
405	-1,07
410	-1,36
420	-2,08
430	-1,18
435	-1,91
440	-2,25
445	-0,82
450	-6,32
455	-5,52
460	-0,64
465	-2,52
470	-0,28
475	-1,36
480	-1,60
485	-0,09
490	-3,03
495	-1,09
500	-0,61
505	-2,84
510	-0,39
515	-2,56
520	-0,38
525	-4,13
530	-3,14
535	-2,12
540	-1,77
545	-0,85
550	-0,29
555	-2,45
560	-0,37
565	-2,65
570	-0,85
575	-1,44
580	-3,46
585	-1,20

= Lyon; M = Marseille;

sans indication catégorie 3;
ench.

1/12
du coupon
dernier coupon
don

	du nom.	du coupon
Nat. Bq. 99-91-02	718.59	7.299

Cours précéd.	Derniers cours
285	288,50
236	229,90
20,40	21,35
515	515
143,50	143,50
24	24
8,60	8,60
46,80	46,80
612	601
196	193,80
612	598
136,10	135,50
3320	3320

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
---------	------------------	-------------------

Cours précéd.	Derniers cours
♦ 745	745
♦ 8,50	8,50
♦ 111	140,70
♦ 956	956
♦ 130,20	143,20
♦ 25,30	25,30

1095,62	1074,84
1053,97	1040,54
140,01	148,07
130,76	135,05
624,67	615,44
216,53	211,24
1469,05	1469,05
5255,13	5183,30
2368,95	2363,62

**ÉTÉ GÉNÉRALE
MANAGEMENT**

38131,24	38131,24
31049,72	31049,72
1073,45	1065,79
1066,09	1065,53
1066,86	1066,00
471,59	461,26
201,73	201,58
5327,64	5233,29
7700,53	7626,29
740,38	740,29
216,34	206,96
1804,58	1975,08
1977,69	1980,67
2010,53	1774,05
315,05	371,69
2817,47	2762,23

placements

1634,70	1371,68
1700,06	1664,12
217,55	213,26

pour précédente

Appligene Oncor	51	:	51
Robustness	771	:	799

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

VENDREDI 22 AOUT

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Erdos-Beghin Cl...	745	795
Orléans Gén. Ind.	8,50	8,50
Général Occidentale	111	149,00
Mutuelle	956	956
Sélecteurs du Monde	130	145,20
Via Crédit (Banque)	25,30	24,20

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; Na = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation ; sans indication
 catégorie 3 ; * = cours précédents ; / = coupon
 détaché ; d = droit de détachement ; o = offert ;
 d = demande ; † offre réduite ; ‡ demande
 réduite ; † contract d'animation.

Eridania-Beghin Cl.....	♦	745
Credito Gen. Ind.....	♦	8.50

Derniers cours	
745	8,50
149,70	956
143,20	25,30

Cred.Mut.Ep.Monde.....	1831,37	1831,37
Cred.Mut.Ep.Oblig.....	1887,45	1887,45
Cred.Mut.Ep.Quatre.....	1111,37	1111,37

1	Kaleis Equilibré	1095,62	10794,84
2	Kaleis Sémillante	1052,97	10404,54
3	Kaleis Sémillant	146,81	946,01
4	Latitude D	135,76	1785,96
5	Oblique D	628,67	8115,84
6	Sémillante D P&A	216,52	2312,24
7	Posta Gestion C	14619,05	14619,05
8	Revenant Trimestre, D	5225,13	5185,30
9	Sémillante D	2368,99	2365,02
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			
45			
46			
47			
48			
49			
50			
51			
52			
53			
54			
55			
56			
57			
58			
59			
60			
61			
62			
63			
64			
65			
66			
67			
68			
69			
70			
71			
72			
73			
74			
75			
76			
77			
78			
79			
80			
81			
82			
83			
84			
85			
86			
87			
88			
89			
90			
91			
92			
93			
94			
95			
96			
97			
98			
99			
100			

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux



Directeur des Affaires Culturelles

Votre mission :

Vous serez chargé de la mise en œuvre et de l'évaluation de la Politique Culturelle, auprès de la Direction Générale et des Elus. Vous assurerez, dans le cadre du projet culturel, la coordination des services et des multiples équipements de la Ville (Musées, Bibliothèques, Conservatoire National, Théâtre, Opéra...) qui sont relayés par un tissu associatif très développé. Vous gèrerez le budget, contrôlerez le fonctionnement financier et administratif des actions.

Votre profil :

Gestionnaire reconnu, vous alliez une connaissance significative du terrain et un sens de la communication à des capacités d'encadrement, qualités déterminantes pour occuper la fonction proposée. Recrutement par voie statutaire de candidat de catégorie A (Directeur ou Administrateur) ou contractuelle (300 KF brut maximum).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photographie avant le 08 septembre 1997 à Monsieur le Sénateur Maire, à l'attention de M. Caillaud, Secrétaire Général, Hôtel de Ville, BP 667, 59033 Lille Cedex.

Ville de Lille



La Ville de QUETIGNY 10 000 habitants ville nouvelle à 5 km de Dijon **RECRUTE par voie de MUTATION 2 ATTACHÉS TERRITORIAUX** pour exercer les fonctions de :

● Responsable des Affaires Juridiques et Foncières :

Missions : gestion des affaires foncières et suivi des dossiers POS, PAZ, lotissements...
suivi du patrimoine
suivi des assurances
gestion des achats de fournitures et matériels

Profil : formation et expérience juridiques
connaissance du droit des sols
expérience en économie et gestion du patrimoine

● Responsable du service Finances Comptabilité

Missions : encadrement du service (2 agents)
gestion des procédures budgétaires
suivi de l'exécution budgétaire
gestion de la dette et de la trésorerie
aide et suivi de la fiscalité locale
suivi des dossiers financiers
assistance des services en matière comptable et budgétaire

Profil : expérience dans des fonctions similaires
bonne maîtrise de l'instruction M 14
bonne maîtrise de l'outil informatique (outils utilisés : Word 7, Excel 7, Civitas)
rigueur et organisation
disponibilité et qualités relationnelles

Pour ces deux postes, adresser une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé avant le 15 septembre 1997 à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville 21800 QUETIGNY

15 min RER A de Paris
2^e ville des Yvelines
50440 habitants

recrute

DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES, SPORTIVES ET ASSOCIATIVES

(cadre d'emplois des attachés ou des conseillers APS ou éventuellement contractuels)

Votre mission sera de proposer et mettre en œuvre les orientations municipales sur le secteur. Vous serez responsable d'animer, organiser, coordonner, diriger et contrôler les activités des services des sports, des fêtes, des associations, des bibliothèques municipales et de l'école municipale des arts, soit environ une centaine d'agents.

Interlocuteur des associations, vous serez chargé de leur suivi et du montage de dossiers juridiques et financiers. Motivé par les secteurs sportif, associatif et culturel, de formation supérieure (maîtrise ou DESS), vous avez de bonnes connaissances juridiques et maîtrisez la gestion financière.

Doté d'une bonne capacité de management, vos qualités humaines et relationnelles sont reconnues. Vous êtes expérimenté ou êtes volontaire pour apprendre au contact des autres. Vous êtes rigoureux et très disponible, vous possédez également le sens de l'organisation et l'esprit d'initiative.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation à Monsieur le Maire, 2 rue Buffon, B.P. 275, 78006 Sartrouville cedex.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE VAUCLUSE RECRUTE

pour la direction de la vie sociale

DEUX INSPECTEURS D'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

MISSIONS :

- assurer le suivi des situations des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance ;
- préparer les décisions ;
- avis technique, administratif et juridique ;
- représentation départementale externe ;
- travail avec les équipes territoriales ;
- encadrer l'équipe administrative du service de l'aide sociale à l'enfance ;
- participer à l'élaboration et au suivi des dossiers départementaux tels que :
 - l'adoption ;
 - les travailleurs familiaux ;
 - l'ABMO (action éducative en milieu ouvert) ;
 - les allocations mensuelles ;

Ce profil de poste est susceptible d'évolution.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT :

- recrutement par voie statutaire exclusivement (mutation-détachement) ; peuvent postuler les fonctionnaires de catégorie A : attaché ;
- inspecteur DASS

COMPÉTENCES REQUISES :

- connaissances juridiques des dispositifs d'ASE ;
- connaissances comptables et informatiques ;
- approche de la problématique sociale des enfants confiés à l'ASE

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et du dernier arrêté relatif à la situation administrative, devront être adressées avant le 28 septembre 1997, au plus tard à :

Monsieur le Président du Conseil général de Vaucluse
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
34909 AVIGNON - CEDEX 9
Tél : 04-90-16-13-33 - 04-90-16-13-37

AVIS DE CONCOURS

Les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES et des HAUTES-PYRÉNÉES organisent en commun un concours sur titres avec entretien d'ÉDUCATEUR TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS (femme ou homme) destiné à pourvoir 4 postes d'éducateurs de jeunes enfants.

CONDITIONS D'INSCRIPTION :

- remplir les conditions générales d'accès à la Fonction Publique Territoriale ;
- être titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants.

DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : lundi 22 septembre 1997 à minuit (le cachet de la poste faisant foi) au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Pyrénées, 2, rue Théophile-Gautier, 65600 SEMEAC.

DATE DE L'ÉPREUVE D'ENTRETIEN : à partir du 22 octobre 1997

RENSEIGNEMENTS :

Adresser une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour obtenir une notice explicative et un dossier d'inscription :

- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Pyrénées, 2, rue Théophile-Gautier, 65600 SEMEAC
Tél : 05-62-38-92-50 ;
- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques - Maison des Communes B.P. 609 - 64006 PAU CEDEX
Tél : 05-59-84-59-45.

AVIS DE CONCOURS

Les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES, des HAUTES-PYRÉNÉES et du TARN-ET-GARONNE organisent en commun un concours sur titres avec entretien d'INFIRMIER TERRITORIAL (femme ou homme) destiné à pourvoir 5 postes d'infirmier territorial.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSCRIPTION :

- remplir les conditions générales d'accès à la Fonction Publique Territoriale ;
- être titulaire de l'un des diplômes suivants :
 - soit du diplôme d'État d'infirmier ;
 - soit du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique ;
 - soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier ;
 - soit d'un titre de qualification admis comme équivalent et figurant sur une liste établie par arrêté du ministre chargé de la santé.

DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : lundi 8 septembre 1997 à minuit (le cachet de la poste faisant foi) au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Pyrénées, 2, rue Théophile-Gautier, 65600 SEMEAC.

DATE DE L'ÉPREUVE D'ENTRETIEN : à partir du 13 octobre 1997

RENSEIGNEMENTS :

Adresser une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour obtenir une notice explicative et un dossier d'inscription :

- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Pyrénées, 2, rue Théophile-Gautier, 65600 SEMEAC
Tél : 05-62-38-92-50 ;
- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques - Maison des Communes B.P. 609 - 64006 PAU CEDEX
Tél : 05-59-84-59-45 ;
- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Tarn-et-Garonne - 23, boulevard Vincent-Auriol, 82000 MONTAUBAN - Tél : 05-63-21-62-00.

AVIS DE CONCOURS

LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COCOWNNE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE organise

UN CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVE (ENTRETIEN) POUR L'ACCÈS AU CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS (homme ou femme)

SPECIALITÉS

ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL
ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ
CONSEILLER EN ÉCONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE

Date limite de dépôt des dossiers d'inscriptions : le 23 octobre 1997
Date de l'épreuve : à partir du 26 novembre 1997

Lieu de l'épreuve : CIG Petite Cocownne, 42, rue de Roussierville PARIS 19^e ou LSC, 69, rue de la Chapelle - PARIS 18^e

Nombre de postes mis au concours : 120
dont : - 100 pour la spécialité assistant de service social
- 12 pour la spécialité éducateur spécialisé
- 8 pour la spécialité conseiller en économie sociale et familiale

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :
Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Cocownne de la Région Île-de-France
3, rue de Roussierville, 75940 PARIS Cedex 19

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'YONNE

Avis de concours sur titres avec épreuve ouvert pour le recrutement d'un

VÉTÉRINAIRE TERRITORIAL DE 2^e CLASSE

à l'Institut Départemental de l'Environnement et d'Analyses

Le Conseil Général de l'Yonne organise un concours sur titres avec épreuve de vétérinaire de 2^e classe relevant du cadre d'emplois des vétérinaires territoriaux.

Ce concours est ouvert aux candidats des deux sexes titulaires du diplôme d'État de Docteur vétérinaire.

Date et lieu du concours : le 24 octobre 1997 à AUXERRE (Santé avec le jury)

Nombre de poste : 1

Date limite d'inscriptions : Les dossiers d'inscriptions devront être déposés ou adressés (le cachet de la poste faisant foi) au plus tard le 23 septembre 1997 à M. le Président du Conseil Général de l'Yonne, Direction Générale des Affaires Départementales, Service du Personnel, 14, rue Michelet, 89089 AUXERRE CEDEX (téléphone : 03-86-72-87-98), où tous renseignements complémentaires pourront être obtenus.

Les dossiers sont à retirer à cette même adresse.

AVIS DE CONCOURS

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Cocownne de la Région Île-de-France organise

UN CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVE (ENTRETIEN) POUR L'ACCÈS AU CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS (homme ou femme)

SPECIALITÉS

ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL
ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ
CONSEILLER EN ÉCONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE

Date limite de dépôt des dossiers d'inscriptions : le 23 octobre 1997
Date de l'épreuve : à partir du 26 novembre 1997

Lieu de l'épreuve : CIG Petite Cocownne, 42, rue de Roussierville PARIS 19^e ou LSC, 69, rue de la Chapelle - PARIS 18^e

Nombre de postes mis au concours : 120
dont : - 100 pour la spécialité assistant de service social
- 12 pour la spécialité éducateur spécialisé
- 8 pour la spécialité conseiller en économie sociale et familiale

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :
Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Cocownne de la Région Île-de-France
3, rue de Roussierville, 75940 PARIS Cedex 19

Le Monde des Initiatives Locales*
un rendez-vous hebdomadaire à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière.

* Le vendredi daté samedi.

Je vis local

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997

ESPACE L'équipage de la station spatiale Mir a entamé, vendredi en fin de matinée, une série de réparations extrêmement délicates dont l'issue va conditionner la poursuite

des vols humains russes. ● LE PRÉSIDENT Boris Eltsine a tenu à rendre hommage aux cosmonautes au moment où ils terminaient leurs préparatifs, soulignant, dans un message

radiodiffusé à la nation, qu'ils étaient confrontés à « des conditions extrêmes de travail » et aux « limites des capacités humaines ». ● VÉRITABLES spéléologues de l'es-

pace, Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov devaient travailler en apnée et dans le vide spatial, enfermés à l'intérieur du module accidenté Spektr. ● CONFANTS dans

l'avenir en dépit de la difficulté de la tâche, le gouvernement russe a annoncé jeudi une augmentation substantielle de son budget spatial pour l'année 1998.

Les cosmonautes russes entament une réparation risquée sur Mir

Le programme spatial de Moscou disposera de crédits supplémentaires en 1998. D'ici là, la station orbitale devra subir une importante remise en état dont la première phase a débuté avec la tentative de reconnexion des panneaux solaires du module Spektr accidenté le 25 juin

LA RÉPARATION que les cosmonautes Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov devaient réaliser à bord de Mir vendredi 22 août est, en fait, « une opération simple ». Bien moins complexe, en tout cas, que les remises en état du télescope Hubble effectuées à deux en orbite par leurs collègues américains, soulignait Greg Harbaugh, responsable américain des marches dans l'espace, au cours d'une conférence de presse récente. Avec, néanmoins, une différence de taille. Alors que les hommes de la NASA travaillaient « à l'aise », dans la soute spatiale de la navette, largement ouverte sur le vide spatial, les Russes devaient se muer en véritables « spéléologues de l'espace ».

Il leur fallait évoluer à deux dans une sphère de 2 mètres de diamètre, s'introduire, engoncé de l'énorme scaphandre spatial, dans un « trou d'homme de 80 cm de large » ; explorer à la lueur de leur lampe frontale l'intérieur d'un « bidon » cabossé encombré de débris divers. Personne ne savait, en effet, à quoi ressemblait l'intérieur du module Spektr depuis que les cosmonautes ont dû en fermer précipitamment la porte pour éviter que tout l'air de la station ne s'échappe par le trou ouvert lors d'une collision avec un cargo Progress le 25 juin.

Jeudi, les trois hommes d'équipage ont soigneusement dégaîné le « nœud » central et ses abords de tous les câbles et objets qui les encombraient. Ils ont, ensuite, relié soigneusement les manuels d'instruction. Soloviev et Vinogradov se sont remémorés tous les gestes qu'ils avaient effectués à maintes reprises en juillet, sur une maquette du module, au fond de la piscine de la Cité des étoiles dont l'eau était sensée recréer les conditions de l'apesanteur.

Une cascade d'incidents

La durée de vie de Mir, dont le premier élément a été lancé en février 1986, a été artificiellement prolongée, ce qui s'est traduit par une multiplication des incidents ces derniers mois :

- 23 février 1997 : six cosmonautes doivent combattre un incendie déclenché par une cartouche de production d'oxygène.
- mars : le principal générateur d'oxygène tombe en panne ; l'équipage ne parvient pas à réamorcer un cargo Progress M-33.
- avril : fuites d'éthylène glycol dans le système de climatisation.
- 25 juin : le vaisseau-cargo Progress, commandé à distance en mode manuel, entre en collision à cinq reprises avec le module scientifique Spektr, perforé.
- 27 juin : une panne d'ordinateur occasionne la perte de contrôle de la station pendant une heure.
- 3 juillet : une panne du système d'orientation de la station nécessite à nouveau l'emploi de moteurs auxiliaires.
- 14 juillet : Vassili Tsibliev souffre d'arythmie cardiaque ; l'installation d'un nouveau sas, arrivé par cargo

cas de difficulté. Toutes les écoutilles donnant sur cet étroit vestibule ont été alors fermées, afin qu'il puisse être dépressurisé. Le vide d'air fait, Vinogradov devait alors, à 11 h 05 (heure française), ouvrir le sas du Spektr accidenté, donnant ainsi le signal d'une opération à suspense de plus de quatre heures.

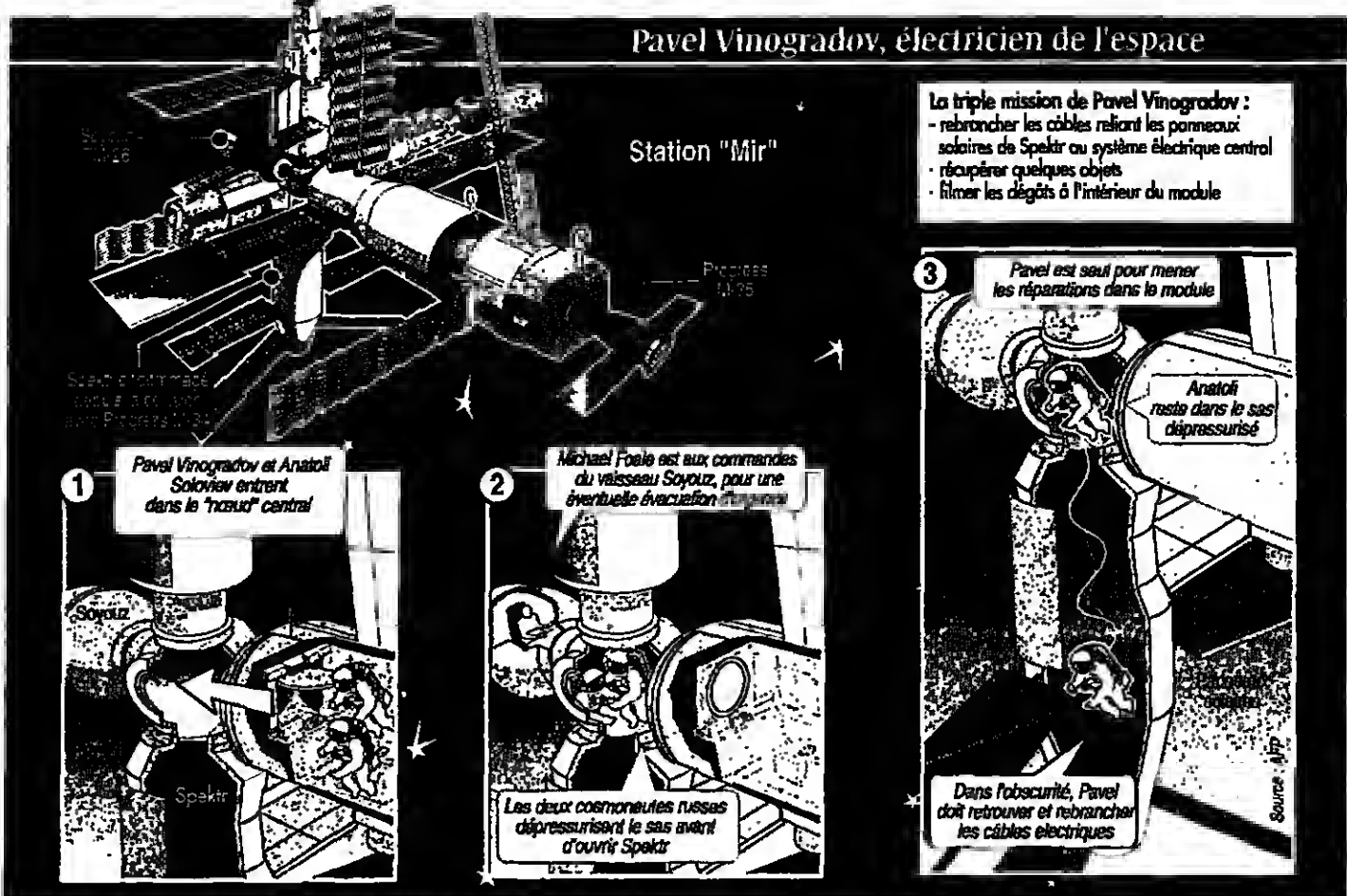
OPÉRATIONS DÉLICATES

Avant de s'introduire - les pieds les premiers - dans l'étroite ouverture, Pavel Vinogradov avait pour instruction de s'assurer qu'aucun objet ou débris dangereux n'était susceptible de gêner son travail. Il lui fallait ensuite, à la lueur de sa lampe frontale, repérer, récupérer et reconnecter onze câbles électriques coupés par l'équipe précédente quand elle a refermé en catastrophe la porte du module accidenté. Aidé par Soloviev resté dans le nœud, il installera ensuite une nouvelle porte dotée de 23 prises spéciales à deux faces, qui permettront le branchement des câbles tout en garantissant l'étanchéité du module dépressurisé. Il sera ainsi possible de reconnecter les câbles et de réactiver les panneaux solaires de Spektr, accroissant ainsi de 90 % la puissance électrique disponible sur la station. S'il en a le temps, Vinogradov doit aussi tenter de récupérer un peu de matériel scientifique et filer l'intérieur du module accidenté afin que les techniciens puissent tenter de repérer le trou à l'origine de la dépressurisation.

Toutes ces opérations devaient être réalisées par des hommes rendus malhabiles par des scaphandres - quoique résistants - à des bidons, les mains recouvertes de gants épais, dans un milieu propice à tous les incidents. Les scaphandres - quoique résistants - peuvent être percés ou déchirés ; Soloviev devait, en particulier, s'assurer que le cordon ombilical de son camarade ne s'emmêle pas ou ne soit pas coupé. Dans ce dernier cas, Vinogradov disposerait quand même d'une demi-heure d'autonomie pour se « rebrancher » ou se réfugier dans le Soyuz pour redescendre avec ses deux camarades. Un retour sur Terre serait aussi inévitable au cas où les deux hommes ne parviendraient pas à changer ou à refermer la porte de Spektr, empêchant ainsi toute repressurisation de la station.

À la NASA, on se déclarait néanmoins confiant dans la réussite des opérations. Tous les incidents possibles et les parades à mettre en œuvre ont été étudiés avec les Russes, assuraient les Américains.

Jean-Paul Dufour



Les cosmonautes de Mir ont entamé vendredi plus de quatre heures de réparations délicates visant à rétablir l'électricité à bord de Mir. C'est l'équipage de bord Pavel Vinogradov qui entrera dans le module Spektr dépressurisé.

Le gouvernement russe augmente le budget spatial

MOSCOU de notre correspondant. Le directeur de l'Agence spatiale russe (RKA), Iouri Koptev, a eu raison contre le ministère des finances. Le « feuilleton-catastrophe » de l'été sur la station orbitale Mir a eu un avantage, soulignait-il récemment. Celui d'attirer sur les difficultés du programme spatial russe l'attention du Kremlin, qui a habituellement d'autres préoccupations.

Et d'accélérer ainsi le débloquage de fonds. Après avoir estimé que la station Mir ne devait plus être financée en 1998 et même retirée du service (Le Monde du 22 août), le vice-ministre russe des finances, Vladimir Petrov, a dû passer à la caisse.

À l'issue d'une réunion, jeudi 21 août, du gouvernement russe sur le budget 1998, Vladimir Petrov a annoncé que, loin de diminuer, les crédits

pour le secteur spatial seraient en augmentation de 19 % l'an prochain. L'espace devrait recevoir près de 3,5 milliards de nouveaux roubles (qui doivent entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1998 au cours d'un nouveau rouble contre 1 000 anciens), soit près de 3,5 milliards de francs. Vedette malheureuse du programme spatial russe, la station Mir se voit attribuer 700 millions de nouveaux roubles (près de 700 millions de francs). Comme l'avait annoncé Boris Eltsine début août en assurant que la Russie, après avoir accumulé des mois de retard, « tiendrait le calendrier », 600 millions de nouveaux roubles (600 millions de francs) seront débloqués pour financer la construction à Moscou du module russe (et central) de la nouvelle station internationale Alpha, qui doit succéder à Mir à partir de 1998.

Malgré le financement, exceptionnel, d'Alpha et les frais imprévus engendrés par les accidents

sur Mir (estimés à 22 millions de dollars), le secteur spatial russe devrait tout même rapporter de l'argent à l'État en 1998. Selon l'agence Itar-Tass, l'Agence spatiale russe, qui lance des satellites étrangers et « commercialise » les séjours sur Mir, devrait empocher près de 640 millions de dollars de revenus l'an prochain.

Pour autant, la « série noire » qui a notamment privé à plusieurs reprises les cosmonautes d'alimentation normale en électricité et en oxygène a dû faire réfléchir les responsables russes. Les 19 % d'augmentation du budget spatial pour 1998 correspondent en effet à peu près aux crédits supplémentaires nécessaires pour Alpha, successeur de Mir. L'art de frôler la catastrophe reste, en Russie, l'un des meilleurs moyens d'obtenir des fonds.

Jean-Baptiste Naudet

Le Monde ABONNEMENT VACANCES

Abonnés, en vacances changez de vie, pas de quotidien

Faites suivre votre abonnement sur votre lieu de vacances

TRANSPORT SUR LE LIEN DE VACANCES

☐ Je demande que mon abonnement soit transféré pendant mes vacances du []/[]/[] inclus ou []/[]/[] inclus (en France métropolitaine uniquement).

► Mon adresse habituelle : Nom : _____ Prénom : _____ Code postal : [] [] [] [] (impératif)

Mon numéro d'abonné : [] [] [] [] [] [] [] [] (impératif)

► Mon adresse en vacances : Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : [] [] [] [] Localité : _____

SUSPENSION VACANCES

☐ Je demande la suspension de mon abonnement pendant mes vacances* du []/[]/[] inclus au []/[]/[] inclus.

* Votre abonnement sera prolongé d'autant si vous êtes absent par période de vacances sans cesse une période au moins de 15 jours consécutifs.

► Mon adresse habituelle : Nom : _____ Prénom : _____ Code postal : [] [] [] [] (impératif)

Mon numéro d'abonné : [] [] [] [] [] [] [] [] (impératif)

Bulletin à renvoyer au moins 15 jours avant votre départ à :

LE MONDE, service abonnements, 24, avenue de la République - 93446 Clignancourt Cedex - Tél. : 01 42 17 32 90

USA - CANADA : LE MONDE (USPS 000722) is published daily for \$ 8.92 per year. La Haye, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75044 Paris Cedex 13, France. Les abonnements sont en dollars. N.Y. US, and additional mailing charges. POSTMASTER: Send address changes to LMS of N.Y. Box 15-15, Chappaqua, N.Y. 10517-0015

* Pour l'étranger nous consulter http://www.lemonde.fr

Le module endommagé est dédié à la recherche

LE MODULE SPEKTR (Kvant-4) est endommagé depuis le 25 juin dernier, à la suite d'une collision avec un vaisseau-cargo Progress qui s'est produite au cours d'un

Le robot Sojourner bloqué

Depuis une semaine, le robot Sojourner est bloqué à califourchon sur un rocher de 45 centimètres de haut dénommé Wedge. Les tentatives effectuées par les contrôleurs de la mission Mars Pathfinder au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de la NASA, à Pasadena, en Californie, pour le débloquer ont échoué, à cause du mauvais fonctionnement du gyroscope du robot, qui a tendance à le faire dériver vers la gauche, a expliqué Rob Manning, un des responsables de la mission. À ces problèmes de gyroscope, se sont ajoutés samedi 16 août et lundi 18 août des problèmes de transmission entre le JPL et Mars Pathfinder, dus à un mauvais fonctionnement de l'ordinateur du module d'atterrissage, qui pour des raisons encore inexpliquées a interrompu le déroulement de son programme, pour reprendre à chaque fois tout de zéro. - (A. E.)

exercice d'amarrage manuel. Le choc a provoqué un trou de 3 cm dans la paroi du module, entraînant une dépressurisation immédiate. Ce qui a obligé les cosmonautes à isoler Spektr, en fermant le sas d'accès, mais aussi à débrancher les quatre panneaux solaires. Depuis, le système d'alimentation électrique de la station Mir est privé de 40 % de ses capacités.

Spektr a été lancé par une fusée Proton du centre spatial de Baïkonour, et a rejoint la station Mir le 20 mai 1995. Doté d'une masse de 19,64 tonnes, long de 12 mètres, d'un diamètre de 4,35 mètres, Spektr est équipé de quatre panneaux solaires d'une surface de 35 m² pour une puissance de 6,9 kW. Entièrement dédié aux expériences scientifiques, ce module a pour fonction d'observer la Terre, ses ressources au sol et son atmosphère, et d'étudier les rayonnements X et gamma. Il effectue ces observations à l'aide d'instruments fournis par les Russes et les Américains. Les équipements Pion, Lira et Buton sont spécialisés dans la recherche atmosphérique, Faza et Feniks dans l'étude de la surface terrestre, Astra-2 dans la recherche des constituants de l'atmosphère. Enfin, les instruments Taurus et Grif ont pour objet l'étude des rayons X et gamma.

Le football anglais a ouvert ses frontières et vidé son gousset

L'achat de vedettes étrangères a coûté plus de 600 millions de francs aux équipes de la Premier League sans que l'équilibre des forces soit bouleversé lors des premières journées de championnat

Après une intersaison marquée par une grande effervescence sur le marché des transferts, le coup d'envoi du championnat anglais a été donné le 9 août pour les 20 clubs de la Premier League. Après deux

journées, les principaux favoris n'ont pas confirmé leurs prétentions. Le tenant du titre, Manchester United, qui ne semble pas souffrir de la retraite de Cantona, se porte déjà candidat à sa succession, grâce à des vic-

toires sur le terrain de Tottenham (2-0), le nouveau club de David Ginola, et face à Southampton (1-0). Liverpool a concédé sa première défaite à domicile devant Leicester (2-1), tandis qu'Arsenal reste bien placé au

classement, grâce, notamment, à une victoire devant Coventry (2-0). Quatre équipes occupent la tête du championnat, avec 6 points sur 6 : Blackburn, Manchester United, West Ham et Leicester.

GRÂCE à un développement extraordinaire dans les années 90, la Premier League, équivalent anglais de la première division du championnat de France, est devenue un véritable eldorado pour des joueurs de tous horizons. Des stades rénovés et accueillants, des terrains impeccables sans grillages, un public familial et fervent débarassé de ses hooligans, un jeu spectaculaire, et surtout des salaires très alléchants : autant d'arguments qui ont convaincu des têtes d'affiche du football européen, comme les Italiens Gianfranco Zola et Gianluca Vialli ou le Hollandais Dennis Bergkamp, de débarquer en Angleterre. Cet enthousiasme est-il en train de retomber ?

Naguère opposants féroces à la venue de renforts étrangers, les dirigeants des clubs de l'élite sont tombés dans l'excès inverse : étourdis par la manne financière de la télévision, ils ont recruté en masse et à des prix souvent exorbitants, au risque de faire exploser leur masse salariale. Les emplettes des clubs anglais sur le marché européen ont coûté cet été plus de 600 millions de francs. Cent trente-trois étrangers (contre soixante-cinq en France), représentant trente-sept nationalités, évoluent à

présent en Premier League. Le marché interne a également connu une escalade sans précédent depuis deux ans. A quelques heures de la reprise du championnat, samedi 9 août, Chelsea enlevait le défenseur international Graham Le Saux à Blackburn pour près de cinquante millions de francs alors que le footballeur avait fait le chemin inverse en 1993 pour 6,5 millions plus un joueur.

L'attaquant Stan Collymore, qui connaît chaque recoin du banc de touche de Liverpool, a rejoint Aston Villa pour soixante-dix millions. Et que penser du transfert d'un certain David Hopkin de Leeds à Crystal Palace pour trente-deux millions de francs ?

En contrepoint, l'ogre de la Premier League, Manchester United, qui a remporté quatre des cinq derniers titres de champion, comptera d'abord sur ses jeunes pour assurer avec succès l'après-Cantona. Les Scholes, Beckham et Butt seront encadrés par deux nouveaux joueurs d'expérience, Henning Berg (arrivé de Blackburn pour cinquante millions de francs) et surtout l'attaquant international anglais Teddy Sheringham (venu de Tottenham contre trente-cinq millions de francs). Après deux ren-

contres et autant de victoires, Manchester occupe déjà la tête du classement. Mais la Ligue des champions va lui coûter bien des efforts.

Deux autres grands prétendants au titre méritent les livres sterling des parieurs : Arsenal et surtout Liverpool. Malgré son début de saison décevant (un point en deux matchs), Liverpool paraît équipé pour franchir la ligne d'arrivée en tête pour la première fois depuis 1990, grâce à un recrutement judicieux. Paul Ince a mis un terme à son escapade italienne du côté de

l'Inter et sera le chef d'orchestre du milieu de terrain ; en attaque, l'allemand Karl-Heinz Riedle formera un duo de choix avec le jeune et brillant buteur Robbie Fowler.

Du côté d'Arsenal, Arsène Wenger a choisi de renforcer la colonie française en recrutant Emmanuel Petit et Gilles Grimandi à Monaco. Ceux-ci rejoignent Vieira, Gardé et Anelka. Mais le plus gros transfert du club s'est réalisé à Amsterdam, où Arsenal a obtenu la venue de l'ailier Marc Overmars contre une enveloppe de soixante-dix millions de francs. Seul club de Londres de-

venu champion en trente-six ans, Arsenal a les moyens de succéder à Manchester. Derrière ce trio de favoris, plusieurs formations aiguisent leurs armes en espérant une place européenne ou un beau parcours en Cup.

Chelsea a effectué un recrutement solide, en attirant Graham Le Saux, le Français Bernard Lamourde (venu de Bordeaux pour seize millions de francs) et l'international uruguayen Gustavo Poyet. Newcastle a peut-être enfin trouvé la cale idéale pour stabiliser sa défense, en la personne de Stuart Pearce. Il faudra cependant surmonter la blessure d'Alan Shearer, sur la touche pour six mois, et le départ de la paire Les Ferdinand-David Ginola. Ceux-ci ont rejoint Tottenham, qui espère enfin s'extirper du milieu du championnat. Mais le classement final n'est pas connu, heureusement, sur celui des sommes engagées. Sinon, Middlesbrough et sa vedette brésilienne Juninho n'auraient pas connu les affres de la relégation et le petit club de Barnsley ne se produirait pas aujourd'hui, pour la première fois de son histoire, dans les fastueux décors de l'élite.

P. S.

Manchester United, une entreprise en or massif

LES CLUBS ANGLAIS ont la cote. Profitant largement de l'arrêt Bosman, levant tout obstacle à la libre circulation des joueurs, ils ont attiré de nombreux joueurs étrangers dans leurs rangs, rendant le championnat plus attractif. Leur argument de choix : l'argent, qui coule à flot grâce aux produits dérivés, et surtout l'explosion des droits télévisés. An le lendemain du drame du Heysel, en 1985, et de la mise en quarantaine des clubs anglais, la télévision publique n'acceptait de signer un contrat de retransmission du championnat que pour six mois et treize millions de francs ; cette saison, le bouquet satellite BSkyB versera près de 1,7 milliard de francs aux vingt clubs de première division.

Autre preuve de l'expansion anglaise : Manchester United est l'entreprise la plus performante d'Europe, selon le rapport annuel de la firme Deloitte and Touche. L'ancien club d'Eric Cantona a réalisé un chiffre d'affaires de près de 533 millions de francs en 1995-1996, devant le Bayern de Munich (466 millions de francs) et le Milan AC (454 millions de francs). Phénomène rare parmi les grands clubs européens : le champion d'Angleterre maintient sa masse salariale à un niveau très raisonnable (25 % de son chiffre d'affaires, contre 69 % au Milan AC ou 50 % à la Juventus de Turin). Malgré ses immenses ressources, le club a refusé de participer à l'escalade des prix sur le marché des transferts.

Logiquement, grâce à une gestion rigoureuse et des performances sportives de choix, Manchester figure en tête des clubs les plus rentables ayant fait leur entrée en Bourse. Aujourd'hui, dix-huit clubs

Eric Cantona

demande des comptes

Trois mois après l'annonce de son retrait du football professionnel et son départ de Manchester, Eric Cantona demande des dédommagements à son ancien club pour tous les produits dérivés vendus à son nom. Le porteur du célèbre n° 7 réclamerait 750 000 livres (plus de 7,5 millions de francs) à Manchester, où il a évolué pendant quatre saisons et demi. En conséquence, le club a préféré jeter plusieurs tonnes de souvenirs à l'effigie du joueur. « Nous ne devons rien à Cantona », a affirmé le directeur de Manchester, Maurice Watkins. Nous considérons que nous n'avons plus aucun lien, quel qu'il soit, avec Eric. » Le Français a fait de « Cantona 7 » et du célèbre cri de ralliement « Oh ah Cantona » des marques déposées, ne pouvant être utilisées sans sa permission. Cette affaire pourrait compromettre la venue d'Eric Cantona à Manchester, le 13 septembre prochain, à l'occasion du match contre West Ham. Le club avait invité à saluer une dernière fois les supporters à cette occasion.

anglais et écossais sont cotés à Londres. Certains clubs continuent de ne pas pouvoir accomplir cette manœuvre dans leurs pays pourraient bientôt les rejoindre. On évoque notamment cette possibilité du côté du Paris-Saint-Germain.

Le bilan financier des autres clubs anglais paraît pourtant moins rose. La fièvre des transferts et des salaires oblige les clubs modestes à des efforts au-dessus de leurs moyens. Des joueurs britanniques ou étrangers médiocres sont régulièrement achetés à des prix dépassant, à titre de comparaison, celui du meilleur joueur étranger du championnat de France, le Tchadien Japhet N'Doram, passé de Nantes à Monaco cette saison pour près de vingt-cinq millions de francs. Le rapport de la firme financière Deloitte and Touche confirme ces excès : malgré un chiffre d'affaires global de près de 5,2 milliards de francs, le football anglais a subi une perte avant impôt de 982 millions en 1995-1996.

P. S.

P. S. (avec AFP)

David Ginola, attaquant de Tottenham

« Depuis l'arrêt Bosman, les clubs préfèrent investir sur des jeunes joueurs »

« Comment jugez-vous votre nouvelle équipe de Tottenham et votre forme actuelle ?

— Pour l'instant, l'équipe a encore besoin de se rodier. Lors du premier match contre Manchester United, que l'on perd 2-0, il faisait très chaud. On a eu du mal à remonter le ballon face au champion en titre. Quant à moi, j'ai très peu joué au cours de mes derniers mois à Newcastle. Comme le rythme du championnat n'a rien à voir avec celui des matchs amicaux de pré-saison, je ne suis pas encore au maximum. J'espère bientôt apporter au club la touche technique dont il a besoin au milieu de terrain, d'autant plus que j'ai un rôle plus libre sur le terrain cette année.

N'avez-vous pas été déçu du faible intérêt que vous ont manifesté les grands clubs européens pendant l'intersaison ?

— Pendant les vacances, je suis resté silencieux et j'ai laissé dire. En fait, des clubs comme Parme, Barcelone, la Samp-

doria ou le Real Madrid se sont montrés intéressés. Le problème est que, dans le football, les gens vous considèrent comme un ancré à trente ans, alors qu'on est en pleine possession de ses moyens. En plus, le montant de mon transfert (NDLR : vingt-cinq millions de francs) était très élevé. Depuis l'arrêt Bosman, les clubs préfèrent investir sur des jeunes joueurs et leur faire signer des contrats de longue durée. Ce sont des grandes entreprises qui font du business. Je ne m'en plains pas et peut-être que j'agissais de la même manière si j'étais président de club.

Quel regard portez-vous sur les deux saisons passées à Newcastle ?

— La première a été fabuleuse. On s'est retrouvé en tête du championnat avec plus de dix points d'avance. Sans quelques erreurs, on aurait pu aller au bout. L'année dernière, le départ de Keegan et l'arrivée de Dalglish au poste d'entraîneur a tout changé. C'est Keegan qui m'avait

fait confiance et pris dans le groupe. Les rapports avec Dalglish ont été strictement du type entraîneur/joueur, point de vue. En plus, je ne demande plus d'explications depuis longtemps. Mais c'est vrai que rester sur le banc de touche, quand on est en pleine forme, c'est très difficile à vivre.

Vous êtes un des joueurs les plus réclamés par le public pour intégrer l'équipe de France.

— Ça me touche. Je ne suis pas surpris de savoir que les gens m'aiment, ils n'oublient pas dix ans de travail. Aimé Jacquet suit sa politique, qui consiste à miser sur des jeunes en considérant que Papin ou Ginola ne sont plus dans le coup. Il a un métier difficile et doit rendre des comptes à beaucoup de gens. La Coupe du monde est dans un an. J'espère toujours disputer un ou deux matchs amicaux chez les Bleus pour prouver mes qualités et montrer que je suis un bon partenaire, capable d'aider et de soutenir. J'ai comme un goût d'ina-

chévé, mais je n'en rejette la faute sur personne et j'assume. A tout moment, j'ai toujours été moi-même, sincère, peut-être trop facile à lire.

Comment envisagez-vous votre avenir au-delà de la Coupe du monde ?

— J'espère respecter mon contrat avec Tottenham jusqu'à son terme (quatre ans). Je ne vois pas plus loin que cette échéance. Je me sens beaucoup moins en exil à Londres, ville cosmopolite où on ne s'ennuie pas. En ce qui concerne un éventuel retour en France, j'ai eu des discussions avec Marseille cette année, mais Roland Courbis a mis son veto à ma venue. Pourtant, je pense convenir idéalement au Stade-Vélodrome. Mais c'est la même histoire que pour mon transfert à Barcelone, dont on parle depuis trois ans : je n'ai plus envie de courir après des choses qui m'échappent.

Propos recueillis par Piotr Smolar

Eric Hall, agent d'influence des footballeurs de Sa Majesté

LONDRES

de notre envoyé spécial

Dès que ses yeux malicieux abandonnent l'agenda-planning épais comme un sandwich où il note rendez-vous et coordonnées des noms les plus presti-

PORTRAIT

Derrière sa gouaille et ses excentricités, il cache un sens des affaires peu commun

gieux du football anglais et du show-business, Eric Hall s'admire sous toutes les coutures. Caricatures et photos, principaux ornements d'un bureau minuscule, lui renvoient mieux qu'un miroir son image. Un petit corps, un visage rond, des sourcils en virgule, un crâne interdit de cheveux ; des

chemises colorées à en donner mal aux dents (toutes estampillées Yves Saint Laurent), des chaussures luisantes. Et puis, bien sûr, sixième doigt à la main gauche, un cigare.

Eric Hall, cinquante-huit ans selon ses dires, probablement dix de moins, est un des agents les plus influents du football anglais. « Le plus grand », dit-il. Il compte trente-cinq joueurs dans son écurie, parmi lesquels des têtes d'affiche comme Dennis Wise (Chelsea) ou Neil Ruddock (Liverpool), et se dit représenté dans 80 % des clubs de première division. Il se réjouit de n'avoir aucun contrat avec ses protégés, puisque « des poignées de main et de l'amié suffisent ». Ses confrères travaillent en coulisse et en costume trois pièces sombres ; lui préfère se mettre en scène, fanfaronner, forcer le trait

pour attirer les regards. « Je suis un ego-maniac », se vante-t-il.

L'agent secrète une multitude de tics de langage et les cultive comme on soigne un CV. Des « ish » apparaissent mystérieusement à la fin de certains mots, un interlocuteur ami devient un « bubbuloh » tandis qu'un être qu'il méprise ne sera qu'un « schmuck ». A l'en croire, tous les juifs de New York parlent comme ça. Ses propos sont aussi encombrés des petites formules passe-partout. Echantillon : « Mon boulot est de rendre riches les joueurs pauvres et encore plus riches les joueurs riches. » Sans s'oublier, bien entendu. Il prend 20 % sur le montant total d'un transfert. Sa plus grosse affaire : le passage de John Scales de Wimbledon à Liverpool pour 3,5 millions de livres (trente-cinq millions de francs). Redoutable négociateur, il sait lâcher du lest ou montrer les dents au bon moment : « J'aime faire des affaires. Même au supermarché, j'essaie de négocier la boîte de corn-flakes avec la caissière. »

Les clubs ont vite compris que les bouffonneries du personnage public disparaissaient autour d'une table de négociations. Derrière sa gouaille, sa mégaloïsme et ses excentricités, Eric Hall cache un sens des affaires peu commun. Les dirigeants de Birmingham ont choisi la prévention en lui signant un chèque de 250 000 francs, afin qu'il ne s'approche pas de leurs joueurs : « C'était génial comme idée ! Ils devraient tous faire pareil », sug-

gère-t-il avec son accent cockney du Londres populaire, agrémenté d'un cheveu sur la langue. L'explosion du marché des transferts en Europe, qui profite en premier lieu aux joueurs et à leurs représentants, doit beaucoup à l'arrêt Bosman. « Ce que ce type a fait est fantastique », lance Eric Hall. L'aimé cet homme. Je veux le rencontrer. Il faut organiser une séance photo avec nous deux ! »

UNE ASCENSION RAPIDE

Eric Hall n'aime pas le football. Il affirme n'y rien comprendre. A 90 minutes dans un stade il préfère un film vidéo d'une heure et demi. Le cinéma, c'était son rêve : « A onze ans, je voulais devenir acteur, mais je n'avais pas le talent. Alors je suis rentré dans une maison de disques comme coursier puis, à dix-huit ans, je suis devenu promoteur. Je devais rendre des musiciens célèbres et assurer leurs ventes. » Eric Hall connaît une ascension rapide, passant d'une maison de disques à une autre avant de lancer sa propre entreprise. Il côtoie toutes les étoiles de la scène anglaise, d'Elton John à Rod Stewart en passant par son « ami » disparu Freddie Mercury, la voix du groupe Queen. Un jour, il y a quinze ans, Eric Hall rencontre un « garçon choré » pré-nommé Steve, dénommé Pertyman et footballeur professionnel de métier. « Monsieur Showbiz », comme il aime s'appeler, ne connaît pas le capitaine des Spurs de Tottenham ; en revanche, il devine immédiatement quelles possibilités s'offrent à lui

dans le milieu du football, sport-roi qui consacre des stars un rien puériles, à l'ego souvent aussi disproportionné que le sien. « J'ai fait la promotion de Steve comme celle d'une star du rock, en lui obtenant plein d'émissions de radio et de télé. Il est devenu pour moi un personnage fantastique, parce que Steve était un personnage très respecté, qui n'avait jamais eu d'agent auparavant. »

Eric Hall s'assoit donc à la table du football en se moquant éperdument de l'hôte, en gardant ses mauvaises manières et en tendant la main vers tous les mets savoureux. Les autres agents le regardent de travers, dénoncent ses méthodes inédites et son arrogance ; lui fait le paon : « Le football devra changer pour moi, parce que je ne changerai pas pour lui. » Il pense évidemment à étendre ses activités dans le monde du football au-delà des terres anglaises. Il lorgne vers l'Italie et Israël, mais promet de ne pas s'éloigner trop longtemps de Londres, où il a des obligations : à titre de comparaison, celui du meilleur joueur étranger du championnat de France, le Tchadien Japhet N'Doram, passé de Nantes à Monaco cette saison pour près de vingt-cinq millions de francs. Le rapport de la firme financière Deloitte and Touche confirme ces excès : malgré un chiffre d'affaires global de près de 5,2 milliards de francs, le football anglais a subi une perte avant impôt de 982 millions en 1995-1996.

P. S.

P. S. (avec AFP)



Le Monde / IDM
Histoire au jour le jour
1939-1996

CD-ROM PC-MAC

132 cartes - 260 photos - 1 078 articles -
245 « une » du Monde - 78 enregistrements
radio - 19 788 dates indispensables.

EN VENTE AU MONDE ET DANS LES GRANDES SURFACES

كندا لايف



AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997 / 17

Soleil, sauf près de la Manche

UNE PERTURBATION peu active frôle le nord-ouest de la France, amenant de nombreux nuages près des côtes de la Manche et de la mer du Nord. Ailleurs le soleil sera très généreux samedi et il fera chaud, avec presque partout une trentaine de degrés. Seuls les reliefs alpins pourront voir se développer quelques rares orages en soirée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le Finistère, les Côtes-d'Armor et le Cotentin resteront dans la grisaille toute la journée, avec un peu de brume près de la Manche. Il y fera 20 à 23 degrés l'après-midi. Sur le reste de la Bretagne et de la Basse-Normandie, les nuages seront moins épais. Seuls les pays de Loire bénéficieront du soleil et de la chaleur, avec environ 30 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur le Nord et la Picardie, le ciel s'éclaircira après une matinée bien grise. Ailleurs, après la dissipation des brumes, le soleil

sera généreux. La température atteindra souvent 29 à 31 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Près des frontières, les quelques nuages du matin se disperseront rapidement pour laisser la place au soleil. Ailleurs les nuages seront rares. La chaleur persiste.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Soleil et chaleur seront au menu. Il fera meilleur près de la mer que dans les terres, où l'on atteindra 31 à 33 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ce sera une journée chaude et ensoleillée. Seuls quelques cumulus viendront troubler le bleu du ciel. On dépassera encore les 30 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Il fait chaud et beau. En montagne, quelques nuages bonapartiens l'après-midi, qui pourront donner un ou deux coups de tonnerre en soirée sur les Alpes du Sud. La température atteindra 31 à 33 degrés, et 28 sur les plages.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** La SNCF attend dans ses gares parisiennes, les 23 et 24 août, 500 000 voyageurs. Les vacanciers de retour devraient croiser les pèlerins des Journées mondiales de la jeunesse qui commenceront à quitter la capitale. Il est conseillé d'utiliser les transports en commun pour accéder aux gares. Samedi et dimanche, 850 trains, dont 510 TGV arriveront à Paris. La SNCF met en place un service « spécial grands départs » : un personnel nombreux, présent dans 70 gares et venu pour l'occasion de gilets rouges, est chargé de venir en aide aux voyageurs.

■ **EUROPE.** Jusqu'au 7 septembre les Hôtels Marriott de Brême, Hambourg, Munich, Trudering, Vienne, Budapest, Amsterdam, Varsovie et Zurich proposent la chambre double avec petits déjeuners de 600 F à 1 000 F. Réservation, numéro vert : 0800-90-83-33.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AOÛT 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	14/28 N
AJACCIO	NANTES	17/30 N
BIARRITZ	NICE	21/27 S
BORDEAUX	PARIS	17/30 S
BOURGES	PAU	17/28 N
BREST	PERPIGNAN	20/31 N
CAEN	RENNES	16/29 N
CHERBOURG	ST-ETIENNE	16/21 N
CLERMONT-F.	STRASBOURG	14/28 S
DIJON	TOULOUSE	19/32 S
GRENOBLE	TOURS	16/30 N
LYON	VALENCIENNES	16/28 C
MARSEILLE	YVERDON	23/31 S
	FOR-DE-FR.	25/30 S
	NOUMEA	17/21 S

PAPETE	21/26 N
PT-DE-NOY	25/31 S
ST-DENIS-RE.	19/25 N
AMSTERDAM	17/26 P
ATHENES	22/28 N
BARCELONE	20/27 S
BELFAST	14/18 S
BELGRADE	16/25 N
BERLIN	21/32 S
BIRME	14/28 S
BRUXELLES	16/29 N
BUCAREST	16/21 N
BUDAPEST	18/27 N
COPENHAGUE	18/24 S
OSLO	14/28 S
PRAGUE	16/27 N
ROME	18/27 N
SEVILLE	23/34 N
SOFIA	13/21 N
ST-PETERSB.	17/27 S
STOCKHOLM	16/25 S
TENERIFE	16/24 S
VARSOVIE	14/27 S

KIV	17/24 S
LISBONNE	21/32 N
LIVERPOOL	18/22 P
LONDRES	18/25 P
LUXEMBOURG	18/28 S
MADRID	16/33 S
MILAN	18/29 S
MOSCOW	14/24 N
MUNICH	15/28 S
NAPLES	20/27 S
OSLO	11/22 S
PALMADAM	20/30 S
PARIS	16/27 N
PRAGUE	17/27 S
ROME	23/34 N
SEVILLE	13/21 N
SOFIA	17/27 S
ST-PETERSB.	16/25 S
STOCKHOLM	16/24 S
TENERIFE	14/27 S
VARSOVIE	14/27 S

LE CAIRE	23/32 S
MARRAKECH	18/29 N
NAIROBI	13/24 N
PRETORIA	3/28 S
RABAT	20/24 S
TUNIS	23/29 S

ASE-OCÉANIE	23/32 S
BANGKOK	28/38 C
BOMBAY	27/28 P
DIJAKARTA	25/31 S
OSLO	28/37 S
HANOI	26/28 P
HONGKONG	27/28 P
JERUSALEM	22/30 S
NEW DELHI	27/33 S
PEKIN	24/34 S
SEOUL	25/31 S
SINGAPOUR	28/32 P
SYDNEY	11/21 S
TOKYO	25/31 S

Situation le 22 août à 0 heure TU

Prévisions pour le 24 août à 0 heure TU

COMMUNICATION

Le PDG des laboratoires Fabre entre au capital de « L'Eveil de la Haute-Loire »

PIERRE FABRE, PDG des laboratoires pharmaceutiques du même nom, implantés à Castres, vient d'acheter à titre personnel 15 % du quotidien départemental « L'Eveil de la Haute-Loire » (Le Puy-en-Velay). Cette participation devait s'élever à plus de 60 % d'ici cinq ans. M. Fabre et Pierre-Yves Revol, PDG de Sud-Radio, devraient être élus administrateurs. La centaine d'actionnaires actuels devraient céder ou conserver leurs parts : c'est leur grand nombre, leur émiettement et l'importance des droits de succession à acquitter qui ont incité le PDG de « L'Eveil de la Haute-Loire », Louis Rabaste, soixante-dix-neuf ans, à faire entrer dans le capital du journal un partenaire susceptible de garantir sa pérennité. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

M. Rabaste a préféré M. Fabre à d'autres candidats, comme le groupe Hersant, Havas, La Montagne ou Midi Libre, notamment parce qu'il a garanti par protocole que le journal resterait fabriqué et édité au Puy-en-Velay et que sa cinquantaine d'emplois seraient

conservés. Les laboratoires Fabre contrôlent déjà le groupe Sud-Radio. Ils disposent d'une participation dans le groupe Midi Libre (Montpellier) et ont lancé récemment un journal local, *Tarn-Hebdo*.

BÉNÉFICES DEPUIS VINGT ANS

« L'Eveil de la Haute-Loire », l'un des deux derniers quotidiens départementaux du soir - avec *La Nouvelle République des Pyrénées* (Toulouse), - publie aussi deux hebdomadaires (*La Ruche*, à Brioude, et un supplément dominical, *L'Eveil du dimanche*) ainsi que le journal *Hebdo-Velay*. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 37 millions de francs et a déposé un résultat d'exploitation de plus de 7 millions en 1996. Son tirage moyen est de 16 500 exemplaires quotidiens et sa diffusion payée de 14 430 exemplaires. Louis Rabaste doit rester jusqu'en 2000 à la tête de ce quotidien départemental qui réalise des bénéfices depuis une vingtaine d'années.

Yves-Marie Labé

Résultats décevants pour le groupe Murdoch

À LA TÊTE de l'un des plus vastes empires de communication au monde, Rupert Murdoch avait lui-même l'air déçu. Cette année 20 % de croissance. C'est peu dire que les analystes et les marchés financiers ont été déçus, mercredi 20 août, à l'annonce des résultats annuels clos fin juin : le bénéfice net de News Corp. est ressorti, après éléments exceptionnels, à 720 millions de dollars australiens (3,1 milliards de francs), en baisse de 29 % par rapport à l'exercice précédent.

C'est le moins bon résultat enregistré depuis quatre ans. Légère consolation, le bénéfice net avant éléments exceptionnels enregistre une petite hausse, de 2,5 %, et le chiffre d'affaires 1996-1997 a augmenté de 10 %, à 14,4 milliards de dollars australiens (63 milliards de francs), dont 60 % proviennent des États-Unis.

Ce sont les mauvaises performances réalisées par les pôles cinéma et télévision qui expliquent le fait que Rupert Murdoch n'ait pu tenir ses promesses. Contrairement à l'incroyable succès, l'an dernier, d'*Independence Day*, deux superproductions de la 20th Cen-

tury Fox, *Speed 2* et *Volcano* se sont révélées très décevantes au box-office et ont pesé pour 735 millions de francs dans les comptes. Par ailleurs, les charges importantes de restructuration de la maison d'édition américaine Harper Collins, et notamment les provisions pour 420 suppressions d'emplois, se sont traduites par une perte exceptionnelle d'environ 2,5 milliards de francs.

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Le magnat australo-américain, qui tisse patiemment sa toile dans le monde entier, trouve quand même des motifs de satisfaction dans ses activités britanniques. Le pôle presse, qui englobe le *Times* et le *Sun*, a enregistré des « *records* » et le bouquet satellitaire BSkyB, détenu à 40 % par News Corp., affiche 3 milliards de francs de profits en 1996-1997.

Malgré un très fort endettement estimé à 82 milliards de francs, selon le *Wall Street Journal*, le groupe compte poursuivre à marche forcée ses investissements dans la télévision numérique.

Ce qui passera par le lancement d'un nouveau bouquet au Japon et un renforcement de sa présence

en Amérique du Sud. Les projets du groupe ont été quelque peu contrariés aux États-Unis, où Rupert Murdoch n'a pas concrétisé sa fusion avec EchoStar. Il a révisé à la baisse ses ambitions en s'alliant, de façon plus modeste mais moins risquée, au second opérateur de télévision par satellite du numérique PrimeStar.

En Grande-Bretagne, le groupe, déjà bégémonique dans la télévision payante, n'a pas non plus été sélectionné comme opérateur du futur bouquet numérique britannique. Mais BSkyB conserve ses intérêts dans le ciel britannique, puisqu'il commercialisera à l'été 1998, en partenariat avec BT, la banque Midland et Matsushita, deux cents chaînes thématiques diffusées en numérique par satellite.

Compte tenu des perspectives pour l'année en cours et du récent rachat massif de ses actions par News Corp., l'agence d'évaluation financière américaine Standard and Poor's a annoncé, jeudi 21 août, son « *maintien sous surveillance* » de la notation du groupe de Rupert Murdoch.

Nicole Vulser

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL :** filiale de TDF-diffusion de France, TDF Vidéo Service, qui contrôle déjà les activités de vidéo-transmissions mobiles de VTCDM, s'est renforcée dans ce secteur en prenant une participation majoritaire dans Visual Concept, le troisième prestataire français de vidéo mobile, qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs.

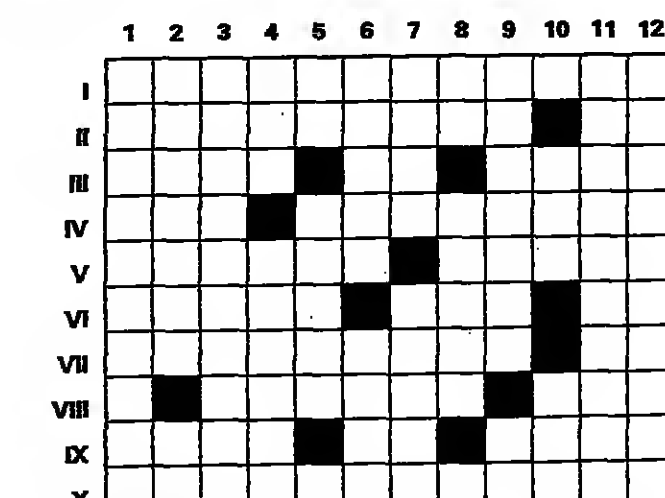
■ **La concurrence entre les deux principaux bouquets numériques français, CanalSatellite et TPS, se déplace sur un terrain commercial.** Canal Plus offre gratuitement depuis le 20 août une parabole aux futurs abonnés de CanalSatellite numérique ou de Canal Plus Numérique. TPS a répliqué en proposant à ses nouveaux abonnés, dès le 23 août, une « opération ornière parabole gratuite ou chèque-cadeau de 500 F », à choisir sur une liste d'équipements électroniques.

■ **Canal Plus** se serait intéressée par la reprise du catalogue de films mis en vente par le Consortium de réalisation (CDR), chargé de reclasser une partie des actifs du Crédit lyonnais. Évalué à plusieurs centaines de millions de francs, ce catalogue, détenu par le Crédit lyonnais-Bank of Nederland, compte un millier de longs métrages, dont « *Le Lauréat* », « *Quand Harry rencontre Sally* » ou « *Blue Velvet* ». - (Reuters)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97181

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapex SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT
1. Pour le dessert... et cette fois, c'est lui qui nous donne la sieste. - 11. Dégagé de ses moutons. Personnel. - 12. Prend l'air. Possessif. Est parti en laissant des boîtes. - 14. Dans ce lieu. Sa racine devient apéritif. - 15. Frapper comme un navire à quai. Mit en circulation. - 16. A prendre entre copains. En chambre. Démonstratif retourné. - 17. Philippe le Bel a mis leur ordre en désordre. Pris en fauchette. - 18. Mer fin au secret. Roue à gorge. - 19. Mls en beauté. Démonstratif. La

meilleure peut être la plus grosse. - X. Redoient un semblant de vie.

VERTICALEMENT
1. Quand l'exercice fait décoller. - 2. Coup de ciseaux dans les mots. Homme à tête de faucon. - 3. La location d'un navire. - 4. Pour ne pas se mouiller. Prévoir d'importance comment. - 5. Dans les traditions. On y vit à l'ombre. - 6. Faire appel à la justice. Empire sous l'autorité du fils du Soleil. - 7. Sa fureur de vivre l'a tué. Tonifiant sous les tropiques. - 8. Conjonction. Sur orbite entre

Vénus et Mars. - 9. Le capucin fait partie de cette famille. Parti. - 10. Résonne au Maghreb. Le petit est le plus sympathique de tous. - 11. Reconnaissable à ses chatons. - 12. Les dépenses que l'on peut faire par le tube et le fil.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97180

HORIZONTALEMENT
1. Monoparental. - 2. Apifuge. Irai. - 3. Ni. Frelat. - 4. Entes. Abrité. - 5. Nier. Ciseleur. - 6. Postes. Elsa. - 7. On. Oda. Pstt. - 8. VIII. Fiente. Sel. - 9. X. Nantreux. Ro. - 10. X. Thie. Artaban.

VERTICALEMENT
1. Mal-é-poin. - 2. Opinion. Ar. - 3. Ni. Tes. Fri. - 4. Offertoire. - 5. P. Surs. Edée. - 6. Age. Cranta. - 7. Relais. Ter. - 8. ABS. Peut. - 9. Nitrées. Ra. - 10. Treillis. - 11. Aa. Testera. - 12. Libération.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimerie du Monde
12, rue M. Groussier
93000 Noisy-le-Grand

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Les corsaires basques

DEUX CORSAIRES, dont un officier de la Royale, un vaisseau et le fort de Socca illustrent un timbre à 3 F que La Poste mettra en vente générale, lundi 25 août, en souvenir des corsaires basques, incarnés en leur temps par Renau d'Elissagaray ou Jean d'Albarade, qui devint ministre de la marine en 1794.

La course connaît ses heures de gloire aux XVII^e et XVIII^e siècles. Elle permet à des navires armés par des particuliers de s'attaquer au commerce naval d'un Etat ennemi, avec l'autorisation du gouvernement, qui munit le corsaire de « lettres de marque » - qui le dispensent des pirates et autres flibustiers. Cette pratique est abolie en avril 1856 par le traité de Paris.

Saint-Malo et Dunkerque, grâce à Duguay-Trouin (timbre émis en 1973), anobli en 1709 pour avoir pris plus de trois cents navires marchands et vingt vaisseaux de guerre ennemis, Surcouf (1951),



créé baron sous Napoléon I^{er}, et Jean Bart (1958), dépassent traditionnellement en renommée les villes corsaires de Bayonne et Saint-Jean-de-Luz. Ces dernières, cependant, mirent respectivement en course trente et un et vingt-deux navires pour la seule année 1757. Côté anglais, Francis Drake (1541-1596) est le corsaire le plus célèbre. Anobli par la reine Elisabeth, les timbres à son effigie ne manquent pas.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné et gravé par Pierre Forget, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

* Vente anticipée à Saint-Jean-de-Luz, les 13 et 14 septembre, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la salle des tennis couverts, route nationale 10 (entrée nord de la ville).

EN FILIGRANE

■ **France-Antilles.** Avec *La Liaison France-Antilles* et le réseau local d'Air France, éditée par l'Amicale aérophilatelique d'Air France (AA-DAF), Bernard Abouchar, Robert Espérou et Vital Ferry relatent l'histoire de la mise en service de la ligne aérienne desservant les Antilles par Air France jusqu'à la fin du service des hydravions de la compagnie dans ce secteur. Ils couvrent également l'histoire de l'aviation locale aux Antilles et en Guyane, dès 1919, sans oublier les courriers « commerciaux » précurseurs acheminés, par exemple, par Pan American Airways, à partir de 1935, jusqu'à la mise en service, en juillet 1970, du Boeing B-747 Paris-Pointe-à-Pitre (148 p., 220 F, port compris, auprès de l'ADAF, 74, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris).

■ **Postes locales du Maroc.** L'Association philatélisque d'étude et de recherche Maroc et Tunisie diffuse un ouvrage (220 pages photocopiées, nombreuses illustrations) consacré aux postes locales et privées du Maroc qui fonctionnent au siècle dernier. A cette époque, l'indépendance du Maroc conduisit à l'instauration de services postaux par les grandes puissances parallèlement à une mosaïque de postes locales possédant leurs propres timbres... (SPLM, 206, boulevard Périère, 75017 Paris. Tél. et fax : 01-47-32-02-63).

SPORT ET MUSIQUE La vingtième Hestejada de las Arts d'Uzeste musical, le festival fondé sur sa terre natale par Bernard Lubat, s'est ouverte samedi 16 août

par un tournoi de soule qui a vu la victoire des locaux, les Bastards de Jazzcogne. ● LA SOULE, jeu qui est l'ancêtre du rugby, consiste à lancer une sorte de sac en cuir

noir, la bnuigue, et à le transporter de bistrôt en bistrôt. Pour bien y jouer, il faut beaucoup boire et beaucoup d'excès. ● LA PARTIE a failli perturber le concert de Mi-

chel Portal, qui, en compagnie de Jean-Claude Penneret, a interprété Schumann, Brahms et Berg, avant que Bernard Lubat le rejoigne pour une improvisation de

sophistes. ● LE SAXOPHONISTE, pianiste et chanteur Archie Shepp est entré sur scène en grand seigneur accompagné d'un extraordinaire trio.

Tournoi de soule sur les territoires d'Uzeste musical

Le musicien et penseur Bernard Lubat a lancé la vingtième édition du festival qui se déroule sur sa terre natale. Pendant, que dans la lande, on jouait à transporter la bouigue dans les bistrot, Michel Portal interprétait Schumann, Brahms et Berg

UZESTE

de notre envoyé spécial

La vingtième Hestejada de las Arts d'Uzeste musical s'est ouverte dans la forêt luxuriale par un tournoi de soule. Ça tombe à pic. Il faut ce samedi 16 août 1997, sur les bords de la Leyre, une canicule de tous les diables. Or, pour (bien) jouer à la soule, il faut énormément boire. Et avoir pas mal d'espace : les territoires et tentes du festival disséminés sur le village et ses alentours, Uzeste, Pompéjac, Préchac, Luxeuil, la planète, la station Mir. On pourrait donner une idée de la soule en inversant toutes les valeurs du sport moderne. Il n'y a rien à gagner. On y joue à une ou à plusieurs dizaines, à un contre treize. L'aire est illimitée. On ne marque pas : il suffit de porter la bouigue (sorte de sac de cuir noir rempli de quoi, au juste ? quintal de sable ? demi-tonne de patates ?) et un point donné. Qui peut changer de cours de partie. Pourvu que ce soit un bistrôt. On doit jouer coiffé d'un béret et faire croire aux autres que ce béret est une bouigue. Il n'y a pas d'adversaires : il y a les autres.

« Toujours pas marre »

Bernard Lubat : « Avoir pendant vingt ans fait le soule, filé le sac, fiché le truc, forcé le gain, forcé le pack, stoppé les mises à son argument du tac au tac, t'achète mots dits mots d'oe pas d'acte ! Avoir depuis vingt ans « travailler le soule » sans lui voler son ovis, sans qu'il nous ait jamais rien demandé, sans qu'il nous ait jamais remercié : quelle beauté, quelle fierté, quelle gratitude, quelle crudité, quelle lucidité ! » Budget général, 1 750 000 F. achat de spectacles, des milliers de spectateurs-acteurs-militants qu'on ne traite pas encore en « visiteurs », plein de bénévoles et les habitants de la Haute-Lande. « Vingt ans que ça dure, à l'ouïe et à l'œil, à la dure et à l'endure, et pourtant nous n'en avons toujours pas marre. » A suivre : un programme politique, pléthorique et poétique pour le samedi 23 août (de 6 h 30 à l'aube suivante), la nuit sans merci. Et tout autour pour le Manifeste dimanche et le Terminal Showball Gascnucubien des 20^{es} Rugissants. A 4 h 32, silence uzestois.

★ Renseignements : 05-56-25-38-46.

Si la soule ressemble à un jeu, c'est vaguement au rugby, mais en plus hirsute, en plus bagarreur, sans interdits, en moins bourgeois, pas du tout « golf avec joli geste » et petit doigt en l'air.

Ce serait un peu comme du football américain joué par des types qui eussent vaincu l'impérialisme. C'est Uzeste. Il n'y a aucun enjeu. Si : boire, manger, courir, déconner. On peut s'arrêter de jouer de but en blanc. C'est encore jouer. Il n'y a aucune règle sauf l'excès. La soule s'est arrêtée net avec la morale chrétienne, le centralisme, et finalement, un malheur ne venant jamais seul, la naissance du capitalisme.

CHUTE SUR LES CHANDELLES

Pour ce premier tournoi de soule, les Corbachs du Rlu-Bach (pyrénaïens), les Hurlubertus de Saint-Eloi (aquitains) et les Stars and Tripes (béarnais) ont été devancés par les locaux, les Bastards de Jazzcogne (Gascnucubins).

Bernard Lubat et Uzeste musical, c'est la soule des mots. Grand fut l'étonnement de ceux qui s'étonnent, le dimanche soir (17 août), dans la cour du château de Caze-neuve (XV^e siècle) où vient de se dérouler le concert Michel Portal l'intégral (de Schumann au jazz en passant par le futur) : après le « rappel triomphal » (annoncé comme tel dans le programme), la bouigue s'écroule sur la scène vide, comme un sac de linge sale tombé de Mir : à deux doigts de la tablette où Portal dispose, tel un prétre ses lunettes, les chandeliers. Les instruments sont-ils assez magnétisés pour repousser l'inebriante bouigue ? Toujours est-il qu'il n'arriva rien. On a caché la bête à Portal. Il eût très mal supporté. La partie a repris sauvagement dans le public. On s'est arrêté quand la bouigue est tombée sur les chandeliers.

Il y a des chandeliers. Patrick Auzier, ange tutélaire de la Compagnie Lubat, est un artificier de génie. Physiquement, vous ne pouvez pas le louper : il trébuche très posément une carcasse impavide qui évoque Walter Spanghero et, un peu, Léon Zitrone. En vingt ans d'Hestejada, on l'aurait entendu proférer sept phrases articulées. Il ne parle pas, il fait du feu. Ou alors il joue du trombone. La Compagnie transmet du savoir soulesque. Les embrassements d'Auzier, sa façon de tracer un chemin dans la forêt, son usage



Archie Shepp à Uzeste, le 20 août.

de l'électricité, son inventivité passeront l'époque. Chaque année, il innove en silence. Au fond de la scène du château, sans lumière artificielle, pour le Portal intégral, il installe d'énormes cierges, des torches. Auzier est le désespoir des photographes. Des pipes malgre-lles lancent sous le couchant des signes énigmatiques. Finement usées, raccourcies à des bombonnes de gaz, elles sont enflammées une à une par Auzier, plus grave que jamais, équipé de perches sonnamment chapéutées par un poste de soudeur. C'est un spectacle pour les enfants. On sort d'une randonnée

(promenade musicale par les sentiers forestiers), de l'apéro traditionnelle (par Sylvain Roux, tchatche-tire et Jérôme Martin, tchatche-tambour), d'un repas champêtre. C'est là que ça se corse. L'Hestejada, c'est l'enfance entrée dans l'âge adulte.

D'où les débats, ce flux de paroles, les feintes comme haute continue du festival, les entretiens - plus, militants, artistes, garçons coiffeurs, contestataires - sous un soleil de plomb en plein pré Casabon, suivis par deux cents personnes à 3 heures de l'après-midi (Politique culturelle et culture poli-

lique). Depuis vingt ans, les « festivals de jazz » (sujet d'enquête sociologique) se sont fait une spécialité de calembours poussifs : mi-Vermot, mi-Séraphin Langou. Ici, les mots déjantés se percutent. On annonce Avoir vingt ans dans les oreilles, mais tout le monde connaît le film (« Avoir vingt ans dans les Aures ») et René Vautier est dans les parages. Des documents sur le Che et la musique cubaine passent à 3 heures du matin. Les indisciplinables torse de la Ligue Imaginaire (Roulose) improvisent à quatre. Partout, sous les arbres, au lavis, du théâtre en plein la vie (André

Benedetto), des contes formidables (René Martinez), et Portal Pinté-gral. L'envers de l'animation culturelle : l'Action.

Portal glisse du classique (Schumann, Brahms) au moderne (Berg, jeté comme haïku sonore) en compagnie de Jean-Claude Penneret. Silence parfait, le souffle retenu. Lui, s'il forçait à peine, il se mettrait en sécurité. Mais non. Il reste à la limite. Lubat prend le relais au piano. Service d'amitié, passage à la clarinette basse, jeu de passes, de bouigues, de grand champ. Ils improvisent. Ils improvisent comme dialoguent les sophistes. Lubat au piano va plus loin que nature. Vingt ans qu'il annonce un album solo. Pourtant, qu'il ne mette pas les bouchées doubles : on a tout le temps. De proche en proche, ça file vers le free, compagnie dans tous les sens (dans en grand renfort (Corneloup, Minvielle, les Tambours, la Raufare) et pour finir, « rappel triomphal » au bandonéon. Taus debout, longtemps après le départ des artistes, l'épisode de la bouigue imbécille, c'est là.

L'an prochain, ce sera sumo dans la Collégiale, kung-fu au lavis, courses de chèvres dans le parc du docteur Seguin et soule libre. La soule libre, c'est le même jeu que la soule, mais en plus libre. Tout cela n'aurait que le sens d'un diversissement sans conséquence, si Lubat n'était pas - et de plus en plus - l'homme-musicien qu'il est (piano, batterie, synthétiseur). Et si la pensée n'était, dans le délire de soule, qu'un jeu de la politesse, à l'épave à tout crisant. Sous la forme d'un éclat de paroles.

Francis Marmande

Archie Shepp, acteur de jazz et prince révolutionnaire

UZESTE

de notre envoyé spécial

On ne sait jamais comme ça arrive. Uzeste est un forum où ça arrive. Les musiciens de jazz ont toujours eu la conviction, en jouant, en improvisant, de parler, de dire à la vitesse de la pensée, de se comprendre en parlant. Mingus et Fats Navarro poursuivaient en scène, instruments en main et en bouche, un entretien hétéroclite : sur les hommes et les femmes, les Blancs et les Noirs, les pauvres et les riches, les malheureux et les animaux, et les femmes. Rien d'imitatif, de mimétique, de transféré, de bête. La pensée a sa vitesse pure. C'est probablement ce qui s'est avoué dans le jeu contemporain, quand il n'est que décoratif, perfectionniste, habile, conformiste ou façonné pour festival. Ces vingt dernières années ont vu se développer un style musical bien particulier, qu'on pourrait appeler la « musique pour festival ». C'est une des inventions pratiques du temps.

Du coup, un forum, un espace de parole où fait trébucher la musique dont il est le prétexte, à son heure, sans règle, comme on joue la bouigue, mérite l'attention. Uzeste est une façon d'habiter le temps. On ne sait jamais exactement quand Laure Dutilleul (omniprésente avec l'air de ne pas se presser) prend la parole. Pour dire Artaud, dans les endroits les plus surprenants,

les plus naturels. On sait toujours qu'au milieu de la nuit la Compagnie tire son dernier feu d'artifice, salsa, rock, free vendange free : « En direct live remix bio freedom » pechmo, beat ludic, le groove gasconcubin extrême des artistes exotiques créateurs pionniers tuteurs d'Uzeste musical associés, les tchatches ennuagées, les musiques enclenchées du premier disque jazzon de l'humanité : l'insolent utopiste époque d'époque épique des lieux et des bords, des liens et les autres... Dédicace hommage à l'arbre village sans âge, à ses travailleurs ouvriers, à ses accents de langues, à ses identités plurielles. » (Lubat). On attend enfin les instants de piano de Lubat, son inimitable façon (Lennie Tristano visité par Cecil Taylor) de balancer Good Bye Pork Pie Hat (de Mingus) ou de grimper Tout Petit (de Pierre Louÿs).

UN SIGNE DE DISTINCTION

D'un coup on redécouvre, sous un chapiteau de plus en plus boodé (Itxasson, Martiac, Uzeste : les gens ont besoin de musique, de rencontre, de tchatche, de quoi au juste ?), un flûtiste discret, ingénieux, débridé, Michel Edelin. Sur la feuille de match, il n'a pas vraiment sa place ici. Erreur ! Il fait un tabac en quartet parfaitement construit : Jean-Jacques Avenel (contrebassiste complet, carrière aussi importante que discrète), Steve Potts (Américain de

Paris, saxophoniste fidèle, comme Avenel, à Steve Lacy), et l'un des plus impressionnants batteurs de la nouvelle vague, Simon Goubert.

Un Malherbe n'arrive jamais seul. Exact comme on l'est pour le passage à Cordoue, doulou noir, complet croisé-rayé, chaussons de mariage, cravate choisie, paraît à son habitude, Monsieur Archie Shepp, acteur de jazz, « transmetteur, passeur, musicien mythique, historien issu de la grande tradition du blues, prospecteur de futur, citoyen de la liberté et militant de la conscience noire », fait une entrée de prince révolutionnaire et moqueuse aux mains propres. Laissez-vous dire les défauts de Shepp, qu'il joue moins et faux, qu'il traite le public à la diable, qu'il hurle plus qu'il ne chante, qu'il s'entoure mal. Inversement toutes les propositions. Dites-vous que trébucher un trio de cette importance (Richard Clements, piano, Wayne Dockery, basse et Steve MacCraven, violon), c'est un signe de distinction. Imaginez une longue plainte de fureur et de joie qui commence à minuit. Tentez de décrire les mélanges de musiques, les copeaux de savoir, ces fuses sonores qui sont sa signature. Demandez-vous pourquoi on ne l'a vu cet été que chichement, mais à Montauban ou Toulouse, par exemple. Vous serez sur la voie.

F. M.

la Pépinière Opéra

Vian
dans mon
crâne

COMPOSABLES Z'ET IMPOSSIBLES DE BORIS VIAN

LOCATION : 01 42 61 44 16

MAIRIE DE PARIS

CYCLE MENDELSSOHN : Chaconne en ré mineur BWV 1004 de Bach, arrangée pour violon et piano par Felix Mendelssohn ; Trio op. 63 et Erinnerung op. 68 n° 28 de Robert Schumann ; Lieber op. 71 n° 1 et 6, op. 86 n° 6 et Quatuor à cordes op. 80, de Felix Mendelssohn ; Bergeslust, de Fanny Mendelssohn. Par Joshua Bell et Pamela Franck (violin), Tabeta Zimmermann (alto), Steven Isserlis (violoncelle), Alexander Lonquich (piano). Mozarteum de Salzbourg, le 21 août, 19 h 30.

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Salle comble, une fois encore, pour le troisième concert du cycle Mendelssohn. Un coup de chapeau au violoncelliste britannique Ste-

ven Isserlis. Loin de se mettre en avant, il a convié une bande d'amis à explorer démocratiquement un choix d'œuvres composées par Mendelssohn, sa sœur Fanny et leurs amis (Le Monde du 12 août).

N'ironisons pas trop sur cette idée saugrenue de Mendelssohn : donner un accompagnement de piano à la Chaconne pour violon seul de Bach. A la différence de Busoni, qui éliminera le violon au profit du seul piano... qu'il traitera comme un orgue, Mendelssohn s'est « limité » à donner une assise harmonique à la polyphonie spéculative de Bach dont la prouesse était de donner l'illusion que le violon pouvait transcender sa seule dimension mélodique. D'un point de vue purement sonore, ce mariage est contre nature. L'accord du piano est tempéré, ses dièses sont identiques aux bémols.

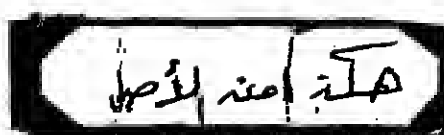
Le violon (joué par un violoniste qui joue aussi juste que Joshua Bell) n'est pas tempéré. Cet hiatus n'est pas gênant quand piano et violon dialoguent dans une sonate dont la parole de violon est essentiellement homophonique. Dans l'hybride de Mendelssohn, il est franchement désagréable : la polyphonie du violon induit en effet, par la superposition des lignes, un sentiment de plénitude harmonique qui jure sur les accords du piano. Il n'empêche que Joshua Bell et Alexander Lonquich ont admirablement tenu leurs parties pour une extenuation à renvoyer aux oubliettes.

Suivaient des Lieder chantés par Ruth Ziesak, dont l'art est d'une simplicité aussi émouvante que son timbre est céleste. Les deux pièces de résistance du programme étaient un trio de Sch-

mann et un quatuor à cordes de Mendelssohn. Joué avec une tension sans relâche et une mélancolie contagieuse, le trio expositif l'exceptionnelle qualité d'écoute mutuelle de Lonquich (il joue un peu comme Kempff), de Franck et d'Isserlis. La même maîtrise individuelle, la même complexité, étaient la marque d'une interprétation inoubliable, elle aussi, du quatuor de Mendelssohn. Emménés par Joshua Bell au premier violon, Pamela Franck, Tabeta Zimmermann et Steven Isserlis, sans abdiquer leur personnalité individuelle, jouaient « dix centimètres au-dessus de leur chaise » et avec la fusion sonore d'un « vieux » quatuor ! Et si un producteur français avait la bonne idée de reprendre cet hommage à Mendelssohn !

Alain Lompech

Archie Shepp



RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / SAMEDI 23 AOÛT 1997 / 19

VENDREDI 22 AOÛT

TF 1

20.45
1, 2, 3 SÉRIES
20.45 Walker, Texas Ranger.
Nom de code : Dragonfly.
21.35 Les Dessous
de Palm Beach. o
Guerres intimes.
22.35 La Ville
du grand secret. o
Le Hésitant.

23.25
DE PLUS EN PLUS
Magazine présenté
par Carole Rousseau.
Invités : Patrick Basso
et Patrick Chénais.
Sujets : Le plus grand train électrique
de France ; Le plus jeune
professionnel de France ; Le plus
jeune Français coté à Wall Street ; Les
dessous les plus chers ; La voiture la
plus chère du monde ; Le fruit qui pue
le plus au monde ; Le plus vilain arbre
de France ; La plus grande boîte de
nuit d'Europe ; etc. (85 min.). 7413188
0.50 Formule foot.

TV 5
20.00 Jeux sans frontières.
France 2 du 11/8/97.
21.45 Grand tourisme.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Vue sur la mer.
23.40 Viva, Magazine.
0.00 Soir 3 (France 3).

Planète
20.35 Que serions-nous
sans nos miroirs ?
21.30 Tsavo, le retour
des pituités.
22.20 Les Pistes du Far West.
1/2. Les grandes
pièces saignées.
23.15 Portrait robot. [3/6].
La crim, brigade criminelle.

Téva
20.30 et 22.30 Téva Interview.
Invité : Sébastien Berni.
20.55 Nos meilleures amies.
23.00 Clair de lune. Cendillon.

France 2

20.55
SUSPECT NUMÉRO 1
Le réseau de la honte.
Série [1 et 22] O
de David Drury, avec Helen Mirren,
Peter Capaldi.
1/2 (105 min.). 9182532
Mute de Southampton Row de la
brigade des meurs de Soho,
l'inspectrice Jane Tennison
prend la direction d'une
nouvelle équipe afin de
superviser « l'opération
contrat » : l'assassinement
d'un quartier de prostituées.
0.35 Journal, Météo.
0.45 Tattort.

23.15
Série. Si vous connaissez
naître.
(85 min.). 4815410
2.35 Un pays, une musique. Docu-
mentaire. Brest. 3.00 Tati pas la porte.
Documentaire. 3.55 Lap. Nouveaux
Voyages de Guillemin. Capitaine tueur.
4.30 Baby Boles. Dessin animé. Scru-
tin pour un glopion. 4.30 Le ans ans.
L'ours bleu. 4.45 Sempé du silence.
Documentaire. 5.10 Les Cavaliers de
l'Ange. Série. [5/5] (25 min.).

Histoire
21.00 De l'actualité
à l'histoire.
22.00 Pour tout l'or
du Transvaal.
Téléfilm [1/6] de Claude
Bosso, avec Yves Rénier,
Ornella Monni.
(60 min.). 50886718
23.00 et 0.00 Jean-Roch
Coignet.
Feuilleton [3/7] (60 min.).

Paris Première
20.05 et 0.35
Cours particuliers.
Invité : Pascal Légitimus.
21.00 Tournages
des tournages.
D'André Rinaldi.
21.50 Le JTS des festivals.
22.20 Les Bacchantes.
Opéra de Daniel Bortz
enregistré à l'Opéra Royal de
Stockholm, en 1992. Solistes :
Sylvia Linderstrand, Peter
Mastel (135 min.). 41236445

France 3

20.50
THALASSA
Magazine. Les plants du lagon.
7227700
Sur les îles Marshall, au milieu
du Pacifique, deux
océanographes occidentaux
élèvent des benthiques, des
mollusques géants dont le poids
peut atteindre 150 kilos.

21.50
FAUT PAS RÉVER
Magazine. Musique : Les héros ne
meurent jamais. France : Clidly
cigane. Tralle : Courses clandestines
à Palermo (50 min.). 5795087
22.00 Journal, Météo.
23.00 Montreux.
Télé mon amour.
(2/2) L'enlèvement, 1945 -
1949 (55 min.). 683823
0.55 Les Brûlures
de l'Histoire.
La cas de Monsieur K.
Les années Khrouchtchev
1953-1964
(55 min.). 8420217

France
Supervision
20.30 Camp de cœur.
21.10 L'Ensemble A Sei Voci
interprète Monteverdi.
Concert enregistré au festival
de Salzbourg-Salzburg, en
Février-Saint-Louis du
Pyrénées (90 min.).
21.55 Performances
d'acteurs 1996.
Magazine.
0.10 Tant
que le monde sera.
[3 et 4] (75 min.).

Ciné Cinéfil
20.30 L'Ange de Buridan ■
Film de Alexandre Ryder
(1994, N., 105 min.). 9714245
22.00 Une femme chippée ■
Film de Pierre Colombier
(1994, N., 105 min.). 9714383
23.45 The Babe
Ruth Story ■
Film de Roy Del Ruth (1945,
N., v.o., 110 min.). 41989890

Arte

20.45
LE FLÉAU DE LA BALANCE
Téléfilm de Norbert Kuchelmann, avec Dorothea Harlinger,
Robert Glatz.
Série, avec Kevin Dobson, Cameron
Dodds, Carrie-Anne Moss
(105 min.). 800990
Après l'agression d'un couple de Vietnamiens par
des militants néonazis, un juge ouvre une
procédure judiciaire à l'encontre de leur
dirigeant. Mais son argumentation se heurte
à l'aveuglement du président du tribunal.

22.15
COMPAGNONS SECRETS
Téléfilm de Pierre Bouchot, avec Bernard Verley, André
Wilms (90 min.). 4514261
Un jeune sous-lieutenant FTP est chargé de
rencontrer la femme et la fille d'un ancien de la
Coloniale, tout au combat sous ses yeux.
23.45 La Sévillana
Film de Jean-Philippe Toussaint, avec Mireille
Perrier, Jean-Claude Adelin, Jean Yanne
(1992, 90 min.). 4520648
1.15 Les Dossiers des cartes.
Histoire du sous-continent (rediff.).
1.30 Les Galiciens.
Téléfilm de Marthe Glaser, avec Jürgen Vogel,
Jasmin Tabatabai
(1995, rediff., 85 min.). 2821269

Ciné Cinémas
21.00 Série noire pour
une nuit blanche ■
Film de John Landis
(1984, 115 min.). 2218795
22.55 Deux drôles d'oiseaux
Film de Randa Haines
(1993, v.o., 120 min.). 88021434

Festival
19.30 Le Renard.
20.30 Le Joyau
de la couronne.
Téléfilm [4/5] de Jim O'Brien,
avec Judy Pijet
(115 min.). 8066445
23.05 L'homme qui
revient de loin.
Téléfilm [3/6]
(55 min.). 51701183

SÉRIE CLUB
20.45 et 1.30
Madame et ses flics.
22.30 Alfred Hitchcock
présente.

M 6

20.45
**FX, EFFETS
SPECIAUX**
Dernier épisode de la saison
(programmé en deux parties).
Les inconditionnels de cette
série devront patienter jusqu'à
l'année prochaine pour pouvoir
suivre les vingt-deux nouveaux
épisodes.
22.30 Tuteurs aux troupes.
Téléfilm O de Jorold
Freedman, avec Robert
Urich (105 min.). 8500193
2.15 Préparez-vous (rediff.). 5.55 Jazz 6
(rediff.). 4.50 Culture pop. La télé fait
lire (rediff., 15 min.).

22.30
LE CAMÉLÉON
Région de famille.
Série [1/2] (60 min.). 58986
Dernier épisode de la saison
(programmé en deux parties).
Les inconditionnels de cette
série devront patienter jusqu'à
l'année prochaine pour pouvoir
suivre les vingt-deux nouveaux
épisodes.
23.30 Tuteurs aux troupes.
Téléfilm O de Jorold
Freedman, avec Robert
Urich (105 min.). 8500193
2.15 Préparez-vous (rediff.). 5.55 Jazz 6
(rediff.). 4.50 Culture pop. La télé fait
lire (rediff., 15 min.).

Canal Jimmy
20.30 Star Trek.
Retour sur soi-même.
21.15 Le Meilleur du pire.
21.45 Game On (v.o.).
22.10 Chronique du front.
22.15 Dream On (v.o.).
22.45 Seinfeld (v.o.).
23.10 Sex Machine.

Disney Channel
20.35 Juste pour rire.
21.35 Sinbad.
22.50 Les Cent vies
de Black Jack Savage.
23.15 Les Sauterelles.
De Laurent Carbonnier.
23.45 Sylvie et compagnie.
Téléfilm, famille, conflit.
0.10 Thierry la Fronde.
Feuilleton (25 min.).

Voyage
20.35 Suivez le guide.
22.30 Au-delà des frontières.
23.00 Chez Marcel. Magazine.
Invité : Suzanne Held.

Canal +

20.30
ATHLÉTISME
En direct.
Golden Four : Meeting de Bruxelles,
au stade Heysel.
(95 min.). 887087
22.05 Flash d'information.
22.15 Jour de foot.
Magazine présenté
par Philippe Brune.

23.00
DELPHINE 1, YVAN 0
Film de Dominique Farrugia, avec
Serge Hazanavicius
(1995, 84 min.). 182700
0.25 J'avais sept filles
Film de Jean Boyer
(1954, 95 min.). 1398491
2.10 et 5.10 Surprises.
2.10 Nilson
Film d'Oliver Stone
(1995, v.o., 180 min.). 8572762
5.30 Chasseurs de vagues ■
Film de Bruce Brown
(1994, 90 min.). 1164385

Eurosport
16.15 et 22.00 Natation.
Championnats d'Europe.
Finale A et B, à Séville
(Espagne) (95 min.). 5074174
18.00 Football.
Coupe du monde 1998.
20.00 Sports de force.
21.00 Boxe.
Championnat NABU Junior.
Poids légers. Jean Chavez
(L1) - Louis Epiphane (Esp.).
à Atlantic City (Etats-Unis).
23.30 Golf. En direct.
Compiègne Open. 2 jour
à Stockholm (Suède).
0.00 Salting (60 min.).

Muzzik
20.40 Soliste : les cymbales.
21.00 50^e anniversaire
du label Verve. Concert
enregistré en 1994.
50827013
22.55 Joshua Redman
Quartet. Concert enregistré
au Théâtre 140 de Bruxelles
(100 min.). 500674349

Radio

France-Culture
20.50 Du Jazz
pour tout bagage.
21.10 Mémoire du siècle.
22.10 Les Chemins
de la connaissance.
22.40 Nocturne [5/5].
0.05 Du jour au lendemain. 0.50
Coda. 1.00 Les Nuits de France-
Culture (rediff.).

France-Musique
19.36 Concert.
Festival de musique de
Bratislava. Donné le 28
septembre 1996, salle de la
Philharmonie slovaque, par
l'Orchestre symphonique de
Lituanie, dir. Juozas
Domarkas : Œuvres de
Rachmaninov.
21.00 Concert. Donné en direct de
la Philharmonie slovaque, par
l'Orchestre symphonique de
Lituanie, dir. Juozas
Domarkas : Œuvres de
Rachmaninov.
0.00 Comment l'entendez-vous ?
(rediff.). 2.00 Les Nuits de France-
Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées.
Lect et la virtuose.
22.35 Enregistrements rares de
Ludwig van Beethoven. 0.00 Les Nuits de Ra-
dio-Classique.

Chaînes
d'information
CNN
Information en continu, avec, en
soirée : 20.00 et 23.00 World Busi-
ness Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World
News. 21.30 World Report. 22.00
World News Europe. 22.30 Insigni-
ficant. 23.30 World Sport. 0.00 World View.
1.30 Moneyline.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures,
avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15,
20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15,
23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15,
21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15,
0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45,
3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15,
6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45,
10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45,
13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45,
16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45,
19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45,
22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45,
0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 1.15, 1.45, 2.15,
2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45,
6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15,
9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15,
12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15,
15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15,
18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.1

Dominique Voynet présente un plan de réduction du rôle de l'automobile en ville

Pour lutter contre la pollution de l'air, la ministre veut agir sur la fiscalité et favoriser d'autres solutions de transport

SOUVERAIN à un feu roulant de critiques pour son « inaction » depuis le début, il y a dix jours, de la plus longue vague de pollution de l'air que les principales agglomérations aient connue, Dominique Voynet est revenue, jeudi 21 août, sur les mesures qu'elle envisage de prendre. Sans annoncer rien de spectaculaire dans l'immédiat, fidèle à la méthode qu'elle s'est fixée, sans tambour ni trompette, la ministre (Verte) de l'aménagement du territoire et de l'environnement a détaillé un programme de long terme qui se donne pour ambition de traiter sur le fond « la véritable

maladie » des villes, à savoir « le tour-automobile », dont la pollution constitue « tout ou plus le symptôme ». C'est donc « à la source du problème » que Dominique Voynet veut s'attaquer. Mission difficile, étant donné la place prépondérante : « Il faut mettre fin à plus de trente ans d'hégémonie de l'automobile (...) C'est l'ensemble des mentalités qu'il faut changer », a précisé M^{me} Voynet. Pour cela, la ministre entend articuler mesures de court terme, en cas de pic de pollution, et décisions sur le fond à plus long terme.

● Limitations de trafic. L'obliga-

tion de mettre en place la circulation alternée, prévue par la loi Légal, en cas d'alerte de niveau 3, sera remplacée par un système d'autorisation à circuler que les véhicules munis d'une « pastille verte », c'est-à-dire les automobiles les moins polluantes. Ce nouveau dispositif pourrait entrer en vigueur en 1998. Le ministre travaille par ailleurs sur un ensemble de « mesures graduées et souples de limitation du trafic » dès que le niveau 2 de pollution est atteint.

● Fiscalité. M^{me} Voynet estime que la fiscalité des carburants avantage les plus polluants, en particulier

le gazole, qui alimente plus de 40 % du parc automobile. Un litre de gazole coûte en moyenne 4,40 francs à la pompe, contre 6,30 francs environ pour un litre d'essence non plombée, soit le plus important écart en Europe. Augmenter le prix du gazole entraînerait, selon M^{me} Voynet, une baisse de la consommation, donc une diminution de la pollution. La ministre souhaite que ce choix figure dans la présentation du budget 1998. A sa demande et avec l'accord du premier ministre, un groupe de travail interministériel a été créé pour examiner une reformation de la fiscalité sur les carburants et sur

l'automobile. Il devra proposer à la fois une hausse du prix du gazole et une baisse du prix des véhicules propres (fonctionnant à l'électricité ou au GPL).

● Transports en commun. M^{me} Voynet souhaite parallèlement améliorer l'offre des transports collectifs en les rendant plus nombreux et plus rapides. Pour cela, le gouvernement encouragera l'investissement des collectivités territoriales en faveur de réseaux de bus ou de tramway « en site propre ». L'Etat apportera sa contribution financière dans le cadre de plans de déplacements urbains qui seront négociés pour la période 1999-2003. La ministre estime que la réalisation d'un réseau de transports en commun alternatif à l'usage de la voiture individuelle représente un effort de quelque 85 milliards de francs. Elle espère que cet engagement en faveur du transport collectif se retrouvera lui aussi dans les prochains choix budgétaires.

● Priorité au rail. La circulation des camions autour des agglomérations est une des principales responsables de la pollution des centres villes, « plus de la moitié » selon M^{me} Voynet. Pour que celle-ci diminue, il s'agit là encore de favoriser une solution alternative. La technique du transport combiné et du ferrovoierie - des camions transitant sur des wagons plateaux - devrait devenir une priorité du futur schéma national d'aménagement du territoire dont la ministre de l'environnement a désormais la responsabilité. Cette solution appelle elle aussi à des choix budgétaires et à des investissements lourds.

A. Pe.

J.-P. B.

Le soutien de Lionel Jospin

Lionel Jospin a exprimé, jeudi 21 août, son soutien à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, pour « son attitude et sa méthode » face aux problèmes de pollution et à la polémique qu'ils ont entraînée. Lors de leur réunion de rentrée, les ministres ont souligné que le gouvernement était actuellement « démuné » pour lutter contre la pollution, la loi sur l'air ayant été, selon eux, « dénaturée » par le Parlement. M. Jospin s'est montré « animé de la volonté de faire quelque chose », a indiqué un participant. Le premier ministre a « demandé au gouvernement d'examiner à fond ce problème (...) pour essayer de voir comment, finalement, on pouvait avantager les véhicules propres », a déclaré la ministre de l'enseignement scolaire, Ségolène Royal.

La pollution à l'ozone bat son record de durée à Paris

DANS PLUSIEURS AGGLOMÉRATIONS françaises, la pollution à l'ozone a fini par battre des records. Dans la région parisienne, l'épisode de pollution est le plus long jamais enregistré par Airparif, le réseau de surveillance de la qualité de l'air de l'Île-de-France. Depuis le 8 août, la région parisienne a connu douze pics de pollution : huit ont déclenché le niveau de l'alerte 1 et quatre le niveau 2. Une situation presque comparable avait été enregistrée en juillet 1994 (deux niveaux 2 et huit niveaux 1).

Jeudi 21 août, en Île-de-France, presque toutes les stations de contrôle ont relevé des pollutions à l'ozone supérieures au niveau 2 (180 microgrammes/m³). A Mouton (Essonne), les capteurs d'Airparif ont enregistré un taux de 220 microgrammes/m³. A cela s'est ajoutée une pollution au dioxyde d'azote : la station de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a relevé un taux légèrement supérieur au niveau 2, fixé à 300 microgrammes/m³ pour ce dernier polluant.

Philippe Lameloise, directeur d'Airparif, prévoyait une amélioration, vendredi matin 22 août, grâce à un vent soufflant à 10 km/h. « Nous prévoyons un indice de pollution de niveau 4 (assez bon), alors que nous avions atteint le niveau 6 (mauvais) jeudi », nous a précisé M. Lameloise. Si les pics de pollution se maintiennent à des niveaux élevés, la réduction de 50 %

des tarifs de la RATP devrait être prolongée au-delà de vendredi, nous a par ailleurs indiqué le service de presse de la Régie. Cette décision avait été annoncée, mercredi 20 août, par Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, pour inciter les Franciliens à utiliser les transports en commun.

ALERTE 2 À MARSEILLE, NANCY, ROUEN

Le niveau d'ozone dans l'air a aussi dépassé le seuil d'alerte 2 dans l'agglomération marseillaise, où des points allant jusqu'à 277 microgrammes/m³ ont été enregistrés jeudi. Même phénomène à Nancy, avec un pic à 194 microgrammes/m³, et dans l'agglomération de Rouen, avec 193 microgrammes/m³ relevés à Grand-Quevilly (Seine-Maritime). En revanche, grâce à la présence d'un vent du sud, Strasbourg a pu respirer un peu jeudi. Des points supérieurs au niveau 1, fixé à 130 microgrammes/m³, ont été enregistrés dans plusieurs villes de la région. Le vent a dispersé les polluants primaires et l'ozone, mais les masses d'air polluées se sont déplacées en zone rurale. La station de contrôle de Munchausen, à une quarantaine de kilomètres au nord de Strasbourg, a enregistré un taux d'ozone de 207 microgrammes/m³.

M. Strauss-Kahn table sur une croissance de 2,8 % à 2,9 % en 1998

LE MINISTRE DE l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré, jeudi 21 août, à l'issue de la réunion du gouvernement, que la croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 2,8 % « et peut-être même 2,9 % » en 1998. L'inflation pourrait être « légèrement inférieure à 1,5 % », mais il a précisé qu'on ne disposait pas encore de prévisions officielles. Ces données sont très proches de celles de la direction de la prévision allemande le 1^{er} avril par le gouvernement d'Alain Juppé (2,8 % pour le PIB en 1998 et 1,5 % d'inflation, comme en 1997). Alors que les pouvoirs publics doivent arrêter, début septembre, le volet recettes du projet de loi de finances pour 1998, M. Strauss-Kahn a confirmé que les dépenses évolueront « comme l'inflation » l'an prochain.

L'UIMM critique le projet de loi sur l'emploi des jeunes

LE PLAN EMPLOI-JEUNES du gouvernement a suscité diverses réactions. L'Union des industries métallurgiques et minières, première fédération du CNPF, a estimé, jeudi 21 août, que « l'emploi des jeunes (...) doit venir d'abord de l'initiative privée ». Selon l'UIMM, la priorité est de « réduire le coût du travail » et de « favoriser l'embauche dans les entreprises, plutôt que de créer de nouveaux emplois à la charge du contribuable ». La CFE-CGC, quant à elle, s'est déclarée « intéressée ». Pour Alain Krivine, porte-parole de la LICR, ce projet « rompt avec la logique des stages bidons (...) », mais risque d'être dangereux à long terme pour les salariés. Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a estimé que ce plan n'est pas « une solution de fond ». Le Parti radical-socialiste (PRS) a approuvé le projet gouvernemental.

DÉPÊCHES

■ NATATION : la Française Roxana Maracineanu a obtenu une médaille d'argent sur 100 m dos, jeudi 21 août, aux championnats d'Europe, organisés à Séville (Espagne). La nageuse âgée de vingt-deux ans a en même temps amélioré le record de France de la distance, qui est désormais de 1 min 01 s 84.

■ VOILE : Franck Cammas, vingt-quatre ans, a remporté la 28^e édition de la Solitaire du Figaro, vendredi 22 août, tout en arrivant onzième à Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor), au cours de la dernière étape de la course.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 22 août, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei

18650,17

-2,65

-3,67

Hong Kong Index

13439,75

-1,43

+14,71

Tokyo Nikkei sur 3 mois

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17

18650,17